REVOLUTION PERMANENTE

Le cri de guerre des travailleurs doit être : la révolution en permanence ! Engels & Marx, Circulaire à la LC, 1850

Iran, 2 novembre 2022

2022

Kazakhstan / Ukraine / 8 mars / 1er mai / crise alimentaire / Iran / Kurdistan / Pérou

OTI / IS, MST, NMAS, PO, PTS / RP

Rosa Luxemburg / Mouvement ouvrier français et Algérie / Partition de l'Irlande

Collectif Révolution permanente / 4 €

CoReP
La révolte des travailleurs du Kazakhstan
27 janvier

Les classes luttent entre elles et l'histoire continue

En 1992, avec la restauration du capitalisme en URSS par la bureaucratie stalinienne, la bourgeoisie a crié victoire à l'échelle mondiale. Elle a déclaré, tel un disque rayé, que la fin de l'histoire était arrivée, que la classe ouvrière était morte, que la lutte des classes appartenait au passé et que de toute manière la révolution n'était qu'un accident pour l'humanité et que la seule et unique civilisation que l'humanité connaitrait serait le capitalisme. Dans les pays capitalistes, les partis traditionnels de la classe ouvrière (d'origine travailliste, sociale-démocrate ou stalinienne) ont abandonné toute référence au socialisme et leurs satellites centristes sont devenus encore plus opportunistes.

La pratique a détruit ces aphorismes. La restauration du capitalisme n'a guère profité aux peuples d'Europe centrale, de Russie, de Chine, du Vietnam… ni à ceux d'Asie centrale. Les crises économiques n'ont pas disparu, au contraire, et elles ont même pris une dimension mondiale en 2008 et en 2020. Les conflits armés n'ont pas cessé, tantôt sous forme de guerre civile, tantôt sous forme d'intervention de forces étrangères, tantôt mêlant les deux. Les puissances impérialistes se disputent le monde, les puissances régionales se disputent un continent ou un sous-continent. La destruction de l'environnement, qui a déjà produit l'assèchement de la mer d'Aral, s'approfondit.

Et la classe ouvrière, les femmes travailleuses, les autres classes exploitées, les nationalités opprimées, les étudiants n'ont pas cessé de résister et de combattre. Ces dernières années, il y a même eu des luttes de masse en Algérie, au Soudan, à Hongkong, en Équateur, en Colombie, en Iran, en Biélorussie, aux États-Unis, en Birmanie, à Cuba… Même si elles n'ont pas pris de caractère prolétarien affirmé et si elles ont reflué.

La bourgeoisie du Kazakhstan

Le Kazakhstan qui est frontalier de la Chine et de la Russie a le potentiel de faire basculer les équilibres régionaux et d'aggraver les contradictions entre les impérialistes grâce à cette importance géostratégique. Jusqu'à présent, les gouvernements de Nazarbaïev (1992-2019) et de Tokaïev (2019-…) avaient refusé de choisir entre les États-Unis, la Chine et la Russie.

Le Kazakhstan compte parmi les pays les plus importants de l'Asie centrale d'un point de vue économique et géostratégique. Sa superficie le place au 9e rang mondial. Il possède des réserves de gaz naturel, de pétrole, de charbon, d'uranium (le premier producteur du monde), de fer, de manganèse, de chrome, de potassium… Y passent de nombreux oléoducs de pétrole et de gaz naturel. Il héberge les principales plateformes de cryptomonnaies.

L'ancien bureaucrate stalinien Nazarbaïev qui a dirigé la restauration du capitalisme au Kazakhstan, qui a été chef d'État de 1991 jusqu'en 2019, a démissionné en 2019 pour prendre le rôle de président du Con-

seil de sécurité du pays, est l'exemple-type de l'oligarchie qui, depuis 30 ans, s'est enrichie grâce à l'énergie et aux minerais.

Les anciens bureaucrates de l'URSS se sont transformés en classe capitaliste suite à la restauration capitaliste. Ils ont préservé les appareils répressifs des anciens régimes bureaucratiques staliniens tout en engageant un processus rapide de restauration du capitalisme et ont déclaré la guerre contre tous les acquis et les droits sociaux, pavant ainsi la voie au chômage, à la pauvreté et au fossé entre les classes.

Alors que le salaire moyen est de 570 dollars et alors que de nombreux travailleurs touchent le salaire minimum de 97 dollars, il est de notoriété publique que la famille Nazarbaïev possède une fortune nette d'un milliard de dollars et qu'elle détient des propriétés de luxe d'une valeur de 107 millions de dollars à Londres.

Le prolétariat, la paysannerie, les travailleurs du secteur informel ont subi la crise économique de 2008 et celle de 2020 et ont payé un lourd tribut à la pandémie de covid. Le chômage et l'inflation ont provoqué d'importants souffrances dans la classe ouvrière. Parallèlement à cette dégradation, les droits démocratiques ont été minés de façon méthodique par l'État bourgeois. En 2006, une dizaine d'organisations islamistes et le PKK nationaliste kurde ont été interdits. En 2015, les grèves ont été interdites, les syndicats et les partis ouvriers ont été dissous. Il subsiste sept partis politiques qui, tous, soutiennent le pouvoir en place. Des associations soutenues par des pays impérialistes occidentaux, misent sur l'hostilité envers la Chine et la Russie.

Au début des années 2000, a eu lieu l'importante grève des mineurs et des ouvriers du secteur pétrolier. Dans ces grèves, les aspects sociaux et politiques étaient prépondé-

rants par rapport aux revendications économiques. La revendication centrale consistait en l'expropriation des entreprises du secteur pétrolier. Et les groupes communistes ou « de gauche » n'ont eu aucune influence sur ces grèves. Lorsque les mineurs se sont mis en grève en 2011, la bourgeoisie du Kazakhstan a riposté avec la terreur d'État et a fait tirer sur les ouvriers lors des manifestations à Janaozen (à l'ouest). Des dizaines d'ouvriers ont perdu la vie, des centaines ont été blessés. Mais des travailleurs ont tiré les leçons et se sont probablement organisés secrètement.

Un soulèvement d'origine prolétarienne

Début janvier 2022, la révolte des classes laborieuses du Kazakhstan a fait trembler l'État bourgeois jusqu'à ses fondations. Le pouvoir kazakhstanais, avec l'appui des gouvernements impérialistes voisins de Russie et de Chine, a soutenu que le mouvement était fomenté de l'extérieur, soit par le gouvernement impérialiste le plus puissant, celui des États-Unis, soit par les islamistes en lien avec l'Afghanistan ou la Syrie.

Pourtant, ce soulèvement a un caractère social et de classe. Il se produit sur fond d'incessantes luttes de la classe ouvrière contre les destructions causées par la restauration du capitalisme depuis 1992, contre la dépendance économique du pays, contre l'accaparement des richesses par une bourgeoisie compradore (« oligarques ») issue de l'ancienne bureaucratie stalinienne, contre les restrictions aux libertés démocratiques et le despotisme du régime.

Le sujet à l'origine de la crise politique n'est autre que la classe ouvrière. Le 2 janvier, les ouvriers du secteur pétrolier de Janaozen descendent dans la rue et bloquent les routes contre l'augmentation du prix du gaz naturel qui sert de carburant et aussi de chauffage (depuis 2019, le gouvernement libère les prix). Le 3, les manifestants de Janaozen demandent aussi l'élection des responsables locaux (qui sont désignés par le gouvernement).

La protestation s'est étendue à tout le pays les 3 et 4 janvier : Aqtaw, la capitale Noursoultan, la plus grande ville Almaty (ancienne Alma-Ata), Chymkent, Manguistaou… Tous les sites pétroliers et gaziers, les mines de charbon et de cuivre ont été touchés. Le 4 janvier, les travailleurs de l'entreprise pétrolière Tengizchevroil, la plus grande du pays, dont les capitaux appartiennent à 75 % à des entreprises américaines se sont mis en grève. La particularité de cette entreprise est qu'il était prévu de mettre fin à l'emploi de 40 000 ouvriers dans une succession de plans de licenciements. Des comités ouvriers ont exigé la stabilisation du prix de l'énergie et de l'alimentation, une augmentation des salaires de 100 %, une amélioration des conditions de travail et la liberté syndicale.

Des chômeurs, des employés ont participé en nombre aux manifestations. Les slogans étaient le plus souvent en kazakh, la principale langue du pays (de la famille turque) avec le russe. Celui qui était repris dans toutes les manifestations était *« Sahl, ket ! »* (« Tire-toi, le vieux ! »), qui s'adressait au système mis en place par Nazarbaïev et continué par Tokaïev. Les revendications étaient très diverses suivant les lieux : un meilleur salaire, un âge de départ à la retraite plus précoce, le droit de constituer des syndicats et de faire grève, la démission du Président de la République et de tous les responsables liés à Nazarbaïev, la restauration de la Constitution de 1993, la liberté de créer des partis (le parti au pouvoir est Nour Otan, la loi électorale empêche la plupart des autres de participer aux scrutins), la libération de tous les prisonniers politiques ainsi que l'arrêt de toute répression.

Le lumpen a profité des troubles pour piller. Il est probable que les islamistes se sont mêlés aux manifestations (le gouvernement a parlé de deux policiers décapités : si c'est vrai, ce qui n'est pas sûr, c'est la preuve de l'implication de ces organisations contrerévolutionnaires).

La répression sanglante menée par Tokaïev

Le gouvernement kazakh a coupé l'accès à internet dans le pays, arrêté les journalistes et ordonné aux forces de l'ordre de faire feu sans sommation sur les travailleurs.

À la lutte et aux revendications des classes laborieuses, les oligarques du Kazakhstan ont répondu par une redoutable terreur étatique. Les travailleurs, eux, ont su y répondre en constituant leurs propres organisations d'autodéfense. Ils se sont armés en pillant les armureries commerciales, et au sein de la police et de l'armée certaines sections ont refusé de tirer sur les manifestants ou bien ont rejoint leurs rangs.

Les groupes capitalistes américains qui exploitent les travailleurs du pays ont appelé à maintenir l'ordre. Le gouvernement chinois a approuvé la répression. Le chef de l'État biélorusse Loukachenko a appelé les travailleurs du Kazakhstan à s'agenouiller devant l'armée et à demander pardon.

Tokaïev a fait appel à l'aide militaire de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) qui a été mise en place sous la direction de la Russie et qui comprend l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan contre la pression militaire des États-Unis (et l'influence grandissante de la Chine). Le 6 janvier, la Russie, l'Arménie et la Biélorussie ont envoyé des troupes pour sauver le régime. Même si l'armée russe n'a pas réprimé, elle a contribué au retour à l'ordre bourgeois et consolidé pour un temps le régime.

La principale raison de l'intervention de l'OTSC très rapide pour écraser cette révolte est la crainte, éprouvée par Poutine et les gouvernements voisins, d'une éventuelle contagion de la révolte dans leur propre pays et la conscience que la radicalité ouvrière qui est apparue possède le potentiel d'ouvrir la voie aux révolutions d'octobre du XXIe siècle. Un autre motif est de

contrer l'influence des États-Unis, de la Chine et de la Turquie.

Tokaïev a rendu responsable le clan de Nazarbaïev (81 ans), a changé de gouvernement le 5 janvier, a remplacé celui-ci au Conseil de sécurité et a chassé plusieurs ministres ou responsables qui étaient liés au vieux politicien. Il en a même arrêté certains, comme il a rétabli internet et a annulé l'augmentation du prix du gaz. Le gouvernement n'a produit aucune preuve d'une intervention étrangère. 225 personnes ont été tuées, 12 000 ont été arrêtées (International Crisis Group, 14 janvier).

Les tâches révolutionnaires du prolétariat

Depuis plus de 20 ans, la classe ouvrière du Kazakhstan (particulièrement les mineurs et les ouvriers du secteur pétrolier) a accumulé d'importantes expériences de lutte. Elle a transformé en tradition ses expériences d'auto-organisation. Et aujourd'hui aussi, elle a démontré au monde entier qu'elle était en mesure d'organiser la grève générale grâce aux collectifs ouvriers et de paralyser le capitalisme du Kazakhstan, ainsi que sa capacité à organiser son autodéfenses face à la terreur d'État.

Cependant, elle n'a pas pu prendre le pouvoir et a été écrasée une nouvelle fois, avec l'aide de l'impérialisme russe, l'approbation de l'impérialisme chinois, le soulagement de l'impérialisme américain.

Il s'agit de la question de la direction révolutionnaire de la classe, de celle du programme révolutionnaire. La classe ouvrière du Kazakhstan est parvenue à déstabiliser l'État bourgeois, mais elle n'a pas été capable de prendre la tête de tous les exploités et de tous les opprimés pour instaurer son pouvoir, elle n'a pas eu le temps de s'adresser aux conscrits des troupes de l'OTSC et aux peuples voisins pour empêcher toute immixtion contrerévolutionnaire.

Dans l'époque du pourrissement du capitalisme, la bourgeoisie est incapable de répondre aux revendications les plus démocratiques mais ne voit pas de problème à inviter les armées d'autres pays pour les étouffer. Par conséquent, même la question de la mise en place des revendications les plus démocratiques de la classe ouvrière trouve sa solution dans la révolution prolétarienne. Mais il lui faut déjouer les pièges de la bourgeoisie « démocratique » ou islamo-fasciste.

La seule force qui doit déterminer l'avenir du pays et de l'Asie centrale est la classe ouvrière. Il lui faut un parti révolutionnaire et de masse, qui ne peut être construit que sur la base du marxisme et en lien avec l'avant-garde de la région et du monde entier.

- Dissolution de toutes les forces de répression de l'oligarchie de Tokaïev ! Milices ouvrières et populaires pour les remplacer ! Toutes les troupes étrangères, hors du Kazakhstan !
- Liberté pour tous les prisonniers politiques ! Droit de grève, droit de s'exprimer, droit de manifester, droit à constituer un syndicat ou un parti politique, tous les droits démocratiques doivent être assurés !
- Échelle mobile des salaires ! Réduction du temps de travail jusqu'à l'embauche de tous les chômeurs sans réduction de salaire !
- Confiscation des usines, de toutes les mines et de toutes les ressources naturelles, des banques, des services de communication sous contrôle ouvrier ! Expropriation de toute la grande bourgeoisie, nationale et étrangère !
- Égalité des femmes ! Criminalisation des violences domestiques envers les femmes !
- Constitution de conseils de travailleurs urbains, de conscrits, de paysans travailleurs, d'étudiants dans les lieux de travail, dans les écoles, les quartiers, l'armée, dans les villages, dans tout le pays !
- Gouvernement ouvrier et paysan ! Fédération soviétique de l'Asie centrale !
- Construction du parti révolutionnaire de la classe ouvrière par les noyaux communistes existant autour du programme marxiste !
- Solidarité internationale avec les travailleurs du Kazakhstan de toutes les organisations ouvrières à commencer par celles des pays de l'Organisation du traité de sécurité collective !

27 janvier 2022

Collectif révolution permanente
(Autriche, Espagne, France, Turquie)

Collectif révolution permanente

Plateforme

CoReP
À bas l'invasion impérialiste russe de l'Ukraine !
1 mars

L'invasion le 24 février de l'Ukraine par les troupes russes marque une accélération et une intensification des affrontements inter-impérialistes dans le monde. Il rappelle aux travailleurs du monde entier que la seule alternative historique à la barbarie du capitalisme décadent est le combat organisé pour le socialisme mondial.

De l'éclatement de l'URSS à la renaissance de l'impérialisme russe

À partir de 1989, la bureaucratie stalinienne d'URSS a accepté le rétablissement du capitalisme en Europe de l'est ; en 1991, elle s'est reconvertie en classe capitaliste (les oligarques) en pillant les entreprises étatiques et en fusionnant avec des mafieux. Le jeune impérialisme russe maintient par la force la Tchétchénie en 1994-1996 puis en 1999-2000, dispute aux impérialismes occidentaux le contrôle de son voisinage : intervention militaire en Moldavie en 1991-1992, en Géorgie en 2008, contre l'Ukraine en annexant la Crimée et en contrôlant une partie du Donbass en 2014, soutien au despote biélorusse Loukachenko contre les manifestations à l'automne 2020, au Kazakhstan en soutien au despote Tokaïev contre les puissantes manifestations ouvrières en janvier 2022. Mais aussi dans le monde, en Syrie au côté du dictateur sanglant El Assad, en Libye en soutien au satrape Haftar via les mercenaires du groupe capitaliste russe Wagner qui agissent également en Centrafrique, au Tchad et au Mali, au Mozambique, au Soudan… Le colonel à la tête des mercenaires de Wagner, Outkine, qui a ses entrées au Kremlin, est un nazi avéré et les journalistes russes qui enquêtaient sur ses agissements ont été assassinés.

Les impérialismes émergents (Russie, Chine…) remettent en cause le partage du monde. Ils ne peuvent se maintenir ou s'étendre qu'au détriment des impérialismes installés (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Japon…). Pour l'État russe, la priorité accordée par l'État américain à la lutte contre le capitalisme chinois en plein essor, son désengagement relatif des pays d'Europe, d'Asie de l'Ouest, son retrait désordonné d'Afghanistan, offrent l'occasion de desserrer l'étau économique et militaire de ses rivaux occidentaux.

Le capitalisme russe n'est qu'au 12e rang mondial par son PIB, mais il comprend des groupes capitalistes d'envergure (armements, énergie, distribution, automobile, transport aérien). En son sein, il opprime des minorités nationales (Tchétchènes…) et il possède la 2e armée du monde, un important arsenal nucléaire, des capacités de guerre cybernétique parmi les plus développées. À la tête de gigantesques gisements de pétrole et de gaz, il fournit 41 % du gaz du reste de l'Europe, dont 70 % des besoins de l'Allemagne, 80 % en Hongrie, 100 % en Autriche et en Slovaquie...Il est le premier exportateur mondial de céréales, le premier producteur de nickel et de palladium, le troisième exportateur d'acier…

L'État russe veut détruire l'État ukrainien

Poutine a dès mi-novembre 2021 massé ses troupes aux frontières de l'Ukraine tout en assurant mensongèrement :

> *La Russie ne représente de menace pour personne, nous nous occupons de nos propres affaires et prenons des mesures pour assurer notre sécurité si nécessaire, s'il y a des actions provocatrices de nos opposants près de nos frontières.* (Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin, 14 novembre 2021)

En novembre, Poutine attise le conflit dans le Donbass entre ses marionnettes séparatistes et l'armée ukrainienne, accuse le gouvernement ukrainien de saboter les accords de Minsk de 2015, censés y mettre un terme. Biden, Macron, Johnson, Scholz… déclarent qu'ils n'interviendront pas militairement en cas de conflit armé. Pour le dirigeant russe, intervenir en Ukraine, renverser son gouvernement et menacer ensuite directement la Géorgie devient un objectif réalisable.

Le 4 février, Poutine prend soin de renforcer ses liens diplomatiques et commerciaux avec l'impérialisme chinois. Ensemble, Xi et Poutine actent *« l'entrée des relations internationales dans une nouvelle ère »*. Dès lors, l'impérialisme chinois manœuvre entre un soutien prudent à l'impérialisme russe et la défense de ses propres intérêts.

Le 21 février, Poutine reconnait officiellement les républiques séparatistes du Donbass et déclare que l'Ukraine est une création artificielle de Lénine et des bolcheviks. Le 24, il prétend contre toute vraisemblance que le régime ukrainien est nazi et a entamé un génocide des Russes au Donbass. Aussitôt blindés, avions, missiles et troupes au sol impliquant environ 150 000 soldats s'élancent dans une offensive coordonnée.

Les impérialismes occidentaux sont coupables de bien des guerres et ont une lourde responsabilité dans celle-ci

Les impérialismes occidentaux ne peuvent donner aucune leçon à Poutine et à l'État russe. D'une part, ils ont tous un passé criminel de pillage du monde, d'interventions militaires à l'étranger, d'occupations d'autres pays, de soutien à des régimes despotiques.

D'autre part, l'État américain et ses alliés de l'OTAN ont profité de l'effondrement de l'URSS pour menacer militairement l'État russe. Ainsi, l'Albanie, la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, le Monténégro, la Tchéquie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie sont devenus membres de l'OTAN. L'adhésion de la Géorgie était en bonne voie et les Etats-Unis défendaient celle de l'Ukraine. En décembre 2021, Biden, Johnson, Macron, Scholz ont refusé la neutralisation de l'Europe centrale que demandait Poutine.

Depuis le déclenchement de l'offensive russe contre l'Ukraine, les impérialistes américain, français, allemand, britannique, etc. ont mis en place des sanctions économiques contre l'économie russe et renforcent dans le même temps les dispositifs militaires des forces de l'OTAN dans les pays limitrophes de la Russie et de l'Ukraine. Le gouvernement SPD-Grunen-FDP décide d'augmenter massivement le budget militaire de l'Allemagne, les autres vont suivre.

Vive l'internationalisme prolétarien ! Vive la résistance du peuple ukrainien et du peuple russe !

Depuis le début de l'invasion russe, malgré un rapport de forces militaire très défavorable, l'armée ukrainienne aidée de réservistes et de volontaires, résiste, défend les villes assiégées. L'offensive de l'armée russe est plus difficile que prévue. Les soldats russes, dont beaucoup sont des conscrits, censés combattre contre des « nazis », envahissent en fait un pays « frère ». Des armes ont été distribuées à la population d'Ukraine, les travailleurs et la jeunesse s'organisent pour résister, fabriquent des cocktails molotov, assurent patrouilles et contrôles… L'armée russe va probablement devoir faire face à une guerre de partisans.

Malgré l'intoxication médiatique et la répression policière et judiciaire, une partie de la population de Russie, courageusement, manifeste dès aujourd'hui son opposition à l'invasion.

Les travailleurs du monde entier n'ont rien à attendre des initiatives des différents États occidentaux soi-disant pour restaurer la paix, ni même de l'État bourgeois ukrainien qui sépare actuellement aux frontières les Africains des Européens qui veulent fuir le pays, qui nie depuis 2014 les droits de ses minorités nationales, qui tolère les groupes fascistes dans l'armée. Au contraire, les impérialismes occidentaux préparent de nouveaux affrontements et toutes les sanctions économiques et financières qu'ils prennent pèseront avant tout sur les travailleurs de Russie et ensuite, par leurs répercussions économiques, sur ceux de tous les autres pays.

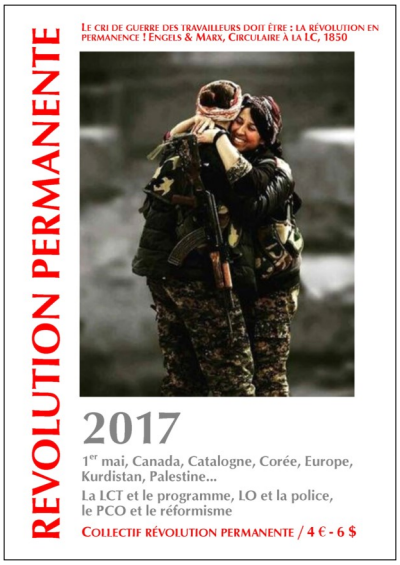
L'impact des sanctions économiques ne peut que renforcer la dépendance de l'impérialisme russe vis-à-vis de l'impérialisme chinois, qui pèse économiquement au

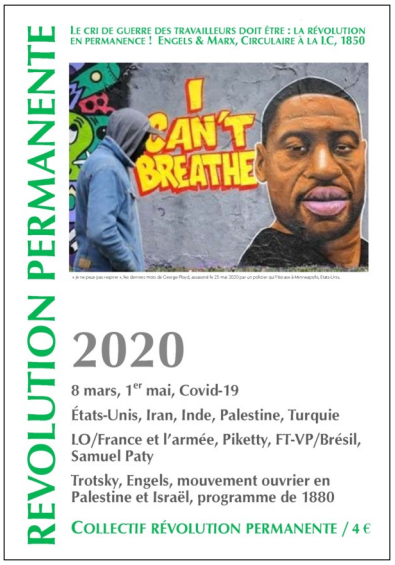
moins dix fois plus lourd. Et un succès de l'impérialisme russe en Ukraine ne pourra qu'encourager l'impérialisme chinois dans ses objectifs, en mer de Chine comme pour Taïwan.

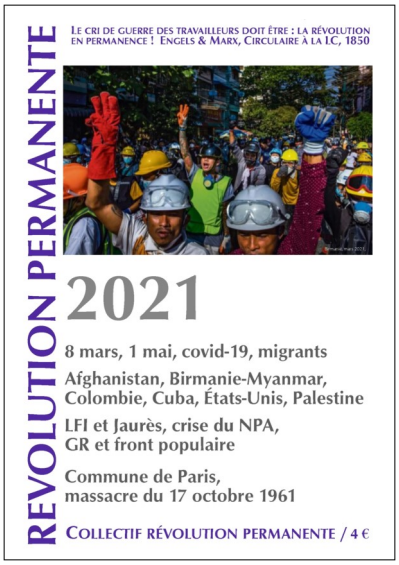
Chaque bourgeoisie impérialiste tente d'obtenir le soutien de sa classe ouvrière dans sa course folle à l'armement et aux tensions militaires et économiques, en dressant les travailleurs des différents pays les uns contre les autres, selon le camp où leur bourgeoisie se situe. Mais les travailleurs ukrainiens, russes, français, espagnols, américains, polonais, biélorusses, roumains… ne sont pas les ennemis les uns des autres !

- Vive la mobilisation du prolétariat et de la jeunesse russe contre Poutine, pour interdire la guerre fratricide contre le peuple ukrainien !
- Aucune union nationale avec sa bourgeoisie ! Front unique des organisations ouvrières contre l'intervention impérialiste en Ukraine !
- Ouverture des frontières aux réfugiés d'Ukraine et de tous les pays !
- Retour au pluralisme linguistique en Crimée, dans toute l'Ukraine ! Respect de la minorité tatare, russe, bélarusse, moldave, rom, juive, hongroise, roumaine… dans tous les pays de la région !
- Les troupes russes hors d'Ukraine ! Retrait des troupes américaines, britanniques, françaises, espagnoles, italiennes… d'Europe centrale ! Dissolution de l'OTAN et de l'OTSC !
- À bas l'impérialisme ! Révolution des travailleurs ! Etats-Unis socialistes d'Europe, socialisme mondial !

1 mars 2022
Collectif révolution permanente
(Autriche, Espagne, France, Turquie)







CoReP

Femmes travailleuses, organisons-nous pour le socialisme mondial !

8 mars

Dans tous les pays, la vie des femmes travailleuses s'est détériorée en raison de la crise économique capitaliste mondiale de 2020-21 et de la pandémie de covid qui n'est pas encore terminée. Le chômage, la précarité, la perte de pouvoir d'achat due à l'inflation, la difficulté d'accès à un logement décent, la dégradation des services publics sont des fléaux qui touchent l'ensemble de la classe ouvrière. Mais ils sont plus aigus pour les travailleuses qui étaient déjà confrontées à plus de précarité et des salaires plus bas.

De plus, les femmes continuent de subir les effets de l'oppression sociale propre au système patriarcal, confortée par les prêtres de toutes les religions. Dans de nombreux territoires, l'inégalité juridique par rapport aux hommes, les mutilations génitales, l'interdiction de la contraception et de l'avortement persistent. Partout, le chauvinisme masculin impose aux femmes des travaux domestiques supplémentaires et la prise en charge des enfants, des malades et des personnes dépendantes. Les femmes sont les victimes sexuelles des migrations et des nombreuses guerres civiles (Birmanie, Yémen, Syrie...) ou invasions (Yémen, Ukraine...). Les abus et les meurtres sexistes persistent même dans des pays qui se considèrent comme « socialement avancés ».

Dans certains pays (dont les États-Unis), existent des entreprises qui gèrent des « fermes » de femmes pauvres qui donnent naissance à des enfants au plus offrant à l'échelle internationale. Les réseaux mondiaux de traite des êtres humains à des fins de prostitution et de travail forcé ont pour victimes privilégiées les femmes et les filles (65 % du total connu, selon le rapport mondial de 2020 de l'ONU sur la traite des personnes). L'horreur capitaliste ne trouve aucune limite dans la marchandisation de tout, y compris des êtres humains, en particulier des femmes.

Le machisme est une bonne affaire pour la société dominée par le capital : il divise la classe ouvrière, fait baisser les salaires, détourne la colère individuelle vers un bouc émissaire faible plutôt que vers le pouvoir des exploiteurs. Toutes les religions le justifient, consacrant de grands efforts pour éduquer les femmes à la double soumission, au patron et aux hommes.

Pour cette raison, les améliorations obtenues depuis plus d'un siècle ne sont pas tombées du ciel ni ne proviennent de la générosité des gouvernants. Elles sont le résultat de luttes importantes intégrées dans la lutte de classe du prolétariat conscient et organisé. La Commune de Paris (1871) et la Révolution russe (1917) ont fait des femmes travailleuses le sujet historique de leur libération complète et ont amorcé de grandes conquêtes, non sans lutte, dans plusieurs pays : égalité juridique, droits politiques, union libre, égalité des enfants dans et hors mariage, droit à l'avortement, garde et protection des enfants.

En effet, si le premier pays au monde à avoir légalisé l'avortement et à l'avoir placé entre les mains des services de santé publique a été la Russie révolutionnaire en 1917, y parvenir en Espagne, en Argentine ou en Colombie a nécessité d'énormes mobilisations ces dernières années. Et dans tous les pays où il est légal, l'avortement, comme de nombreux autres acquis sociaux, est remis en cause en permanence par les forces bourgeoises les plus réactionnaires (États-Unis, Pologne…). La situation des femmes s'est particulièrement dégradée dans les villes d'Afghanistan.

Cependant, le féminisme bourgeois et petit-bourgeois d'aujourd'hui, comme celui d'il y a un siècle, nie les classes et revendique « l'unité » de toutes les femmes. Cela lui permet de coexister confortablement avec l'exploitation capitaliste et de rêver que les éventuelles réformes ne seront pas mises en danger au premier changement du rapport de force entre les classes.

Avec Eleanor Marx, Clara Zetkin, Alexandra Kollontaï, Rosa Luxemburg, Inessa Armand et tant d'autres révolutionnaires, nous disons clairement :

Que veulent les féministes ? Les mêmes avantages, le même pouvoir, les mêmes droits au sein de la société capitaliste que ceux que possèdent aujourd'hui leurs maris, leurs pères et leurs frères. Que veulent les travailleuses ? Abolir tous les privilèges dérivés de la naissance ou de la richesse. La travailleuse ne se soucie pas

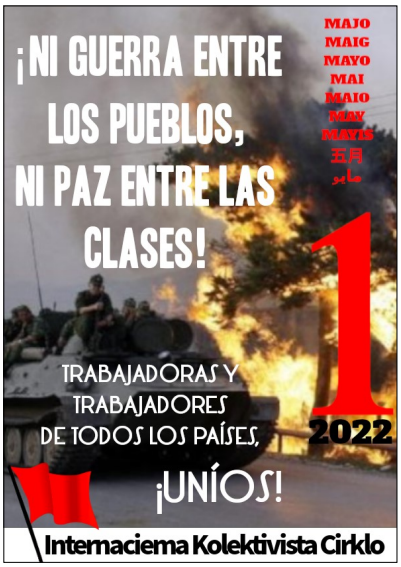
> *de savoir qui est le « maitre », un homme ou une femme. Avec l'ensemble de sa classe, elle peut alléger sa position de travailleuse.* (Alexandra Kollontaï, « La journée de la femme », *Pravda*, 17 février 1913)

Mettre définitivement fin à l'oppression des femmes exige de mener la lutte de classe contre le capital, de lutter pour une société dont les fondements économiques ne sont pas la propriété privée des moyens de production et l'exploitation d'une classe par une autre. Pour cela, les travailleuses doivent s'organiser, participer à la construction du parti ouvrier qui dirigera la révolution et enterrera tous les privilèges dérivés de la naissance ou de la richesse.

- Égalité juridique totale des femmes dans tous les pays.
- Répartition du travail entre tous, par la réduction du temps de travail sans baisse des salaires, jusqu'à l'élimination du chômage. Fin des emplois précaires. Égalité salariale complète entre les hommes et les femmes.
- Récupération automatique du pouvoir d'achat perdu en raison de l'inflation. Des salaires, des prestations sociales et des pensions de retraites permettant à tous les travailleurs de vivre décemment.
- Pour les travailleurs des deux sexes, des services publics en quantité suffisante, gratuits et de qualité, permettant d'assurer les trajets domicile-travail, la garde des enfants, les soins aux malades et aux personnes dépendantes.
- Logement décent pour tous les travailleurs.
- Élimination immédiate de toute religion dans les écoles. Système scolaire unique, public, laïc, gratuit et mixte. Éducation sexuelle scientifique basée sur l'amour et le respect de sa propre liberté sexuelle et de celle des autres, quelle que soit son orientation.
- Suppression de tout financement direct ou indirect des différentes religions.
- Interdiction de toute mutilation génitale. Contraception et avortement libres et gratuits pris en charge par le système de santé publique. Système de santé universel, gratuit et laïc. Prise en compte et traitement médical adéquat des pathologies et maladies spécifiquement féminines. Gratuité des protections périodiques.
- Interdiction et pénalisation du proxénétisme. Interdiction de la gestation pour autrui (mères porteuses).
- Liberté pour les travailleuses et les travailleurs, les réfugiées et les réfugiés, les jeunes en formation de franchir librement et en toute sécurité les frontières.
- Fin de la justice sexiste et des lynchages médiatiques en tout genre. Épuration de tous les juges réactionnaires. Pour un véritable système judiciaire démocratique et non sexiste dans lequel les juges peuvent être élus et révoqués par les conseils des travailleurs. Pour l'autodéfense des femmes contre la violence sexiste.
- Pour un gouvernement des travailleuses et des travailleurs vers une société sans classe, sans exploitation, sans oppression. Pour le socialisme international.

8 mars 2022
Collectif révolution permanente
(Autriche, Espagne, France, Turquie)

Cahier révolution communiste n° 30



CoReP

Socialisme ou barbarie !

1 mai

L'impérialisme russe hors d'Ukraine !

La guerre fait rage en Ukraine depuis le 24 février, entrainant la fuite de millions de réfugiés et des morts et blessés, civils et militaires, par dizaines de milliers. Cette guerre rappelle aux prolétariats du monde entier que le capitalisme parvenu au stade impérialiste engendre inévitablement les guerres et les destructions dans l'incessant combat pour le partage et le repartage du monde entre les États les plus puissants.

L'Ukraine est un enjeu important entre les impérialismes occidentaux et l'impérialisme russe. En 2014, l'Ukraine avait demandé son adhésion à l'UE et à l'OTAN, au détriment des relations antérieures avec la Russie. Mais l'impérialisme russe, avec l'annexion de la Crimée et le contrôle d'une partie du Donbass, avait déjà montré que cette situation lui était insupportable.

Pour l'État russe, la priorité accordée par l'État américain à la lutte contre le capitalisme chinois en plein essor, son désengagement partiel des pays d'Europe, d'Asie de l'Ouest, son retrait désordonné d'Afghanistan, ont offert l'occasion de desserrer l'étau économique et militaire des impérialismes occidentaux. Ceux-ci ayant fait savoir qu'ils n'interviendraient pas militairement, Poutine a lancé ses troupes dans l'objectif d'annexer totalement l'Ukraine ou d'y installer un gouvernement fantoche à sa botte.

> *L'Ukraine n'est pas une nation, mais une invention de Lénine et des bolcheviks. Staline a tenté de remédier à cette « invention folle » mais il n'y est pas parvenu.* (Vladimir Poutine, 21 février)

Les communistes internationalistes sont résolument du côté du pays dominé contre l'agression d'une puissance impérialiste, comme l'ont toujours défendu Lénine et Trotsky. Le renforcement de la pression de l'OTAN sur la Russie par le développement de ses bases militaires est indiscutable, mais les rivalités entre puissances ne justifient en aucun cas que l'existence même de l'Ukraine soit mise en cause. Et la tâche du prolétariat ukrainien comme du prolétariat mondial consiste à défendre, sur une base d'indépendance de classe, ce droit à l'indépendance tout en combattant pour la révolution socialiste en Ukraine, pour l'internationalisme, pour la fédération des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Le gouvernement ukrainien est un gouvernement nationaliste bourgeois, l'armée ukrainienne est une armée bourgeoise qui a y compris intégré des bataillons fascistes, mais les communistes internationalistes défendent inconditionnellement l'Ukraine contre l'agression impérialiste russe, comme ils ont défendu l'Irak ou la Serbie aux mains de nationalistes bourgeois contre les agressions de la coalition des impérialismes dirigée par les Etats-Unis, comme ils ont soutenu le peuple arabe de la Palestine contre la colonisation sioniste malgré le caractère bourgeois de la direction du mouvement national palestinien (Fatah, Hamas), comme ils condamnent la guerre menée au Yémen par l'Arabie monarchique et antisémite alliée des impérialismes « démocratiques ». Pas plus aujourd'hui qu'hier, ce soutien à la victime de l'oppression nationale ne vaut soutien à son régime, à son gouvernement, ne vaut soutien à Zelensky.

Pour une perspective révolutionnaire en défense de l'Ukraine

L'État russe justifie son agression en prétextant un « génocide » de la minorité russophone qui vit en

Ukraine, notamment dans le Donbass. En réalité, les droits et libertés des minorités sont utilisés par les différents impérialismes au gré de leurs intérêts. En 2014, le gouvernement ukrainien œuvre pour renforcer ses liens avec les impérialismes européens. Et l'impérialisme russe utilise à son tour cette oppression en 2014 pour annexer la Crimée d'une part et pousser à la sécession, y compris par un appui militaire massif, les régions du Donetsk et de Lougansk dans le Donbass.

Avec Lénine, nous soutenons le respect du multilinguisme et de l'égalité des droits de toutes les minorités nationales, y compris le droit à l'autonomie ou la séparation. Mais en aucun cas, ce rappel des droits intangibles des minorités ne peut entrainer une quelconque complaisance avec l'invasion impérialiste russe.

Les communistes internationalistes sont pour la défaite de l'impérialisme russe en Ukraine. L'Ukraine a le droit de se procurer des armes pour se défendre, même si les impérialismes états-uniens et européens qui les lui fournissent poursuivent leurs propres objectifs, qui sont au moins de garder l'Ukraine sous leur influence. La défaite de l'Ukraine signifierait l'écrasement du prolétariat ukrainien, le renforcement de l'impérialisme russe et de la dictature de Poutine sur le prolétariat russe. À l'inverse, la défaite de l'impérialisme russe ouvrirait la voie au soulèvement du prolétariat russe tout en permettant au prolétariat ukrainien de s'organiser et de se battre pour son propre compte ! Voilà notre perspective !

Les impérialismes états-uniens et européens ont déclenché des salves de sanctions contre la Russie, sans aller jusqu'à se priver des livraisons de gaz et de pétrole qui restent indispensables pour les capitalismes européens. Ils font grand bruit sur le gel des avoirs des oligarques russes, mais d'une part ce gel n'est pas l'expropriation, d'autre part il est assez facilement contourné grâce à divers paradis fiscaux bienveillants aux grandes fortunes. En revanche, les sanctions économiques comme l'embargo sur certaines importations ou exportations russes, les restrictions financières entrainant la chute du rouble, frappent d'abord la population russe, entrainant par exemple la mise au chômage de milliers d'ouvriers des usines automobiles.

Par ailleurs, les impérialismes occidentaux profitent de la situation pour renforcer les bases militaires de l'OTAN autour de la Russie, les Etats-Unis ont envoyé 20 000 soldats supplémentaires en Europe, l'impérialisme français envoie des contingents de soldats en Roumanie, etc.

Le maintien de l'impérialisme est un fléau pour l'humanité

La guerre en Ukraine est un tournant dans la situation mondiale. Elle dresse face à face l'impérialisme russe qui est allé chercher le soutien de l'impérialisme chinois contre les impérialismes états-uniens et les principaux impérialismes européens. Ceux-ci font très attention de ne pas franchir la limite ténue qui les maintient hors d'un engagement direct dans le conflit, mais cette guerre peut basculer dans une guerre inter-impérialistes. L'enlisement de l'armée russe en Ukraine, intolérable pour Poutine, peut entrainer une escalade militaire et précipiter une guerre inter-impérialistes.

La guerre en Ukraine a déjà des conséquences économiques dramatiques dans de nombreux pays dominés, mais aussi pour les prolétaires et toutes les couches paupérisées dans les pays développés. La rupture de l'approvisionnement en céréales venant d'Ukraine et de Russie, mais aussi d'engrais, de différents minerais comme le nickel, etc. fait flamber les prix, alimentés par la spéculation. Ainsi le pain vient à manquer ou devient hors de prix dans de nombreux pays du Proche-Orient ou d'Afrique. Les prix du gaz et du pétrole, dont la Russie est un des principaux exportateurs, poursuit sa course folle. L'inflation s'accélère, elle atteint 8,5 % aux Etats-Unis, presque 10 % en Espagne, plus de 61 % en Turquie, plus de 55 % en Argentine, elle dépasserait les 20 % en Algérie… faisant fondre les salaires, les retraites, les allocations et les aides, quand ils existent. Plusieurs banques centrales relèvent déjà les taux d'intérêt de leurs prêts aux banques, la croissance ralentit, les signes d'une possible nouvelle crise capitaliste mondiale s'accumulent.

Ceci renforce les contradictions entre les États impérialistes, entre les puissances régionales. Le fardeau du militarisme pèse de plus en plus sur les producteurs avec l'augmentation généralisée des dépenses militaires. La classe capitaliste, en même temps qu'elle entraine inexorablement la planète dans un désastre écologique et climatique, entend toujours sauvegarder son taux de profit en reportant sur les travailleurs, sur les populations des pays dominés la facture de la guerre comme la facture de ses crises. Discrimination religieuse, xénophobie, racisme, persécutions contre les réfugiés et les migrants sont utilisés ouvertement par les gouvernements bourgeois qui renforcent la police et l'armée, réduisent les libertés et criminalisent la contestation sociale.

Pour une internationale ouvrière révolutionnaire

L'alignement des principaux chefs syndicaux et des partis réformistes (SPD, Labour Party, PS, PCF, PSOE, DSA…) sur l'OTAN, le soutien direct ou indirect apporté par d'autres partis réformistes (Partido dos Trabalhadores, La France insoumise…) à l'impérialisme russe laisse la classe ouvrière mondiale paralysée, sans perspective propre contre la guerre en Ukraine. Il la cantonne, soit à un soutien à leur propre impérialisme, soit à une simple solidarité avec les victimes de la guerre.

Pourtant, la mobilisation du prolétariat mondial pourrait mettre fin à la guerre, pourrait ouvrir la voie

au prolétariat russe durement réprimé quand il ose protester contre la guerre que mène son impérialisme.

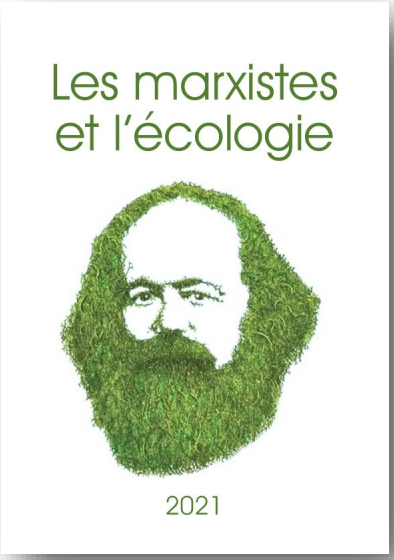
Contre la collaboration de classe des bureaucraties ouvrières corrompues, les communistes internationalistes exigent des directions syndicales et des partis réformistes de rompre avec la bourgeoisie. Pour défaire l'impérialisme et ses guerres, les travailleurs doivent exiger le front unique de leurs organisations de masse sur les mots d'ordre :

- L'impérialisme russe hors d'Ukraine !
- Aucun soutien à l'OTAN ni à un quelconque impérialisme européen ou étatsunien !
- Retrait d'Europe centrale des troupes des impérialismes occidentaux !
- Retrait de toute l'Europe des troupes étatsuniennes !
- Dissolution de l'OTAN ! À bas les sanctions économiques qui frappent d'abord le prolétariat russe !
- Pour la révolution socialiste en Ukraine comme en Russie !

Les travailleurs du monde entier ont besoin d'une internationale ouvrière révolutionnaire qui les dégagent de l'emprise des dirigeants des partis réformistes et des bureaucrates syndicaux qui sèment le poison des illusions parlementaires, du chauvinisme, des compromis avec leur bourgeoisie ou leur impérialisme.

- Indexation des salaires sur l'inflation !
- Contrôle des travailleurs sur l'activité des services et entreprises essentiels et sur la fermeture de ceux qui ne le sont pas !
- Expropriation des groupes capitalistes !
- Gouvernement ouvrier basé sur les conseils ouvriers, la destruction de l'État bourgeois et la dissolution de l'armée professionnelle, des corps de répression policiers et des bandes fascistes par les travailleurs en armes !
- Plan de production décidé par la population pour satisfaire les besoins sociaux tout en préservant l'environnement et l'avenir de l'humanité !
- Pour une fédération socialiste mondiale !

1er mai 2022
Collectif révolution permanente
(Autriche, Espagne, France, Turquie)



Cahier révolution communiste n° 26

Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 15 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM ……

Prénom ……..

Adresse ……..

……

Code postal ……

Ville……

Pays……..

CoReP

La crise mondiale de l'alimentation

27 juillet

Le capitalisme qui s'embourbe dans des crises mondiales combinées conduit de manière systématique l'humanité et son environnement vers la destruction. De difficultés alimentaires chroniques, on passe à une véritable crise alimentaire mondiale.

> *La guerre a un impact mondial qui menace de dévaster les économies des pays en développement. (António Guterres, ONU Info, 13 avril 2022)*

Malgré le développement des sciences et des techniques, des rendements agricoles et des moyens de transport, la famine de masse n'est pas un archaïsme. Au contraire, de nos jours, la malnutrition et les carences alimentaires touchent même des travailleurs des métropoles impérialistes. Selon le rapport mondial des crises alimentaires, en 2021, 193 millions de personnes subissaient la famine. Le capitalisme qui s'est organisé sous la forme d'États nationaux n'a pas la capacité de faire face à cette crise grâce à une coordination des États ou au moyen d'organisations comme les Nations unies (ONU).

De là, une conclusion s'impose : la survie du capitalisme est dangereuse pour l'humanité et bien d'autres espèces. Un autre résultat est que des émeutes de la faim vont se généraliser.

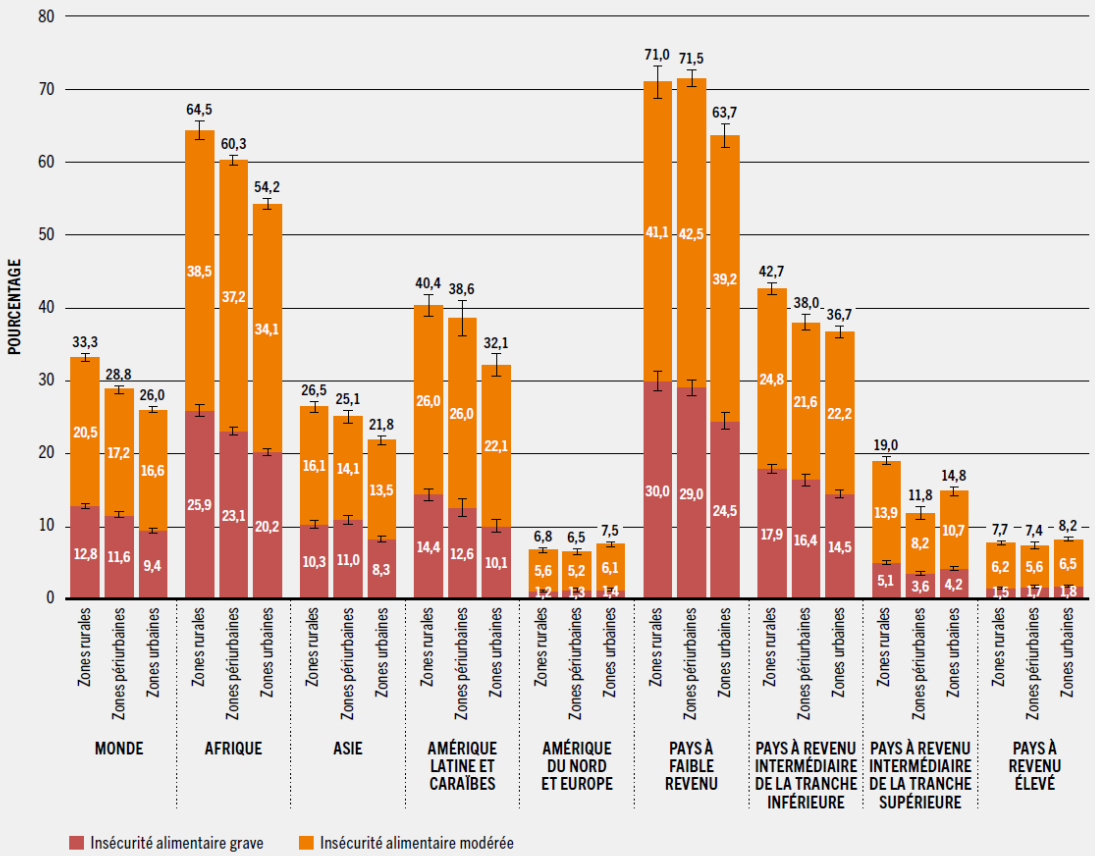
Si en analysant une situation concrète nous faisions comme si le capitalisme n'existait pas, si nous évitons exprès de l'appeler par son nom, si nous approchons le problème avec la perspective qu'il impose, si nous produisions des illusions selon lesquelles le problème peut être résolu dans le cadre du capitalisme, au moyen de ses institutions ou qu'à tout le moins, il pourrait être réduit à un niveau raisonnable, nous ne servirions qu'à masquer le rôle du capitalisme.

Ce système produit encore des richesses, mais au prix de contradictions grandissantes. Les crises économiques, la pauvreté, les dégradations écologiques, les guerres se multiplient et l'humanité est confrontée à une crise de civilisation, à un risque pour sa survie. Toutes ces catastrophes ne sont pas la description d'une dystopie, il s'agit de la réalité contemporaine. Et la crise alimentaire en est-une preuve.

La bourgeoisie de la plupart des pays impérialistes avance que l'unique raison en est l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Ainsi, elle rejette toute la responsabilité sur l'État russe. L'invasion russe d'un pays exportateur de céréales a certes aggravé la pénuries mondiale de nourriture. Cependant, la guerre n'a fait que précipiter la crise alimentaire. Les experts du climat, les scientifiques de l'agriculture, les organisations planétaires de la bourgeoisie s'attendaient à une crise alimentaire mondiale vers 2030. Et la raison fondamentale résidait dans le marché agroalimentaire capitaliste, la détérioration écologique et la crise climatique.

Avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le monde est entré dans cette crise alimentaire mondiale. Sur toute la planète, le prix des denrées alimentaires connait des augmentations records, la vie des travailleurs de nombreux pays se transforme en enfer avec l'hyperinflation, et leur vie est menacée par l'impossibilité de s'alimenter de manière saine et suffisante, la montée du chômage, les évènements climatiques extrêmes, la montée du niveau de la mer…

La Russie et l'Ukraine constituent un véritable grenier mondial. Avant la guerre, la planète produisait entre 780 et 800 millions de tonnes de blé par an. 12 % des exportations de blé dans le monde proviennent de la seule Ukraine : en 2020-2021, l'Ukraine a exporté 17 millions de tonnes de blé (sur 190 millions de tonnes exportées dans le monde) et 24 millions de tonnes de maïs (sur 298 millions). Plus de 50 pays satisfont au moins 30 % de leurs besoins de blé à partir de la Russie ou de l'Ukraine. Depuis le 24 février, la Russie applique un blocus aux ports de la mer Noire de l'Ukraine ; l'Ukraine a posé des mines en mer Noire pour protéger sa côte. Entre 20 et 25 millions de tonnes de céréales (blé, maïs) et d'oléagineux (tournesol) récoltés en 2021 sont bloqués dans ses silos. Les exportations ne se font, depuis, que par voie terrestre, ce qui les rend chères. À titre de représailles contre la Russie, les États-Unis, l'Union européenne et leurs alliés appliquent un embargo économique, ce qui fait que les exportations de den-



SOURCE: FAO. 2023. FAOSTAT: Données de la sécurité alimentaire. Dans: *FAO*. [Consulté le 12 juillet 2023]. www.fao.org/faostat/fr/#data/FS

rées de la Russie connaissent un minimum historique.

Les exportations maritimes de blé d'Ukraine vont peut-être reprendre grâce l'accord signé avec la Russie le 22 juillet, sous l'égide de la Turquie et de l'ONU. Mais les primes d'assurance pour le transport, même si l'accord est appliqué, renchériront le prix de vente. La guerre continuera à affecter l'agriculture de l'Ukraine : les récoltes devraient être inférieures d'au moins 30 %.

D'un autre côté, le second producteur mondial de blé, à savoir l'Inde, subit une sècheresse à cause des mois les plus chauds depuis 121 ans et, pour pallier le risque de famine, l'État a prohibé l'exportation de blé et d'autres produits alimentaires.

Avec la reprise économique mondiale de 2021 et la guerre en Ukraine, les prix du pétrole et du gaz connaissent également des augmentations records, ce qui a pour conséquence la hausse du prix des engrais et du carburant des machines agricoles. En raison des prix élevés de l'énergie et de la production alimentaire, l'Égypte a interdit au mois de mars l'exportation de denrées de base tels que le blé, la farine, les haricots et les lentilles. L'Indonésie, qui occupe 60 % des exportations d'huile de palme dans le monde, a interdit toutes les exportations de produits alimentaires et agricoles.

Quant à la Chine, sa politique est résumée par ces paroles que le chef de l'État Xi Jinping assène à chaque occasion : le peuple chinois doit tenir son bol de riz fermement entre ses mains. L'État a limité les exportations de produits alimentaires et de céréales.

Le marché international des céréales est opaque car il est contrôlé par un oligopole de quelques grandes entreprises capitalistes. La crise alimentaire est pour eux une opportunité comme la hausse du prix du pétrole et du gaz pour les groupes pétroliers. La spéculation amplifie les fluctuations du marché mondial. Depuis le début de la guerre, le prix du blé a crû de 45 %.

Nous pouvons énumérer ainsi les résultats :

- L'entrave au développement physique et intellectuel de dizaines de millions d'enfants mal nourris.
- Les maladies qui vont naitre de la mauvaise alimentation de centaines de millions de personnes et le risque d'une nouvelle crise sanitaire planétaire.
- La mort de millions de personnes à cause de la faim.
- La formation de nouvelles vagues massives de réfugiés dans les pays connaissant un risque de famine, en particulier en Afrique, et des nouvelles politiques cruelles des États européens, des États-Unis, du Canada, de l'Australie, de la Chine et du Japon pour tenter d'empêcher ces vagues.
- La montée du protectionnisme, ce qui causera l'aggravation de la situation alimentaire globale et durcira les rivalités entre puissances impérialistes.
- Le surgissement de révoltes populaires pouvant secouer le capitalisme face à la crise alimentaire (dont le premier cas est le Sri Lanka).

La somme des crises combinées que traverse le capitalisme, et le fait que ces crises se répètent et s'aggravent, le fait que ce système se décompose, les résultats de la faillite dans tous les domaines des politiques économiques (qu'elles soient néolibérales ou keynésiennes) sont l'expression la plus claire que le capitalisme a échoué. La raison principale derrière la crise écologique et la crise alimentaire qui est liée, derrière la guerre en Ukraine et au Yémen, est que la tendance à la socialisation des forces productives se heurte de plus en plus aux rapports de production capitaliste, à la recherche du profit.

Le capital bouleverse toutes les activités qui lui échappaient. Il remplace l'artisan par l'industrie, l'usurier par la banque, le petit commerçant par la grande distribution, il remplace le petit paysan par l'agriculture capitaliste. La conséquence inévitable a été des migrations de masse des campagnes vers les villes. Les espaces laissés vides par les paysans indépendants sont comblés par de véritables entreprises capitalistes. Beaucoup de paysans travailleurs qui survivent sont endettés auprès des banques, obligés à acheter des semences à usage unique, à surutiliser des intrants (fertilisants, phytosanitaires, pesticides), à produire pour l'exportation… Souvent, leurs cultures et leur bétail sont victimes de la sècheresse ou de la salinisation des terres. Dans les pays tropicaux, les capitalistes agricoles, avec la complicité de leur État bourgeois, détruisent la forêt pour une monoculture ou un élevage extensif destiné aux pays dominants. Partout l'agriculture capitaliste pollue les sols et la nature.

Que les groupes capitalistes de l'énergie soient publics ou privés, ils ont longtemps privilégié les moteurs thermiques. Ils continuent à extraire massivement le charbon (au prix de la vie de milliers d'ouvriers chaque année par accident et par maladie professionnelle) qui est la forme d'énergie la plus génératrice de gaz à effets de serre. Dûment avertis par les scientifiques de la marche à la catastrophe climatique, les dirigeants des pays capitalistes multiplient les sommets et les promesses, mais en réalité les émissions de gaz à effet de serre continuent de croitre.

Les activités du capitalisme ont littéralement posé des explosifs sous l'écosystème. Cela a débouché sur une crise écologique qui atteint un point qui prépare la fin de la planète. Ainsi la sécheresse s'étend maintenant profondément jusqu'en Europe, remettant en question des activités agricoles de culture ou d'élevage dans de nombreuses régions jusqu'alors épargnées. Par exemple toute la plaine du Po en Italie est gravement touchée. Le fond de la crise alimentaire que nous vivons actuellement est constitué par les limites de l'agriculture capitaliste, le réchauffement climatique et par les rivalités impérialistes pour se repartager le monde.

Les conquêtes sociales que, dans quelques pays, la classe ouvrière avait pu conquérir deviennent insupportables à la bourgeoisie depuis le retour des crises économiques mondiales (1973-1974). L'État bourgeois restreint fréquemment les libertés démocratiques pour étouffer la résistance du prolétariat, des paysans pauvres, de la jeunesse en formation, des travailleurs du secteur informel. Il renforce l'espionnage, la répression policière, l'armée. De nouveaux partis ou les vieux partis de la bourgeoisie recourent au cléricalisme, au chauvinisme, au racisme. Des bandes fascistes réapparaissent, des Proud Boys à l'État islamique.

Les vagues de révolte contre l'exploitation et l'oppression n'ont jamais cessé. S'y ajoutent de plus en plus les luttes pour défendre l'environnement. Cependant, à cause de l'absence d'une direction prolétarienne révolutionnaire, ces révoltes soit portent au pouvoir des coalitions de front populaire (entre les partis ouvriers traditionnels et des partis bourgeois), soit débouchent sur des régimes encore plus réactionnaires. Les deux palliatifs permettent au capitalisme de perdurer.

Le devoir des noyaux communistes internationalistes est de se rassembler, de se lier aux masses (en particulier dans les syndicats), d'aider à l'auto-organisation et à l'autodéfense pour ressusciter l'alternative de la révolution socialiste mondiale afin d'orienter ces révoltes vers la destruction du capitalisme au moyen d'un programme transitoire, de se focaliser sur la construction du parti de la révolution mondiale en tant que moyen pour y parvenir.

- Indexation des salaires, des retraites, des aides sociales sur l'inflation !
- Interdiction des gaspillages capitalistes de l'énergie et de l'eau !
- Expropriation de tout le secteur énergétique et du commerce des céréales sous contrôle ouvrier !
- Expropriation des entreprises capitalistes agraires pour les remplacer par des coopératives !
- Non aux brevets dans les secteurs alimentaire et agricole !
- Socialisation des ressources en eau sous le contrôle des organisations ouvrières et de la paysannerie pauvre !
- Priorité aux énergies renouvelables Pour une transition s'appuyant sur la recherche scientifique et la maitrise des cycles énergétiques des différentes sources disponibles pour garantir la baisse drastique des émissions de gaz à effet de serre !
- Planification mondiale de la production d'énergie par les travailleurs !
- Planification démocratique de la production et de la répartition !
- Gouvernement des travailleurs !
- Révolution socialiste mondiale !

27 juillet 2022

Collectif révolution permanente

(Autriche, Espagne, France, Turquie)

CoReP

À bas la dictature islamiste d'Iran !

21 septembre

Le 13 septembre, Mahsa Jina Amini, une jeune femme qui visitait Téhéran avec sa famille, est arrêtée dans la rue par la police des moeurs parce qu'une mèche de cheveux dépasse de son voile. « *Les filles qui étaient dans le van de la police avec Mahsa m'ont appelé pour me dire qu'elle a été malmenée physiquement par les policiers* » a indiqué son père. Quelques heures plus tard, elle est transférée dans le coma du commissariat où elle était détenue à l'hôpital, où elle meurt trois jours plus tard. Elle avait 22 ans.

Les manifestations éclatent immédiatement, d'abord dans sa région d'origine, le Kurdistan iranien, puis s'étendent dans plus de 40 villes dans tout le pays, mêlant de très nombreuses femmes, des jeunes, des vieux, des ouvriers et des étudiants, aux cris de :

Mort au dictateur ! À bas la république islamique ! Femme, vie, liberté ! Ni le Shah ni le Cheikh !

La répression est féroce. On compte déjà au moins 31 morts, des centaines de blessés et des centaines d'arrestations.

En 1978, la révolution embrase l'Iran. La grève générale paralyse l'économie. Les mouvements de guérilla attaquent les forces de répression. Une partie de l'armée se révolte et donne des armes à la population. Des conseils ouvriers commencent à se former. Le Chah fuit, son armée et sa police se décomposent.

En 1979, les gouvernements que la bourgeoisie tente de mettre en place sont trop faibles pour faire refluer les masses.

Mais la fraction la plus arriérée de la bourgeoisie iranienne et les propriétaires fonciers misent sur l'ayatollah Khomeini et les mollahs musulmans, qui avaient été en opposition aux mesures de modernisation appliquées par le Chah.

D'une part, le clergé chiite est capable de mobiliser les déclassés des villes et une partie des étudiants enfants de bourgeois. D'autre part, Khomeini est présenté comme un progressiste anti-impérialiste par la guérilla petite-bourgeoise cléricale (Moudjahidines-OMPI) mais aussi par la totalité du mouvement ouvrier : le parti « communiste » officiel (Tudeh), les guérillas maocastristes (Fedayins-OGFPI et Peykar), les sectes stalino-maoïstes et même le groupe « trotskyste » (HKS). Cela empêche le prolétariat de prendre la tête de la révolution.

Le clergé, s'appuyant sur ce qui reste de l'appareil répressif du Chah et sur les bandes cléricales-fascistes, mène en 1979 une violente contrerévolution. Il réprime le mouvement des femmes, des minorités nationales, interdit les grèves, réprime toute opposition, liquide en 1980 les révolutionnaires par milliers en profitant de la guerre contre l'Irak.

Cette dictature est toujours en place, plus de quarante ans plus tard, malgré les nombreuses révoltes, toutes réprimées dans le sang. Le haut clergé s'est intégré au capitalisme par le biais de « fondations » échappant à l'impôt. Le régime est venu en aide en Syrie à la dictature sanglante d'Assad qu'il a réussi à sauver. Les sanctions dictées par l'État américain touchent surtout la population laborieuse.

En Iran, le taux officiel de pauvreté est de 46 % de la population et l'inflation est de l'ordre de 60 %. La colère gronde. Pour tenter d'empêcher tout mouvement, le président Raïssi avait prévenu dès juillet dernier qu'il fallait « *prendre des mesures préventives pour empêcher les ennemis de l'Iran et de l'islam de nuire aux valeurs et aux fondations religieuses de la société* », donc de renforcer la répression par les sbires du régime.

Les femmes de la classe ouvrière, de la petite-bourgeoisie sont particulièrement visées par la police des mœurs. Les forces de répression emprisonnent et fusillent plus au Kurdistan.

Aujourd'hui, les femmes travailleuses, la classe ouvrière, les étudiants, la jeunesse se dressent à nouveau contre la dictature.

Solidarité internationaliste des organisations ouvrières et féminines de tous les pays avec la lutte des masses iraniennes !

Liberté des femmes de porter ou non le voile et de s'habiller comme elles le veulent !

Droit à l'autodétermination des Kurdes et des autres minorités nationales !

Pour la laïcité, pour toutes les libertés démocratiques, pour la libération des prisonniers politiques !

Levée de toutes les sanctions américaines et fin des assassinats sionistes !

Indexation immédiate des salaires sur le coût de la vie !

À bas la dictature islamiste ! Grève générale ! Autodéfense des manifestations !

Gouvernement ouvrier et paysan !

21 septembre 2022
Collectif révolution permanente
(Autriche, Espagne, France, Turquie)

CoReP

Non à l'agression militaire turque contre les Kurdes !

Le 19 novembre, Erdogan a lancé son aviation pour bombarder plusieurs régions kurdes au nord de la Syrie, dans les provinces d'Alep et d'Hassaké, notamment contre la ville de Kobané qui fut le symbole de la résistance victorieuse des Kurdes contre la barbarie de l'État islamique. Depuis, l'artillerie turque pilonne la zone pour préparer une offensive terrestre.

L'aspirant autocrate Erdogan a pris prétexte de l'attentat survenu à Istanbul le 13 novembre qu'il a immédiatement attribué au Parti de l'union démocratique (PYD-YPG) et au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Ceux-ci, qui n'ont pas pour habitude d'organiser des attentats contre des civils, ont immédiatement démenti toute implication. Mais cela importe peu à Erdogan, qui cherchait depuis longtemps un prétexte pour intervenir à nouveau militairement contre le PKK et le PYD en Syrie. Déjà le 26 mai dernier, il annonçait son intention d'envoyer son armée pour contrôler toute la partie nord de la Syrie sur une longueur de plus de 400 km et une largeur de 30 km et en refouler les Kurdes qui y résident. L'armée turque est déjà intervenue contre les Kurdes en Syrie en 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020. En 2019, en accord étroit avec les Etats-Unis qui retirent leurs troupes, l'armée turque secondée par ses supplétifs islamistes de l'Armée nationale syrienne déclenche l'offensive et occupe une région de 120 km sur 30 autour des villes de Tall Abyad et Ras al-Ain. Il s'agit aujourd'hui pour Erdogan de finir le travail et d'expulser les Kurdes avec le PKK et le PYD de toute la frontière syrienne avec la Turquie.

Depuis le dépeçage de l'Empire ottoman par les puissances impérialistes victorieuses de la première guerre mondiale, en particulier la France et la Grande-Bretagne, le peuple kurde est divisé entre la Turquie, l'Iran, la Syrie et l'Irak, réduit dans chaque pays à n'être qu'une minorité plus ou moins opprimée selon les régimes et les circonstances politiques, mais jamais reconnu comme une nation opprimée ayant droit à se séparer et à fonder son propre État. La revendication d'un seul État kurde est incompatible non seulement avec les manœuvres des impérialismes dominants, mais se heurte aussi de plein fouet aux bourgeoisies de Turquie, d'Iran, de Syrie et d'Irak.

Le nationalisme kurde a toujours choisi de s'appuyer sur un État de la zone ou sur une puissance impérialiste. Ainsi, le Parti de l'union démocratique (PYD) petit-bourgeois de Syrie a passé des accords avec le dictateur Bachar el Assad et s'est allié aux États-Unis qui ont remis l'Irak aux cliques arabes cléricales et qui viennent d'autoriser la dernière offensive militaire de la Turquie. Ainsi, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) bourgeois gère un mini-État en Irak appuyé par la Turquie, ce qui l'amène parfois jusqu'au conflit armé avec le PKK. C'est une impasse. Aucune fraction significative de la bourgeoisie turque, perse, irakienne ou syrienne n'a jamais accepté le droit à l'autodétermination des minorités nationales. Leurs quatre États sont tous responsables de massacres et d'exactions de Kurdes. Et la protection des impérialismes américain comme russe est illusoire. D'ailleurs, les impérialismes occidentaux alliés de la Turquie continuent de considérer le PKK comme une organisation terroriste alors qu'ils se sont appuyés

sur sa branche armée en Syrie, les YPG, pour combattre l'État islamique. Ainsi c'est manifestement avec l'accord des gouvernements américain et russe que les avions turcs ont pu sans encombre pénétrer l'espace aérien syrien pour bombarder les populations kurdes le 19 novembre.

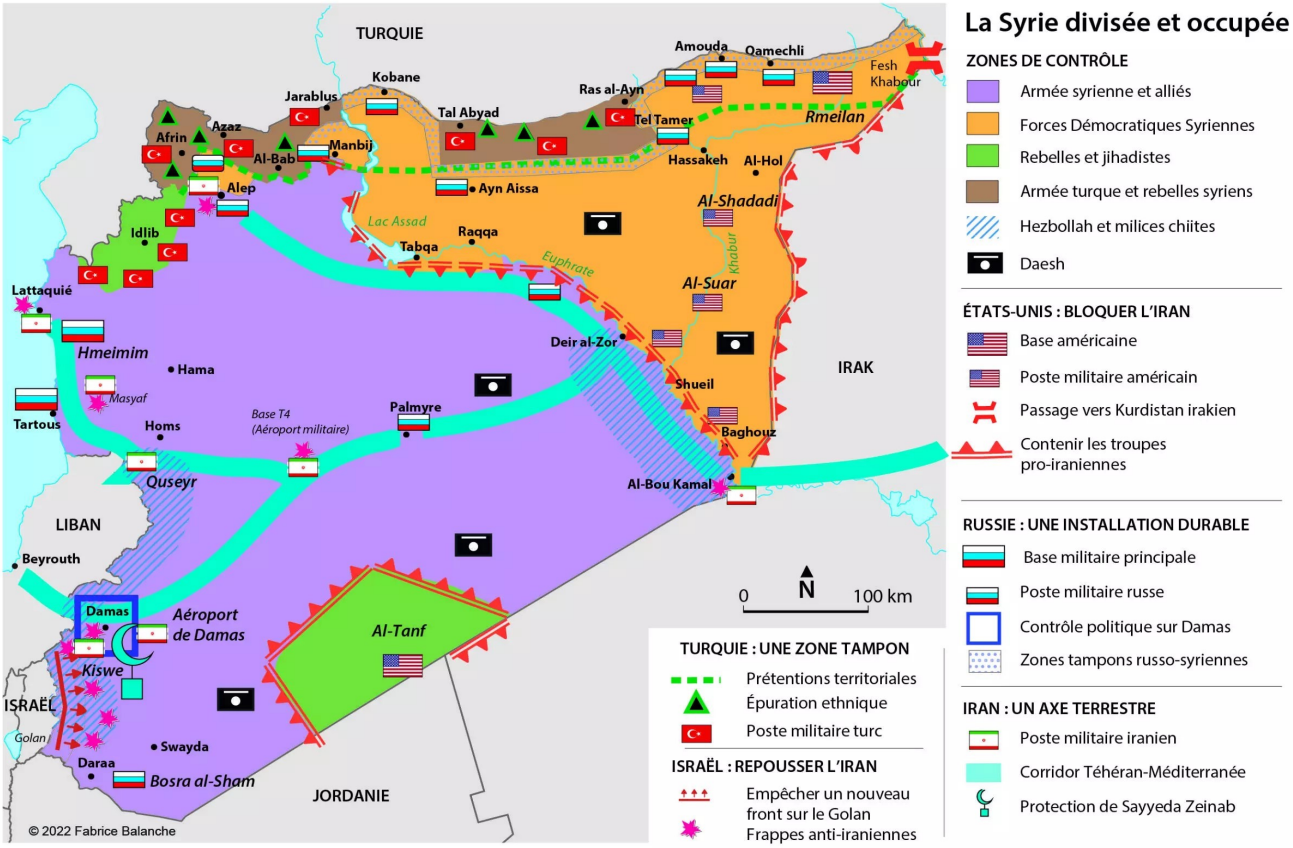
Confrontés respectivement à une situation révolutionnaire et à une crise économique, les gouvernements islamistes d'Iran et de Turquie redoublent leurs attaques contre les Kurdes. En Turquie, Erdogan et le bloc gouvernemental AKP-MHP font à nouveau des Kurdes des boucs émissaires pour tenter de se maintenir au pouvoir à l'approche des élections générales de juin 2023. En Iran, le puissant mouvement des masses contre la dictature islamiste a pris naissance dans la région kurde, la plus opprimée et c'est contre elle que la répression se déchaine sans limite puisque les manifestants y sont massacrés par les sbires du régime à la mitrailleuse lourde. De plus l'armée iranienne a bombardé des positions kurdes au nord de l'Irak. Par conséquent, les Kurdes se trouvent aujourd'hui attaqués par le régime turc et par le régime iranien tandis que le dictateur syrien appuyé par la Russie et l'Iran n'attend que l'occasion propice pour récupérer le contrôle du Kurdistan syrien.

L'avenir du peuple kurde n'est pas dans la recherche d'alliances avec telle ou telle puissance impérialiste ou avec tel ou tel État bourgeois de la région. Le droit imprescriptible du peuple kurde à fonder son propre État ne peut aboutir qu'en s'appuyant sur la lutte du prolétariat turc pour se débarrasser d'Erdogan, du prolétariat iranien pour chasser la dictature islamiste, sur l'établissement de gouvernements ouvriers et paysans, sur la fédération socialiste d'Asie de l'ouest.

- Front unique ouvrier en défense des droits des Kurdes !
- Dirigeants des organisations ouvrières, appelez et organisez des manifestations devant les ambassades et consulats turcs pour l'arrêt de l'intervention, le retrait de troupes, la libération des prisonniers !
- Fin immédiate de l'attaque militaire turque, retrait de toutes les troupes turques de Syrie !
- Arrêt immédiat de la répression des masses au Kurdistan iranien et dans tout l'Iran !
- Pour le droit des Kurdes de Turquie, d'Iran, de Syrie et d'Irak à constituer un seul État kurde !

3 décembre 2022

Collectif révolution permanente
(Autriche, Espagne, France, Turquie)



IKC
Pérou : après la destitution de Castillo
17 décembre

Pedro Castillo est un ancien bureaucrate syndical qui a des racines politiques dans le nationalisme populiste. Il a partagé le même parti qu'Ollanta Humala et s'en est séparé il y a six ans pour former Peru Libre, une version jumelle du parti de Humala, plus adaptée à sa personnalité. C'est une nouvelle expérience avec un parti nationaliste petit-bourgeois de « gauche », si à la mode dans toute l'Amérique latine. Pedro Castillo, comme Humala, n'a pu accéder à la présidence que parce qu'il a obtenu le soutien de la bureaucratie de la plus importante centrale syndicale du pays, la CGTP, dirigée principalement par le Parti communiste–Patrie rouge, d'origine maoïste. Peru Libre, le parti de Castillo, n'est pas un parti de nature social-démocrate, il n'a pas ses racines dans la classe ouvrière ou à la rigueur dans la paysannerie (comme Evo Morales). Son succès et sa capacité à semer des illusions dans le processus électoral ont dépendu directement du soutien de la direction de la CGTP, qui s'est pleinement engagée à tout faire pour stabiliser politiquement le pays. Le jour où il perdra ce soutien, il disparaitra.

Le gouvernement Castillo, sans majorité parlementaire, a été brutalement harcelé par les partis bourgeois et les patrons. Ces individus ne peuvent pas accepter qu'un arriviste gère l'appareil d'État et que les masses pauvres croient que quelque chose peut changer. Et ils l'ont harcelé jusqu'à son renvoi.

Mais la politique du gouvernement Castillo n'a pas du tout été différente de celle des gouvernements précédents. Il a dirigé un pays que la Banque mondiale considère comme un modèle pour son ouverture aux capitaux étrangers (notamment chinois), sa bonne croissance économique au cours des 15 dernières années (jusqu'à la pandémie) et son bon contrôle budgétaire. Dans le monde le capital financier est satisfait du Pérou. Que la pauvreté des masses laborieuses soit extrême et que 70 % des travailleurs soient dans le « secteur informel » semblent avoir peu d'importance pour leurs économistes.

La politique économique est restée la même, entre les mains des mêmes « techniciens » que tous les gouvernements précédents. Les entreprises du capital national et international étaient farouchement protégées. Même le salaire minimum n'a pas été augmenté. Et lorsque les mobilisations ouvrières et paysannes se sont développées avec force en avril de cette année, Castillo a réprimé, déclaré l'état d'urgence, militarisé des régions et assassiné autant de manifestants que sa vice-présidente et collègue de parti, Boluarte, le fait maintenant.

La crise actuelle au Pérou est un nouveau chapitre de la crise politique de la domination bourgeoise au Pérou. D'une part, la bourgeoisie est incapable de mettre de l'ordre dans ses rangs et de former un quelconque gouvernement stable. Elle est encore moins capable de supporter qu'un autre parti (« de gauche ») gouverne, même s'il le fait loyalement à l'égard du capital et trompe les masses. De leur côté, les masses laborieuses des villes et des campagnes voient leurs conditions de vie précaires encore aggravées par la nouvelle inflation et le ralentissement de l'économie. Ils ont une longue tradition de luttes et les mobilisations échappent souvent au contrôle immédiat des appareils. Ils ont même pour tradition de constituer des « assemblées populaires » plus ou moins représentatives pour coordonner territorialement leurs luttes.

En fait, certaines de ces assemblées ont déjà été formées pour coordonner la réponse à la destitution du président par un parlement largement haï par les classes populaires. Mais, en l'absence d'un parti révolutionnaire, ces « assemblées populaires » finissent toujours par inclure toutes sortes de fractions de la bourgeoisie locale et perdre leurs racines dans les masses combattantes jusqu'à les épuiser et souvent les trahir.

Face aux importantes mobilisations actuelles, une orientation vers l'auto-organisation en conseils d'ouvriers et de paysans, indépendants de la bourgeoisie, démocratiquement élus et coordonnés pour lutter pour leurs propres objectifs, est absolument nécessaire, afin de se porter candidat au pouvoir, de mettre fin à toute la misère et de détruire le pouvoir bourgeois et de ses institutions politiques.

Mais ce n'est pas l'orientation que nous voyons dans les partis qui se disent « révolutionnaires » au Pérou : pratiquement tous, de la Corriente Socialista de las Trabajadores [Courant ouvrier socialiste] de la FT-QI au Partido de los Trabajadores Uníos [Parti des travailleurs unis], section de l'UIT-QI, concentrent leur politique sur la revendication d'une Assemblée constituante, la même recette qu'au Chili, en Bolivie, en Colombie… La même recette qui, à chaque fois, dévoie la force des mobilisations vers des illusions dans la réforme des institutions de la démocratie bourgeoise.

La lutte des classes est très vivante au Pérou et le résultat n'est pas écrit à l'avance. Comme toujours dans ces cas, nous devons essayer de trouver et de contacter toute organisation ou groupe ayant une orientation véritablement révolutionnaire, pour la renforcer et jeter les bases de la construction du parti de la révolution.

17 décembre 2022
Internaciema Kolektivista Cirklo/État espagnol

CoReP
Lettre à la conférence de Rimini de l'OTI
30 mars

Le PCL et le Collectif révolution permanente ont signé deux déclarations communes sur un évènement majeur de la lutte de classes, l'invasion de l'Ukraine. Le CoReP a alors proposé de poursuivre dans cette voie pour envisager une fusion sur un programme clair.

> *Suite à la convergence sur l'Ukraine… nous pouvons envisager d'aller vers une fusion si des déclarations communes sont adoptées… sur tous les problèmes importants de la lutte des classes mondiales ; si un bulletin intérieur commun sur les 3 textes du PCL et la plateforme du Collectif révolution permanente est mis en place pour préparer démocratiquement la conférence internationale ; avec la convocation à une conférence internationale commune…* (*Lettre du CoReP aux groupes et organisations issus de la Coordination pour la refondation de la 4e Internationale*, 19 juin 2022)

Le CoReP s'est heurté à un refus. Il lui a été proposé d'envoyer deux observateurs à la conférence de *« reconstitution de l'Opposition trotskyste internationale »*. Opposition dans quoi, opposition à qui ?

Ce serait « *une structure de regroupement transitoire de militants trotskystes cohérents dans une lutte pour développer, sans opportunisme ni sectarisme, la lutte pour la Quatrième Internationale »* (*Thèses de l'OTI sur la crise de la 4e Internationale*, 17). La 4e Internationale a été détruite comme centre international par sa propre direction révisionniste de 1949 à 1953 et aucune section n'est restée sur le terrain du programme communiste. Plus de 60 ans après, il n'y a donc aucune possibilité de sa reconstruction, de sa réunification, de sa refondation, de sa régénérescence, pas plus que des défuntes Internationale communiste, Internationale ouvrière, Association internationale des travailleurs et Ligue des communistes.

> *La grande majorité des forces qui ont dégénéré du trotskysme maintiennent une politique généralement révisionniste et centriste –ou, dans quelques cas, ultra-révisionniste de gauche– sans rompre ouvertement et complètement avec le marxisme révolutionnaire.* (*Thèses de l'OTI sur la crise de la 4e Internationale*, 17)

Eh bien non, camarades ! On n'est pas à la fois *« dégénéré »* et sur le terrain du *« marxisme révolutionnaire »*. Il ne suffit pas de se proclamer marxiste pour être marxiste, léniniste pour être léniniste, trotskyste pour être trotskyste. En pratique, parmi les invités à cette conférence, figurent des organisations qui, certes, sont plus grosses que le CoReP, mais ne partagent aucunement la position du PCL sur l'Ukraine. Comme le PO semi-réformiste d'Argentine qui a revendiqué l'assemblée constituante en 2002, qui n'organise jamais l'autodéfense. Comme le RRP de Russie qui ne condamne pas l'invasion de l'Ukraine par son propre impérialisme.

Depuis plus d'un mois, les masses iraniennes affrontent la dictature islamique. Mais en 1978-79, la quasi-totalité du mouvement ouvrier a décerné à l'ayatollah Khomeini un brevet d'anti-impérialisme et lui a laissé prendre la tête des masses et préparer une contrerévolution. Il a suffi que l'ayatollah traite les Etats-Unis de « grand Satan » et organise son opération contre l'ambassade de Etats-Unis pour finir de les en convaincre. Le soutien est venu non seulement du parti Tudeh stalinien, des guérilléristes, mais même du groupe « trotskyste » HKS et de « la 4e Internationale » pabliste de Mandel et Barnes. Des milliers de militants en ont payé le prix de leur vie. Et la dictature islamiste, soi-disant anti-impérialiste, en réalité la seule possibilité pour la bourgeoisie iranienne pour parvenir à juguler le mouvement des masses en utilisant la réaction noire du clergé chiite, sème encore la mort parmi les manifestants d'aujourd'hui. Pourtant, le SWP britannique a constitué en 2004 un front électoral avec les Frères musulmans ; pourtant, en 2012, en Égypte, les SR ont soutenu le candidat des Frères musulmans au second tour de l'élection présidentielle ; pourtant des courants « « trotskystes » (UIT-QI, FLTI-QI, CLC, TICR…) ont prétendu que les djihadistes conduisaient une révolution en Syrie en 2016.

À l'époque de l'impérialisme, la bourgeoisie a cessé d'être progressiste, même dans les pays dominés par l'impérialisme, seule la classe ouvrière est révolutionnaire. Le soutien à la bourgeoisie nationale d'un pays dominé, ou le soutien à une fraction de cette bourgeoisie, les accords passés avec cette bourgeoisie au nom d'un soi-disant combat commun contre l'impérialisme a toujours conduit au désastre, et pas seulement en Iran, mais aussi en Algérie, au Venezuela, en Bolivie, etc.

Le front uni antiimpérialiste ne fait plus partie du programme communiste depuis presque un siècle. Lors de l'invention du terme en 1922 par Zinoviev et Radek, il avait déjà été invalidé avec le massacre du Parti communiste de Turquie de 1921 opéré par le régime nationaliste bourgeois. La contrerévolution menée par le Guomindang en Chine en 1927 a conduit l'Opposition de gauche internationale de l'IC à substituer au front uni anti-impérialiste la stratégie de la révolution permanente.

> *Si la révolution indienne se développe sur la base d'un bloc des ouvriers, des paysans et de la petite-bourgeoisie ; si ce bloc va être dirigé non contre l'impérialisme et le féodalisme mais aussi contre la bourgeoisie nationale liée à eux dans toutes les questions fondamentales ; si à la tête de ce bloc, se tient le prolétariat ; si le bloc remporte la victoire en balayant ses ennemis par une insurrection armée et élève ainsi le prolétariat au rôle de dirigeant réel de toute la nation, alors la question se pose : entre quelles mains le pouvoir sera-t-il après la victoire, sinon dans celles du prolétariat ?* (Trotsky, *La Révolution en Inde*, 30 mai 1930)

En Inde comme en Chine, Trotsky a opposé, au front uni avec la bourgeoisie, l'alliance des paysans, des étudiants et des ouvriers sous hégémonie prolétarienne. Aucun texte programmatique de la 4e Internationale, de 1929 à 1940, évidemment, n'a mentionné le front uni anti-impérialiste.

Mais en 1951 Pablo et Mandel l'ont fait adopter officiellement par un congrès de la « 4e Internationale ». Depuis, quasiment tous les courants qui se réclament du trotskysme se joignent aux staliniens pour défendre le front uni anti impérialiste et à se fourvoyer dans des alliances, des soutiens « *tactiques* », qui inévitablement conduisent à subordonner le prolétariat à la bourgeoisie.

Tous les « dégénérés » de la 4e Internationale rejoignent ceux de la 3e et de la 2e. Ils adoptent comme eux l'opposition libérale bourgeoise entre « la gauche » et « la droite ». En plus, LO française pense que la Russie de n'est toujours pas capitaliste et la SL étatsunienne caractérise en 2022 la Chine comme un État ouvrier. Les épigones s'adaptent aux bureaucraties corrompues des syndicats. Ils tournent le dos au front unique ouvrier et aux soviets. Ils « oublient » tout un pan du programme communiste (l'armement du prolétariat, l'insurrection), voire soutiennent les revendications des policiers (LO, SPEW…). Ils se mettent généralement à la remorque des forces bourgeoises « démocratiques » en adoptant systématiquement le mot d'ordre d'assemblée constituante dès que le mouvement des masses menace l'État bourgeois. Ainsi en Tunisie, en 2011, ainsi au Chili en 2019, etc. Certains font même confiance à l'ONU. En Autriche et en France, nous avons assisté au triste spectacle de « trotskystes » qui soutiennent les protestations des fascistes et des complotistes contre les masques et les vaccins (RKOB, LO, NPA, CCR-RP…), comme l'a fait la LCI-QI robertsoniste. *Voilà les bases de la « 4e Internationale » pabliste de 1963, du CWI/CIL de 1974, de la LIT -QI moréniste de 1981, de la « 4e Internationale » de Lambert de 1983, de la TSI de 1984, de la CRQI de 1997, etc. Tous ces groupements éclectiques ont éclaté depuis.*

Lénine, inquiet dès mars 1917 de l'orientation poursuivie par la direction du Parti bolchevik alors qu'il était en exil, s'est farouchement opposé à tout soutien du parti à un gouvernement bourgeois, contre toute concession à une fraction de la bourgeoisie. Il était même prêt à scissionner si le Parti bolchevik poursuivait cette orientation :

> *Notre parti se déshonorerait à jamais, se suiciderait politiquement, s'il acceptait cette tromperie… Personnellement, je n'hésite pas une seconde à déclarer, et à déclarer dans la presse, que je préfèrerais même une scission immédiate avec qui que ce soit dans notre parti à des concessions au social-patriotisme de Kerenski et Cie ou au social-pacifisme et au kautskisme de Tchkhéidzé et Cie.* (Lénine, *Lettre à Ganecki,* 30 mars 1917)

Nous ne régénèrerons pas les organisations dégénérées, nous ne les transformerons pas en organisations révolutionnaires. Le centrisme cristallisé et en marche vers le réformisme n'est pas un point d'appui pour résoudre la crise de la direction, c'est un obstacle supplémentaire à la construction de l'internationale ouvrière révolutionnaire.

Pour la victoire de la révolution socialiste mondiale, il faut construire une nouvelle internationale nourrie des expériences de la Ligue des communistes, du conseil général de l'AIT, de l'aile gauche de l'IO, des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, des conférences de la 4e Internationale. Sur la base du programme communiste, il faut commencer à rassembler sans plus tarder les révolutionnaires prolétariens aujourd'hui dispersés. Faisons de cette conférence une étape de cette œuvre enthousiasmante !

> *Cimenter ces éléments marxistes, si peu nombreux qu'ils soient au début, rappeler en leur nom les paroles aujourd'hui oubliées du socialisme authentique, convier les ouvriers de tous les pays à rompre avec les chauvins et à se ranger sous le vieux drapeau du marxisme : telle est la tâche de l'heure.* (Lénine & Zinoviev, *Le Socialisme et la guerre,* aout 1915)

29 octobre 2022

Bureau international du Collectif révolution permanente

GMI
Lettre ouverte à RP (FTQI)
9 octobre

Le 10 juin dernier, vous avez lancé un appel pour la création d'une nouvelle organisation révolutionnaire. Vous avez tenu dans ce but fin aout une université à laquelle nous avons participé, à la mesure de nos forces.

Socialisme ou barbarie

Vous écrivez *« nous ne sommes qu'au début d'une escalade qui risque de rappeler les pires moments du XXe siècle.* » Nous constatons tout comme vous que la période de l'impérialisme, que Lénine qualifiait de réaction sur toute la ligne, mène le monde à de nouvelles catastrophes, comme le montrent l'appauvrissement des travailleurs par l'inflation, le saccage de la planète et le réchauffement climatique, la régression des droits démocratiques, la promotion de l'obscurantisme religieux, la montée des organisations fascisantes et même fascistes, l'aggravation des tensions inter-impérialistes. Partout, les puissances impérialistes s'arment à grande échelle. Rosa Luxemburg posait déjà en 1916, au coeur de l'affrontement inter impérialistes de la première guerre mondiale, les termes de l'alternative pour l'humanité : socialisme ou barbarie.

Pour éviter la barbarie, la classe ouvrière doit se porter à la tête de tous les mouvements d'opprimés, s'armer, prendre le pouvoir, détruire les États bourgeois, renverser la domination du capital pour jeter les bases d'une société socialiste mondiale.

Le problème central est celui de la direction du mouvement ouvrier

Un trait de l'époque impérialiste est que la bourgeoisie a corrompu les appareils de la plupart des organisations ouvrières de masse. Ils sont devenus ses agents chez les travailleurs. Pas seulement par les postes dont jouissent PCF, PS et LFI au sein de l'appareil politique de l'État bourgeois mais aussi par le financement des organisations syndicales, par leur intégration à des institutions de collaboration de classes (Conseil économique, social et environnemental, Conseil d'orientation des retraites, Conseil commun de la fonction publique, Conférence nationale de santé, Comité de suivi de la négociation salariale de branches…) ou de cogestion (conseils d'administration ou de surveillance des groupes capitalistes, Conseil supérieur de l'éducation, Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière, organismes de gestion des hôpitaux et des universités, Comité de pilotage des régimes de retraite…). Toutes choses que le NPA, LO, POID et compagnie camouflent.

Ce n'est pas la combattivité des masses qui a manqué depuis un siècle, encore tout récemment au Sri Lanka ou actuellement en Grande-Bretagne. Ce qui manque, c'est une organisation révolutionnaire pour s'opposer à la trahison des luttes par les bureaucraties syndicales, aux efforts acharnés des partis réformistes pour canaliser les masses dans le respect de l'État bourgeois, aux dévoiements des révolutionnaires de façade qui parlent de révolution le dimanche mais couvrent les manoeuvres des partis ouvriers bourgeois et des chefs syndicaux tous les jours de la semaine, alors qu'il faut les démasquer et les remplacer.

Pour l'autodéfense, pour le pouvoir des travailleurs

Ce qui manque, c'est une organisation révolutionnaire qui combatte ouvertement pour l'auto-

organisation de la classe ouvrière et des masses populaires dans les comités de grève, les comités de quartier, les conseils ouvriers, pour l'autodéfense de ses manifestations contre la police, les bandes fascistes et les provocateurs, pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière, pour l'insurrection, pour le pouvoir des conseils ouvriers. Cela s'oppose aux combinaisons de front populaire, de bloc avec telle ou telle fraction de la bourgeoisie type NUPES et aux perspectives d'améliorer l'État bourgeois type « 6e république » et assemblée constituante mises en travers du mouvement des masses pour maintenir à flot l'État bourgeois.

Toute la situation appelle la grève générale

Ce qui manque, c'est une organisation révolutionnaire qui jette toutes ses forces pour construire les comités d'action pour préparer la grève générale, avec les assemblées générales, les comités de grève élus, la coordination nationale des comités de grève jusqu'à satisfaction des revendications, dans la santé comme dans l'enseignement, les transports, le bâtiment, l'industrie… à commencer par les salaires, c'est à dire immédiatement l'échelle mobile des salaires.

Parce qu'il n'y a guère d'autre moyen pour l'obtenir que la grève générale ! La grève générale n'est pas une grève, c'est la grève, disait Trotsky. Elle pose le problème de quelle classe gouverne le pays, porte en elle le mouvement pour le gouvernement des travailleurs. Et c'est précisément pour cela que les bureaucrates syndicaux n'en veulent pas, qu'ils préfèrent organiser les grèves disloquées et les journées d'action tout en acceptant de négocier les plans du gouvernement, que les réformistes n'en veulent pas, que les révolutionnaires en peau de lapin comme la direction de LO et celle du NPA n'en veulent pas et préfèrent soutenir les « journées d'action » en prétendant toujours que c'est le début de la mobilisation qui doit s'élargir alors que c'est le début de la trahison.

Aucune négociation des plans du gouvernement et du patronat ! Il faut imposer aux dirigeants syndicaux d'en finir avec la « cogestion » avec le capital, de rompre le « dialogue social » qui est la béquille du gouvernement ! Assez des grèves et des mouvements disloqués, des journées d'action à répétition !

La situation mondiale est incompréhensible si on ne saisit pas que les puissances impérialistes se partagent le monde

Ce qui manque, c'est une organisation révolutionnaire internationaliste, pour la révolution mondiale, pour la construction d'une internationale révolutionnaire, qui appelle un chat un chat : la Chine et la Russie sont devenues aujourd'hui des puissances impérialistes qui combattent pour le repartage du monde contre l'impérialisme dominant états-unien et contre les autres impérialismes. Une organisation qui se range inconditionnellement du côté du droit à l'Ukraine à se défendre contre l'agression impérialiste russe, y compris en se procurant des armes fournies par d'autres impérialismes, mais sans apporter aucun soutien ni au gouvernement bourgeois de Zelensky, ni à l'OTAN.

L'hégémonie du prolétariat s'oppose à tout front populaire

Ce qui manque, c'est une organisation qui s'inspire des enseignements de l'Internationale communiste du temps de Lénine et de Trotsky, dans leur lutte intransigeante contre toutes les formes d'alliance et de collaboration avec la bourgeoisie, pour imposer le front unique ouvrier, pour l'indépendance de classe, pour le gouvernement ouvrier.

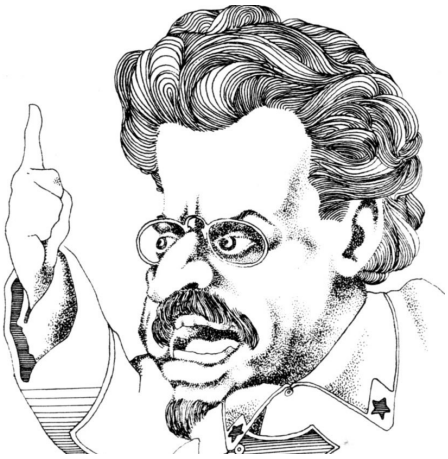
Combien de trahisons en effet ont détourné le cours de la révolution ! Au Chili, en 1973, le gouvernement de front populaire dirigé par Allende, c'est-à-dire d'alliance entre les partis ouvriers (PCC, PS) et des partis bourgeois, est allé jusqu'à nommer Pinochet général en chef des forces armées pour tenter de s'attirer les bonnes grâces des militaires ! En Tunisie, après le soulèvement de 2011, les partis bourgeois et les organisations ouvrières (UGTT, PT…) ont mis ensemble en place le paravent de l'Assemblée constituante protégeant l'État bourgeois et noyant l'énergie révolutionnaire des masses dans les palabres du parlementarisme, jusqu'à permettre l'arrivée aujourd'hui d'un nouveau dictateur. Au Chili, à nouveau, alors que la classe ouvrière, les étudiants, se mobilisaient en masse en 2019 contre l'État bourgeois, c'est encore le leurre de l'Assemblée constituante qui a été mis en avant par les partis réformistes et leurs auxiliaires pour briser l'élan révolutionnaire, avec le résultat que l'on voit aujourd'hui ! Etc., etc.

Le but, construire un parti de type bolchevik

La classe ouvrière n'a nul besoin d'un NPA supplémentaire pour servir de couverture gauche aux manoeuvres des agents de la bourgeoisie. Pour en finir avec les trahisons et assurer la victoire, il faut construire une organisation du type du Parti bolchevik, prolétarienne, révolutionnaire et démocratique. Une telle organisation ne peut se développer que dans le cadre d'une internationale communiste révolutionnaire opposée aux bureaucraties sociales-impérialistes.

Voilà pourquoi les communistes révolutionnaires se joindront aux assemblées préparatoires de cette nouvelle organisation.

9 octobre 2022
Groupe marxiste internationaliste



GMI

Argentine : l'attentat contre Kirchner, les organisations « trotskystes » et la violence

2 NOVEMBRE

Le mensonge et la violence ne sont-ils pas à condamner ? Assurément, à condamner en même temps que la société, divisée en classes, qui les engendre. La société sans antagonismes sociaux sera, cela va de soi, sans mensonge et sans violence. Mais on ne peut jeter vers elle un pont que par les méthodes de violence. (Lev Trotsky, *Leur morale et la nôtre*, 1938, Pauvert, p. 69-70)

Le 1er septembre, à Buenos Aires, un homme vise la vice-présidente Cristina Fernández de Kirchner (dite CFK) avec un pistolet de calibre 32 mais ne parvient pas à faire feu. Il est immédiatement désarmé par ses gardes du corps et remis à la police.

Il est certain que les travailleurs n'ont rien à gagner à ce que les différentes fractions politiques de la bourgeoisie se déchirent, ni à ce qu'un déséquilibré passe à l'action, mais faut-il faire confiance à la justice et à la police pour éclaircir l'affaire ? faut-il s'associer aux motions des partis bourgeois « démocratiques » ? faut-il manifester avec eux ? faut-il faire grève ?

Les bureaucraties de la CGT et des CTA appellent à la grève

Selon les premières investigations, l'auteur de l'attentat est un déclassé de 35 ans, amateur de musique « death metal », qui a un tatouage nazi. Il est difficile de savoir s'il a été manipulé par un service secret ou par une officine des fractions politique de la bourgeoisie argentine qui se déchirent face aux difficultés économiques et aux exigences du FMI.

La cible est la principale dirigeante d'un parti qui garde une assise populaire, mais est un vieux parti bourgeois, le Partido Justicialista (Parti justicialiste, PJ). Il est à la tête d'une coalition électorale, le Frente de Todos (Front de tous, FdT). C'est une sorte de front populaire qui unit toutes les cliques péronistes (PJ, FR, PCET, CF, Kolina, FV, NE, FG), des débris de l'autre parti bourgeois traditionnel UCR (PCForja, PI), les partis issus du stalinisme (PCA, PCR-PTP) et qui a l'appui des bureaucraties syndicales.

Le gouvernement Fernández-Kirchner, non seulement gère les affaires de la bourgeoisie argentine depuis 2019, mais vient d'accepter d'appliquer le plan d'ajustement du FMI en échange d'un prêt. Parmi les mesures, figure la baisse des subventions à l'énergie alors que l'inflation est de 83,6 % depuis un an (INDEC, 14 octobre 2022).

Le Fonds monétaire international a donné son feu vert à un second décaissement de 4 milliards de dollars pour l'Argentine. Dans cet accord, l'Argentine s'est engagée à ce que le déficit budgétaire ne dépasse pas 2,5 % du PIB. Elle devra par ailleurs réduire fortement le financement monétaire des dépenses publiques. Les subventions à l'énergie, qui ont représenté 2,5 % du PIB en 2021, devront elles aussi être diminuées. (*Les Échos*, 13 juin)

Les directions des centrales syndicales (CGT, CTA Trabjadores, CTA Autonoma), qui n'appellent pas à la grève générale pour l'échelle mobile des salaires ni contre le plan du FMI, appellent aussitôt à faire grève le lendemain 2 septembre et à des manifestations de rue le même jour avec le parti de Kirchner.

Le Partido Comunista de la Argentina (Parti communiste d'Argentine, PCA) affirme *« sa condamnation vigoureuse de l'attentat et sa solidarité entière à Cristina Fernandes de Kirchner »* et appelle à *« l'unité de toutes les forces populaires en défense de la démocratie, contre… l'élimination physique de dirigeants et dirigeantes du camp populaire »* (PCA, 1 septembre).

La réaction instantanée à l'attentat du PO et du PTS

Kirchner est depuis 2019 poursuivie par la justice. Elle a alors prudemment réparti sa fortune personnelle entre ses enfants. Prenant la parole le 23 septembre, lors de son procès pour *« association illicite et gestion frauduleuse aggravée »*, la vice-présidente lie le processus judiciaire à la tentative d'assassinat.

> Le milieu judiciaire donne la permission sociale pour que n'importe qui puisse penser et faire n'importe quoi… *Jusqu'au 1er septembre, je pensais qu'il s'agissait de me stigmatiser… mais je me suis rendu compte qu'il pouvait y avoir autre chose derrière tout ça.* (Cristina Fernandez de Kirchner, citée par *Le Monde*, 26 septembre)

Le Partido de los Trabajadores Socialistas (Parti des travailleurs socialistes, PTS) s'oppose depuis plusieurs années à l'inculpation de Kirchner pour corruption, comme si les politiciens bourgeois ne s'enrichissaient pas.

> *Chacun des grands partis qui se relaient au pouvoir est lui-même dirigé par des gens qui font de la politique une affaire… qui se relaient pour prendre possession du pouvoir de l'État et l'exploiter avec les moyens les plus corrompus et pour les fins les plus éhontées et la nation est impuissante en face de ces cartels de politiciens qui sont soi-disant à son service mais, en réalité, la dominent et la pillent.* (Friedrich Engels, « Introduction à l'édition allemande de 1891 », 18 mars 1891, *La Guerre civile en France*, Éditions sociales, 1972, p. 300-301)

Toutes les composantes du FIT argentin se prononcent immédiatement sur l'attentat avorté, sans avoir si c'était l'acte d'un déséquilibré ou un règlement de comptes au sein de la classe dominante. Le Frente de Izquierda y de los Trabajadores-Unidad (Front de gauche et des travailleurs-Unité, FIT-U), né en 2011, est un bloc à seul but électoral de quatre organisations (PTS, PO, IS, MST) qui a obtenu dernièrement 3,2 % des voix et 4 sièges sur 257 à la Chambre des députés.

Selon le PTS, condamner toute tentative d'assassinat politique est un principe qui s'inscrirait dans *« la tradition du marxisme-révolutionnaire »*.

> *Dans la tradition du marxisme révolutionnaire, le PTS condamne inconditionnellement cette tentative d'assassinat… Nous exprimons notre condamnation la plus énergique de l'attentat et exigeons son éclaircissement. (PTS, 2 septembre)*

Le Movimiento Socialista de los Trabajodores (Mouvement socialiste des travailleurs, MST) reprend les termes officiels du PTS.

> *Le MST du FIT Unité condamne fermement l'attentat contre la vice-présidente et exige une enquête approfondie. (MST, 2 septembre)*

Pire, la Izquierda Socialista (Gauche socialiste, IS) assimile toutes les sortes d'attentats, qu'ils soient commis contre des dirigeants bourgeois ou contre des militants du mouvement ouvrier.

> *Izquierda Socialista condamne cette tentative d'assassinat, un acte extrêmement grave, comme toute agression contre des dirigeants politiques, syndicaux et sociaux.* (IS, 2 septembre)

Un dirigeant du PTS assimile les attentats politiques au fascisme.

> *L'agression contre CFK en tant que méthode est fasciste, même si le coupable est un électron libre, ce qui reste à voir.* (Fredy Lizarrague, *Twitter*, 2 septembre)

Il est naïf de s'en remettre à l'appareil judiciaire et répressif de l'État bourgeois pour connaitre la vérité sur un attentat politique. La demande correcte, dans les limites de la démocratie bourgeoise, est d'exiger une enquête parlementaire, de s'efforcer de mettre le plus possible la police et la justice sous le contrôle des députés, ce que ne font pas le PTS, le PO, l'IS ou le MST.

Le NMAS manifeste avec le Frente de Todos

À leur mérite, les organisations du FIT refusent d'appeler à la manifestation convoquée pour le lendemain de l'attentat pour « l'union nationale » et « la paix sociale » par le gouvernement fédéral et le Frente de Todos (Front de tous, FdT).

Si Cristina Kirchner avait été dans l'opposition ou à la tête d'un gouvernement résistant au FMI, le PTS et le PO auraient peut-être cédés à la pression du PJ et des confédérations syndicales. Comme elle est membre du gouvernement bourgeois qui a accepté en mars le plan du FMI, il leur est difficile de manifester à l'appel du gouvernement et aux côtés du PJ. Pourtant, une organisation « trotskyste », le Nuevo Movimiento al Socialismo (Nouveau mouvement pour le socialisme, NMAS), franchit le pas, comme le PCA.

> *Le choc a déclenché une énorme mobilisation pour défendre les libertés démocratiques qui a rempli la Plaza de Mayo de centaines de milliers de personnes reconnaissant la tentative d'assassinat brutale comme une attaque contre les libertés démocratiques des travailleurs et du peuple argentins.* (NMAS, 2 septembre)

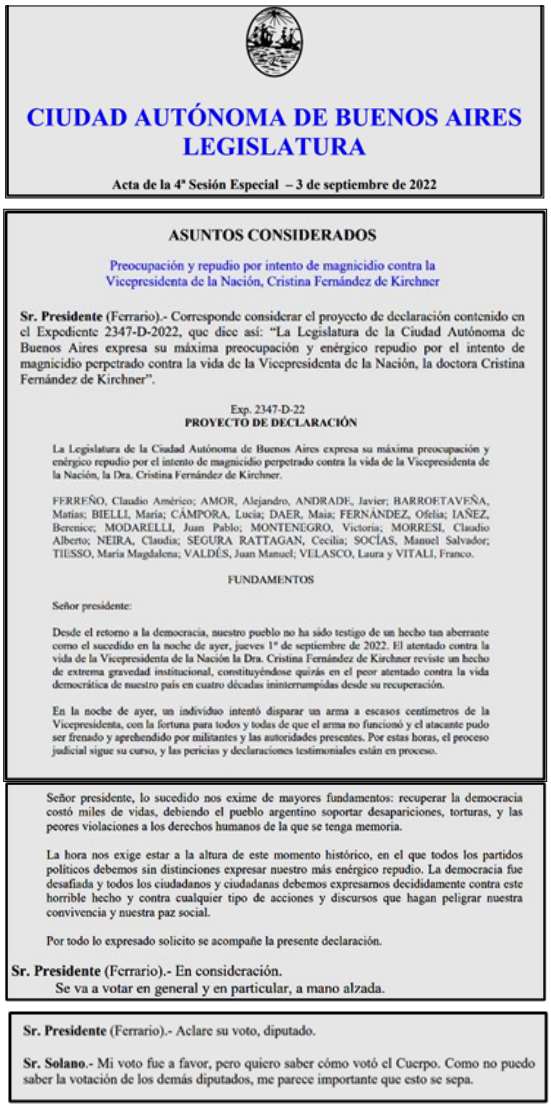
Mais quelle liberté est menacée ? En quoi se rallier au gouvernement en place peut-il préserver des droits démocratiques ?

Le PO et le PTS votent à la Legislatura une motion du PJ pour la « paix sociale »

Le lendemain 3 septembre, au parlement régional de Buenos-Aires (la Legislatura), les deux députés du PO (Gabriel Solano, Amanda Martin) et celle du PTS (Alejandra Barry) votent avec les partis bourgeois (à l'exception de La Libertad Avanza, La Liberté avance, un parti fascisant) la motion de la coalition gouvernementale FdT.

> *La déclaration a été formalisée à partir d'un projet déposé par le Frente de Todos et a été approuvée, à main levée, par les députés des blocs présents, à l'exception des députés de La Libertad Avanza qui se sont abstenus. Le député du Frente de Izquierda (FIT) Gabriel Solano, qui a voté en faveur de la déclaration, a toutefois demandé que « l'on ne fasse pas d'invocations abstraites à la paix sociale, car on ne demande pas à un peuple d'être en paix, on lui reconnait le droit de se battre ».* (*El Argentino Diario*,3 septembre)

Les sites de PO et du PTS se sont bien gardés de faire connaitre la motion qu'ils ont votée.



CIUDAD AUTÓNOMA DE BUENOS AIRES
LEGISLATURA

Acta de la 4ª Sesión Especial – 3 de septiembre de 2022

ASUNTOS CONSIDERADOS

Preocupación y repudio por intento de magnicidio contra la Vicepresidenta de la Nación, Cristina Fernández de Kirchner

Sr. Presidente (Ferrario).- Corresponde considerar el proyecto de declaración contenido en el Expediente 2347-D-2022, que dice así: "La Legislatura de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires expresa su máxima preocupación y enérgico repudio por el intento de magnicidio perpetrado contra la vida de la Vicepresidenta de la Nación, la doctora Cristina Fernández de Kirchner".

Exp. 2347-D-22
PROYECTO DE DECLARACIÓN

La Legislatura de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires expresa su máxima preocupación y enérgico repudio por el intento de magnicidio perpetrado contra la vida de la Vicepresidenta de la Nación, la Dra. Cristina Fernández de Kirchner.

FERREÑO, Claudio Américo; AMOR, Alejandro, ANDRADE, Javier; BARROETAVEÑA, Matías; BIELLI, María; CÁMPORA, Lucía; DAER, Maia; FERNÁNDEZ, Ofelia; IAÑEZ, Berenice; MODARELLI, Juan Pablo; MONTENEGRO, Victoria; MORRESI, Claudio Alberto; NEIRA, Claudia; SEGURA RATTAGAN, Cecilia; SOCÍAS, Manuel Salvador; TIESSO, María Magdalena; VALDÉS, Juan Manuel; VELASCO, Laura y VITALI, Franco.

FUNDAMENTOS

Señor presidente:

Desde el retorno a la democracia, nuestro pueblo no ha sido testigo de un hecho tan aberrante como el sucedido en la noche de ayer, jueves 1º de septiembre de 2022. El atentado contra la vida de la Vicepresidenta de la Nación la Dra. Cristina Fernández de Kirchner reviste un hecho de extrema gravedad institucional, constituyéndose quizás en el peor atentado contra la vida democrática de nuestro país en cuatro décadas ininterrumpidas desde su recuperación.

En la noche de ayer, un individuo intentó disparar un arma a escasos centímetros de la Vicepresidenta, con la fortuna para todos y todas de que el arma no funcionó y el atacante pudo ser frenado y aprehendido por militantes y las autoridades presentes. Por estas horas, el proceso judicial sigue su curso, y las pericias y declaraciones testimoniales están en proceso.

Señor presidente, lo sucedido nos exime de mayores fundamentos: recuperar la democracia costó miles de vidas, debiendo el pueblo argentino soportar desapariciones, torturas, y las peores violaciones a los derechos humanos de la que se tenga memoria.

La hora nos exige estar a la altura de este momento histórico, en el que todos los partidos políticos debemos sin distinciones expresar nuestro más enérgico repudio. La democracia fue desafiada y todos los ciudadanos y ciudadanas debemos expresarnos decididamente contra este horrible hecho y contra cualquier tipo de acciones y discursos que hagan peligrar nuestra convivencia y nuestra paz social.

Por todo lo expresado solicito se acompañe la presente declaración.

Sr. Presidente (Ferrario).- En consideración.
Se va a votar en general y en particular, a mano alzada.

Sr. Presidente (Ferrario).- Aclare su voto, diputado.

Sr. Solano.- Mi voto fue a favor, pero quiero saber cómo votó el Cuerpo. Como no puedo saber la votación de los demás diputados, me parece importante que esto se sepa.

Le bulletin officiel du parlement régional de Buenos-Aires, livre le texte de la motion du PJ votée par les députés du PTS et du PO. Le principal dirigeant du PO confirme au président de la chambre qu'il l'a approuvée.

> *Depuis le retour à la démocratie, notre peuple n'a pas été témoin d'un évènement aussi aberrant que celui qui a eu lieu la nuit dernière… L'attentat est un acte d'une extrême gravité institutionnelle, constituant peut -être la pire attaque contre la vie démocratique de notre pays en quatre décennies… Il faut que nous soyons à la hauteur de ce moment historique, tous les partis politiques, sans distinction, doivent exprimer la condamnation la plus énergique… La démocratie est défiée, tous les citoyens doivent s'élever résolument contre cet acte horrible et contre tout type d'action et de discours qui met en danger notre coexistence et notre paix sociale.* (*Primera Noticia*, 3 septembre)

Quelle « paix sociale » ? Le 1er septembre, le terroriste amateur n'a pas réussi à tirer sur la vice-présidente. Deux mois après, le 31 octobre, la police tue, par erreur, un ouvrier, Esteban Bellido, au cours d'une opération antidrogue à La Matanza, dans la banlieue de la capitale. Le lendemain 1er novembre, un travailleur de la santé, Jorge Horacio Rodríguez, est victime de deux tirs de carabine à air comprimé tirés au visage tandis qu'il participe à un rassemblement revendicatif sur son lieu de travail, dans le quartier Palermo de Buenos-Aires. Personne n'appelle à la grève ou à manifester…

Le PJ de Kirchner est historiquement lié à la violence politique

Le capitalisme argentin bénéficia d'une industrialisation durant la crise capitaliste mondiale de 1929 et la guerre mondiale. Le prolétariat a crû et les syndicats se sont renforcés.

> *Dans les pays arriérés, la faiblesse de la bourgeoisie nationale, le manque de traditions du gouvernement démocratique, la pression de l'impérialisme étranger et le développement relativement rapide du prolétariat ôtent toute base à un régime démocratique stable. Les gouvernements coloniaux et semi-coloniaux prennent dans l'ensemble un caractère bonapartiste ou semi-bonapartiste. Ils diffèrent les uns des autres en ce sens que les uns tentent de s'orienter dans une direction démocratique en cherchant un appui chez les ouvriers et les paysans, pendant que d'autres installent une forme de dictature militaire et policière. Cela détermine également le sort des syndicats : ou bien ils sont placés sous la tutelle de l'État, ou bien ils sont soumis à une cruelle persécution.* (Lev Trotsky, *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*, 1940, SELIO, p. 28-29)

En 1943, une fraction de l'armée (organisée secrètement dans le Grupo de Oficiales Unidos) réussit un coup d'État. La junte flattait le sentiment national en refusant de rallier la Grande-Bretagne, la puissance impérialiste dominant jusqu'alors l'Argentine, dans la guerre mondiale. Le ministre du travail, le colonel Juan Perón, acquit une base syndicale et populaire en profitant de l'apolitisme stupide des anarchosyndicalistes encore influents et du discrédit des partis réformistes, le Partido Socialista (Parti socialiste, PS) et le PCA qui freinaient les revendications sociales et voulaient l'entrée en guerre du pays, en alliance avec le principal parti bourgeois (UCR).

Au prix de concessions économiques et syndicales, cela permit à Perón de s'emparer de la centrale syndicale CGT avec l'aide d'une grande partie de son appareil et de gagner l'élection présidentielle en 1946. Ainsi, comme aux États-Unis ou au Québec (Canada), un parti bourgeois occupa une place qui s'apparentait à celle des partis réformistes d'Europe, du Brésil, du Chili… : capter les voix des travailleurs et contrôler directement des syndicats de masse. Cela ne faisait pas pour autant du Partido Justicialista un « parti ouvrier bourgeois » au sens de Lénine, mais plutôt une sorte de Guomindang.

Mais la croissance économique a ralenti à partir de 1949 et l'inflation fit des ravages. Le gouvernement réprima la grève générale des cheminots en 1950 et bloqua les salaires en 1951. L'État américain avait pris le contrôle de l'Amérique latine. Perón céda : en 1950, le gouvernement soutint la guerre des États-Unis en Corée, ouvrit l'économie aux firmes multinationales et mit l'anti-impérialisme

en veilleuse.

La fraction compradore de la bourgeoisie et l'Église catholique se dressèrent contre le gouvernement, des attentats antipéronistes se multiplièrent, un putsch de la marine échoua en massacrant des centaines de civils. En riposte, Péron menaça de liquider ses opposants.

> *À la violence, nous répondrons par une violence supérieure… Quiconque tentera d'enfreindre l'ordre public… pourra être tué n'importe où et par n'importe quel Argentin… Pour chacun des nôtres qui tombera, cinq des leurs périront.* (Juan Perón, « Discours », 2 septembre 1955, cité par Alain Rouquié, *Le Siècle de Perón*, Seuil, 2016, p. 107)

Quelques jours plus tard, les généraux s'emparèrent du pouvoir. Ils récidivèrent en 1962 puis en 1966, avec l'appui de Perón en exil et des bureaucrates syndicaux sur place.

> *Le péronisme politique et syndical, toutes tendances confondues, apporte son adhésion au coup d'État. Perón lui-même a donné son feu vert… il savoure sa revanche sur les radicaux.* (Alain Rouquié, p. 138)

Autrement dit, le parti de Kirchner a soutenu alors l'emploi de la violence armée contre un gouvernement élu. N'est-il pas ridicule, en 2022, de voter ses motions sur la démocratie (PO, PTS) ou de manifester à son appel pour la démocratie (NMAS) ?

Les contradictions économiques, sociales et politiques affaiblirent la junte. En particulier, en mai 1969, une grève générale secoua le pays et la population s'insurgea à Cordoba.

> *La détérioration de la situation économique et le style musclé du gouvernement ruinent la crédibilité d'un système qui prétendait instaurer l'harmonie sociale. L'agitation reprend. Des grèves très dures se multiplient. Par ailleurs, dans de fréquents rassemblements de masse qui mobilisent des centaines de milliers d'Argentins sous la houlette de la CGT, Perón appelle à la violence. Il n'hésite pas à menacer ses adversaires d'extermination.* (Alain Rouquié, *Pouvoir militaire et société politique en République argentine*, FNSP, 1978, p. 400)

Perón envoya même ses jeunes partisans, presque tous catholiques pratiquants et quelques-uns fascistes, s'entrainer à Cuba. Ainsi préparés, les Montoneros enlevèrent et assassinèrent en 1970 un ancien président, le général Aramburu qui avait renversé Perón en 1955. En 1972, les FAR péronistes liquidèrent le général Sánchez, responsable de la « lutte antisubversive ». En 1973, les FAR fusionnèrent avec les Montoneros. Leur chef expliqua pendant la campagne électorale de 1973 que la classe ouvrière était trop faible pour prendre la tête de la nation…

> *Le général Perón préconise une stratégie qui est celle du front uni anti-impérialiste… qui prend la forme d'une alliance de classes que la classe ouvrière ne conduit pas parce qu'elle n'est pas encore adéquatement organisée et représentée.* (Mario Firmenich, « Discours » *El Descamisado* n° 15, 28 aout 1973)

Quand Perón redevint président en septembre 1973, il confia à López Rega et à son Alianza Anticomunista Argentina (Alliance anticommuniste argentine, AAA) le soin de mettre au pas les Montoneros devenus gênants et de liquider les militants ouvriers révolutionnaires. L'AAA était un escadron de la mort composé de flics, d'espions, de bureaucrates syndicaux et de truands.

> *Élu en 1973 grâce au vote massif de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie, Perón va déchainer contre eux une répression… C'est la police fédérale et les groupes parapoliciers, en liaison avec les services de renseignement de la Marine, qui vont prendre la responsabilité… : enlèvement et torture de militants révolutionnaires, bombes contre les domiciles ou les voitures d'hommes politiques de gauche, bombes ou attaques à main armée dans les locaux politiques et syndicales combattives. Leurs auteurs ne sont, bien sûr, jamais retrouvés.* (François Gèze & Alain Labrousse, *Argentine, révolution et contrerévolutions*, Seuil, 1975, p. 213-214)

La violence politique bourgeoise fut poursuivie par sa veuve après la mort de Perón (1974). Même au sein du PJ et de la CGT, les cliques s'entretuaient.

Le morénisme à la recherche de substituts au prolétariat et à son parti

Avec le zèle des nouveaux convertis, un partisan du Frexit proclame : « *L'argentin Nahuel Moreno a résisté aux différentes formes de révisionnisme du trotskisme* » (Jean Dugenêt, *Blog Médiapart*, 8 février 2021). En réalité, il n'y a pas beaucoup de formes de révisionnismes que Moreno n'a pas embrassées.

À partir de 1949, la direction de la 4e Internationale s'adapte au stalinisme et au nationalisme bourgeois. En 1951, au 3e congrès mondial, son secrétaire général Pablo révise subrepticement son programme. A côté de formulations orthodoxes, il introduit une stratégie d'une réforme de l'URSS (au lieu de la révolution politique, du renversement de la bureaucratie stalinienne) et une stratégie de front uni anti-impérialiste pour les pays dominés (l'alliance de fait avec la bourgeoise nationale antagonique à la révolution permanente). Même si Pablo parle pudiquement de *« mouvement anti-impérialiste de la petite bourgeoisie »* ou de *« mouvements petits-bourgeois radicaux »* (*Les Congrès de la 4e Internationale*, La Brèche, t. 4, p. 284), les résolutions mentionnent l'APRA péruvienne (p. 185, 289, 292), le MNR bolivien (p. 185, 289, 290, 291, 292), l'AD vénézuélienne qui avait été au pouvoir de 1945 à 1948 (p. 289), le PTB brésilien (p. 289), autant de partis nationalistes bourgeois. Pablo lui-même deviendra conseiller du gouvernement bourgeois du FLN algérien de 1963 à 1965. En Argentine, cela signifiait s'orienter vers le péronisme.

> *En ce qui concerne l'Argentine, nos forces chercheront à créer un courant de classe parmi les ouvriers influencés par le péronisme.* (« Thèses et résolution sur les perspectives internationales et l'orientation de

la 4e Internationale », septembre 1951, *Les Congrès de la 4e Internationale*, La Brèche, 1989, t. 4, p. 185)

La conception large du programme doit se manifester pratiquement par une participation et une activité exempte de tout sectarisme dans tout mouvement de masse de toute organisation qui exprime les aspirations des masses, par exemple des syndicats péronistes… (« Résolution sur l'Amérique latine », p. 288-289)

Le POR argentin de Nahuel Moreno, après avoir été le groupe trotskyste le plus hostile au péronisme, tourne à 180 ° en 1954 et entre dans une scission pro-péroniste du PS (le PSRN). Tout en adhérant la même année formellement au CIQI (formé en 1953 par le PCI/France, la MAS/Suisse et le SWP/États-Unis), Moreno constitue à son propre compte, à l'échelle régionale, le SLATO-CI (Secrétariat latino-américain trotskiste orthodoxe de la 4e Internationale). *

En 1956, Moreno lance avec des péronistes une organisation *« sous la discipline du général Perón »*. Comparer ces manœuvres avec les demandes d'affiliation des communistes britanniques au Parti travailliste dans les années 1920 ou à l'entrée des bolcheviks-léninistes dans des partis socialistes dans les années 1930 est abusif.

Jamais, dans aucune circonstance, le parti du prolétariat ne peut entrer dans le parti d'une autre classe. Un parti du prolétariat résolument indépendant est la condition première et déterminantes d'une politique communiste. (Lev Trotsky, « La situation en Chine et les tâches de l'Opposition bolchevik-léniniste », juin 1929, *On China*, Monad, p 403)

Quand la révolution cubaine secoue toute l'Amérique latine, le groupe « trotskyste orthodoxe » argentin, qui était déjà enclin au maoïsme, s'affiche castriste.

Dans le cas de Fidel Castro, nous n'avons pas hésité à le considérer, avec Lénine et Trotsky, comme l'un des plus grands génies révolutionnaires de ce siècle… Nous nous réclamons du même mouvement politico-social que Guevara : le castrisme. (Nahuel Moreno, « Dos métodos frente a la revolución latinoamericana », *Estrategia* n° 2, septembre 1964)

Il partage la position du SUQI procastriste, formé en 1963, qu'il rejoint d'ailleurs en 1964. Seuls un minoritaire du SWP étasunien (Tim Wohlforth, *Cuba and the Deformed Workers States*, 1961) et le dirigeant du POR bolivien (Guillermo Lora, *Lección cubana*, 1962) analysent correctement la révolution cubaine comme dépourvue de pouvoir soviétique et l'État ouvrier qui nait comme déformé d'emblée).

palabra obrera

ORGANO DEL PERONISMO OBRERO REVOLUCIONARIO BAJO LA DISCIPLINA DEL GRAL. PERON Y DEL CONSEJO SUPERIOR PERONISTA

DIRECTOR: ANGEL BENGOCHEA

Año. IV- Numero 164- Jueves19 de Enero de 1961. Precio 3 pesos

Palabra Obrera, 19 janvier 1961, de Moreno se présente comme « organe du péronisme ouvrier révolutionnaire sous la discipline du général Péron »

Quant à Moreno, il converge avec Mandel et Hansen. Cuba est un État ouvrier sain Il n'a pas besoin d'un parti de type bolchevik, ni que la classe ouvrière renverse la caste privilégiée qui gouverne en son nom. La direction Castro est adéquate.

Nous pensons que la caractérisation de Cuba doit partir du fait qu'elle n'est pas gouvernée par une caste bureaucratique, que la direction est révolutionnaire. (Nahuel Moreno, *La Revolución Latinoamericana,* mars 1962, PO, p. 30)

La petite bourgeoisie des campagnes est plus avancée que le prolétariat des villes.

Le dogme que la classe ouvrière est l'unique classe qui puisse accomplir les tâches démocratiques est faux… Le maoïsme ou la théorie de la guerre de guérilla est la réfraction particulière, dans le champ de la théorie, de l'étape actuelle de la révolution mondiale. (p. 43)

Actuellement, c'est le paysan qui est à l'avant-garde dans la plupart des pays [d'Amérique latine]. *Les trois focos* [foyers, terme de Castro, Guevara et Debray pour les guérillas rurales] *révolutionnaires les plus importants, la Colombie, le Pérou et le Brésil, ont pour base le soulèvement des paysans.* (p. 47)

La direction de la lutte en Amérique latine (Moreno ne se préoccupe guère de la lutte des classes dans les pays impérialistes et dans les États ouvriers dégénérés) doit être confiée à un *« front unique des révolutionnaires »* qui culmine dans le *« parti unique »* du type de celui alors au pouvoir à Cuba.

Ce qui fournit les conditions pour un front uni révolutionnaire est la situation objective explosive dans chaque pays. La réalité exige un seul organisme révolutionnaire dans chaque pays. Dans ce sens, le parti unique à Cuba montre la voie. (p. 50)

En guise de « front unique des révolutionnaires », le mouvement nationaliste petit-bourgeois M26J et le parti stalinien PSP étroitement lié à la bureaucratie du Kremlin ont fusionné en 1961 dans l'ORI pour empêcher le prolétariat cubain de prendre le pouvoir. En 1965, la bureaucratie cubaine officialise le Partido « comunista » de Cuba comme instrument de son pouvoir usurpé. Le gouvernement cubain se débarrasse de Guevara qui met en cause la politique de l'URSS et s'aligne sur celle-ci. Inutile de préciser que le parti unique vomit le « trotskysme ». Castro héberge même Mercader, l'assassin de Trotsky, qui ne se plait pas en URSS.

Appliquant le *« front unique des révolutionnaires »* qui doit déboucher sur *« une seule organisation »* du *« même mouvement politico-social, le castrisme »*, l'organisation de Moreno fusionne en 1965 avec un groupe castriste-guévariste (FRIP) pour fonder le PRT.

Tous les attentats sont-ils identiques ?

Le terrorisme individuel est une méthode de la petite bourgeoisie. En ce sens, l'assassinat politique est souvent employé par des groupes fascistes d'inspiration religieuse

ou néonazie : attaques de grévistes, de locaux et de militants du mouvement ouvrier, attentats contre des écoles de filles et d'autres cultes, assassinat d'écrivains, de dessinateurs ou de professeurs, agressions de médecins qui aident les femmes qui le désirent à avorter, etc.

Néanmoins, tout attentat politique n'est pas forcément fasciste, comme le prétend Lizarrague (PTS). Engels et Marx, sans approuver leur mode d'action, avaient de l'admiration pour les terroristes irlandais et russes qui s'en prenaient aux représentants de l'oppression nationale et sociale. Vera Zassoulitch, qui avait tiré sur le préfet de police en 1878, ou le frère de Lénine, exécuté en 1887 pour une tentative d'attentat contre le tsar, étaient clairement des révolutionnaires.

Quand eut lieu à Paris le procès d'un Juif de 17 ans ayant assassiné un diplomate allemand en 1938, le dirigeant de la 4e Internationale ne tira pas un trait d'égalité avec les agissements fascistes.

> *Nous, marxistes, considérons la tactique du terrorisme individuel comme inopérante pour les tâches de la lutte libératrice du prolétariat ou des peuples opprimés. Un seul héros isolé ne peut pas remplacer les masses. Cependant nous ne comprenons que trop bien le caractère inévitable de ces actes convulsifs de désespoir et de vengeance. Toutes nos émotions, toute notre sympathie vont aux vengeurs qui se sacrifient, même s'ils n'ont pas trouvé la voie juste. (Lev Trotsky, « Pour Grynszpan », janvier 1939, Œuvres, ILT, t. 20, p. 89)*

Le PRT scissionne en 1968 quand une fraction dirigée par Santucho décide de lancer la lutte armée, alors que celle de Moreno n'a aucune intention de courir ce risque.

Le PRT-*El Combatiente* a l'appui de la majorité Mandel-Maitan-Krivine du SUQI. Il prend le nom de PRT-ERP en 1970.

Le PRT-*La Verdad* est soutenu par la minorité Hansen-Barnes-Waters, qui dirige le SWP engagé aux États-Unis dans le pacifisme et dans la recherche de blocs avec des cliques du Parti démocrate. Il devient le PST en fusionnant avec un bout du PS en 1972.

Le PRT-ERP castriste de Mario Santucho, qui était la section de la « 4e Internationale » pabliste (SUQI de Mandel, Maitan, Bensaïd, etc.), se mit à attaquer les casernes et, par-dessus la tête des ouvriers concernés, à enlever des manageurs capitalistes des concessions patronales et des rançons. Ainsi, en 1971, le PRT-ERP séquestra le directeur de la Swift de la Plata puis celui de la filiale de Fiat.

> *Le 2e congrès de la Ligue se tint en juin 1971… Pendant 4 jours, nous avons suivi l'évolution d'une prise d'otages en Argentine, réalisée par l'ERP de Santucho, à l'égard d'un dirigeant de la FIAT, Sallustro. À chaque nouvelle dépêche, le congrès se levait et acclamait, debout, pendant de longues minutes, les actes héroïques des guérilléros.* (Gérard Filoche, *68-98, histoire sans fin*, Flammarion, 1998, p. 141)

Confronté à une attaque de la police sur son lieu de séquestration, les militants du PRT-ERP tuèrent Sallustro. En 1973, il affirma qu'il ne se battait pas contre Perón. En 1974, il rompit avec la « 4e Internationale » pabliste-mandéliste. En 1975, il se lança dans une guérilla rurale et se fit aussitôt décimer par l'armée.

Des généraux prirent le pouvoir en 1976 et menèrent, jusqu'en 1986, la « guerre sale », un terrorisme étatique à grande échelle contre le mouvement ouvrier et les réfugiés du Chili, d'Uruguay, de Bolivie… Plus orientés que le PRT-ERP vers la classe ouvrière, le PST de Moreno (membre du SUQI) et Politica Obrera d'Altamira (liée au POR bolivien et à l'OCI française), ne furent pas épargnés par le terrorisme du président élu Perón, ni par la répression ultérieure de la junte militaire. Au total, 15 000 opposants furent condamnés et exécutés, 30 000 « disparus » furent torturés et assassinés secrètement.

La stratégie du PRT-ERP était fausse, étrangère à la tradition communiste, mais certainement pas celle de fascistes. Le reproche des communistes-révolutionnaires au maoïsme ou au castrisme n'est pas de prendre les armes contre l'État bourgeois, mais de le faire à la place du prolétariat.

L'ERP-PRT avait plus à voir avec le Parti socialiste révolutionnaire russe d'avant 1917 qu'avec le Parti bolchevik, de même que le PST-MAS avait plus à voir avec le Parti menchevik que le Parti bolchevik.

Un légalisme et une couardise qui viennent de loin

Tout au long de l'année 1972, le PST de Moreno et Coral sème des illusions sur le démagogue bourgeois Perón. Le PST met sur le même plan la guérilla petite-bourgeoise et la contrerévolution anticommuniste bourgeoise. Il envoie même des télégrammes de condoléances aux familles des officiers tortionnaires victimes des affrontements avec la guérilla. Du moins, le PST présente une candidature contre celle de Perón en 1973, alors que le PCA soutient celle-ci. Le général est élu en septembre.

Le 21 mars 1974, comme le PCA stalinien et le PSP social-démocrate, le PST se rend à la convocation du président Perón avec 5 partis bourgeois. Il ratifie la « déclaration des 8 » en défense des institutions bourgeoises et de la prétendue lutte anti-impérialiste du gouvernement du PJ.

> *Tous les participants à l'entrevue avec le Président de la Nation ont réaffirmé leur objectif fondamental de n'économiser ni leurs activités ni leurs efforts pour*

argentine

une importante victoire de l'e.r.p.

Rouge, LC /France (SUQI), 7 juin 1971 soutient la guérilla du PRT-ERP, la section officielle de « 4e Internationale » pabliste

Entrevista con Perón

Texto del documento presentado al presidente de la nación

"Los aquí presentes, en la entrevista con el Presidente de la Nación, han reiterado el propósito fundamental de no ahorrar actitudes y esfuerzos para mantenerla y consolidar el proceso de institucionalización del país, en el régimen de la democracia y en la práctica de la convivencia y el diálogo constructivos". Comienza la declaración partidaria conjunta.

"Así lo han expresado en razón de observar, con creciente inquietud –añade– el desarrollo de factores de perturbación que afectan a distintas expresiones de la vida institucional de la República, a pesar de la amplia base de representatividad con que se instaló el gobierno.

En nombre de sus partidos, cuyas individualidades e independencia resguardan, han manifestado que en aquel ambiente quieren desarrollar la lucha en favor de la liberación nacional y la justicia social y consideran condición esencial para esa lucha que todos los argentinos puedan sostener libremente tanto sus programas y propias valoraciones de los hechos económico-sociales como sus juicios sobre la acción del gobierno.

Los momentos difíciles que esperan a la República, como consecuencia de su enfrentamiento a los poderes que desde antiguo la han sometido, se superarán victoriosamente con una acción solidaria de los sectores que respeten la voluntad mayoritaria y popular expresada en los comicios por la liberación y garanticen conjuntamente su derecho a seguir expresándose en el futuro para hacerla efectiva, terminar con las cargas de la dependencia y entregar a los trabajadores los beneficios de la riqueza creada con su esfuerzo.

Como parte que somos de ese proceso no asuminos actitudes opositoras a la concreción de esos propósitos. La realización auténticamente federal de la comunidad nacional, la integración latinoamericana, la solidaridad con los pueblos sojuzgados del mundo y la lucha contra el imperialismo y la oligarquía, sólo podrán materializarse con las coincidencias creadores que surgen del ejercicio pleno de la democracia en todos los campos, para definir claramente las líneas políticas en lo económico, social, gremial y cultural.

La entrevista, por la representatividad de sus participantes y el desarrollo de su contenido, debe ser considerada como un paso concreto destinado a materializar la conjunción de esfuerzos que asegure el curso de la institucionalización en los carriles votados por el pueblo. Todos apreciaron los riesgos de la empresa reclamada por el país, coincidiendo –más allá de sus respectivos puntos de vista sobre la profundidad y ritmo del proceso de cambio– en la inexorable necesidad de su relación.

Puede estimarse como especial saldo positivo de la reunión que ella por sí misma, importa la declaración expresa del país de apoyar en todas sus instancias el proceso institucional y, a la vez, la condena a todos aquellos que por una u otra vía procuran afectarla.

En atención a estas posiciones comunes, los asistentes subrayaron –en coincidencias con manifestaciones públicas anteriores del Presidente de la Nación– lo contraproducente y peligroso de cualquier intento por confundir el aparato del Estado con el partidario o hacerlo intervenir en luchas internas que deben resolverse en su círculo natural; y lo negativo de la acción de funcionarios que utilicen el poder para gravitar en ellas, introduciendo elementos que desconciertan y confunden a la opinión pública.

Finalmente, se convino en la necesidad de que la comunicación se materialice fluida y permanentemente y se asegure la información precisa sobre los pasos y objetivos del Gobierno y de las fuerzas políticas en cada caso, con lo que se aventarán los rumores y las falsas versiones que constituyen de por sí un elemento disociador al servicio de la reacción.

Los que buscan el fracaso del régimen constitucional o esperan la aparición de circunstancias que hagan posible una nueva aventura reaccionaria; quienes aspiran al manejo de sectores de poder para influir en alternativas futuras; quienes inducen a prácticas totalitarias o corporativistas, en subterránea confluencia ideológica con las reivindicaciones fascistizantes y los intereses de las corporaciones multinacionales que se proyectan y presionan sin solución de continuidad a lo largo de nuestras fronteras; todos deben saber que aquí ha estado reunido el país y en coincidencia fundamental, les ha dado su respuesta.

Unión Cívica Radical, Partido Revolucionario Cristiano, Partido Socialista de los Trabajadores, Partido Socialista Popular, Partido Intransigente, UDELPA, Partido Comunista, Democracia Progresista.

Avanzada Socialista, PST, 28 mars 1974, annonce la délégation commune de l'organisation de Moreno et de 7 partis bourgeois au colonel Peron,

> *maintenir et consolider le processus d'institutionnalisation du pays, vers un régime de démocratie et la pratique de la cohabitation et du dialogue constructif… La lutte contre l'impérialisme et l'oligarchie ne peuvent se réaliser qu'en concordance avec les effets du plein exercice de la démocratie dans tous les domaines.* (UCR, PRC, PST, PSP, PI, UDELPA, PCA, DP, 21 mars 1974)

Face à la polémique justifiée de Politica Obrera (l'ancêtre du PO) et à la dénonciation de cette capitulation honteuse par la majorité guérilléristе de la « 4e Internationale » pabliste (SUQI), le PST déclare, trois mois après, avoir commis une erreur en publiant sous sa signature, dans son organe, ce document.

En 1975, le PST se refuse à réclamer la libération de tous les prisonniers politiques.

Le courant international de Moreno, la FB, est exclu du SUQI en 1979 et fusionne en 1980 avec le CORQI de Lambert de manière éphémère (la QI-CI). En 1981, Moreno découvre soudainement que l'OCI/France est opportuniste et scissionne. Il fonde sa propre internationale, la LIT-QI, en 1982. Elle annonce que la situation est partout révolutionnaire et préconise pour y répondre le « front des révolutionnaires ».

En 1982, le PST s'aligne sans condition sur la dictature militaire qui, pour opérer une diversion chauvine, occupe l'archipel des Malouines, qui relève géographiquement de l'Argentine, mais n'est peuplé que de Britanniques depuis longtemps. Après la chute de la junte qui résulte en 1983 de la victoire militaire impérialiste, le PST est renommé MAS.

Lors de l'élection présidentielle de 1983, le candidat de l'UCR Alfonsín l'emporte. En 1985, le MAS se présente aux élections législatives au sein d'un bloc front populiste, le Frente del Pueblo (Front du peuple, FrePu) avec le PCA et plusieurs organisations péronistes.

L'ERP-PRT avait plus à voir avec le Parti socialiste russe qu'avec le Parti bolchevik, de même que le PST-MAS avait plus à voir avec le Parti menchevik que le Parti bolchevik.

La LIT-QI condamne l'aide de l'URSS au régime progressiste en Afghanistan. Elle présente la réaction islamiste tantôt comme des « fantoches » des États-Unis, tantôt comme de simples « nationalistes » (*Correo Internacional*, septembre 1985).

Après la mort de Moreno en 1987, le MAS se déchire. Il est à l'origine d'une kyrielle de néo-morénistes ou post-morénistes : PTS, IS, MST, NMAS, LOR, COR, PCO, LCT…

Parmi eux, le MST, le NMAS, l'IS… se proclament morénistes : *« nous, les morenistes, nous nous engageons aux côtés de ceux qui luttent »* (IS, 26 janvier 2021).

Les fondateurs du PTS n'ont jamais affronté Moreno quand il était vivant et quand ils étaient cadres du MAS. Même s'ils l'ont remplacé par Antonio Gramsci, ils ont repris quasiment le nom du PST et ont longtemps publié un journal appelé *Avanzada Socialista*, un titre identique à celui de l'organe du PST qui avait publié l'infâme déclaration des 8 de 1974.

En 1964, Politica Obrera est créée en 1964 sous l'influence du POR bolivien de Guillermo Lora. En 1972, elle s'affilie au CORQI dont elle est exclue en 1979. Avec le POR bolivien, elle forme la TQI. Malgré sa délimitation initiale d'avec l'opportunisme moréniste, elle a convergé avec le PST au fil des années 1970 sous la direction d'Altamira : reniement de la violence révolutionnaire, abandon de l'autodéfense ouvrière, capitulation devant le PJ, parti des travailleurs, assemblée constituante… La révision du programme communiste est cristallisée en 1983 lors du lancement du Partido Obrero.

> *Pour la pleine application du régime démocratique, représentatif, républicain et fédéral, et des principes et objectifs de la Constitution nationale ; convocation d'une Assemblée constituante, élue au suffrage universel et dans des conditions de liberté politique absolue.* (PO, Déclaration de principes et bases d'action politique, janvier 1983)

Le PO connait une grave crise en 2019. Il est à l'origine du PO actuel, du POT-*Politica Obrera* et du POR.

Comme en France, la plupart des scissions ne sont pas basées sur des questions stratégiques, mais sur des disputes secondaires sur le terrain d'un opportunisme partagé, ce qui repousse l'avant-garde des travailleurs et isole les éléments révolutionnaires les uns des autres avant de les miner ou de les déformer.

Le FIT est réformiste de part en part

Quand une crise révolutionnaire secoue leur pays fin 2001, les uns comme les autres avancent le slogan démocratique bourgeois de *« l'assemblée constituante libre et souveraine »* (comme en France aujourd'hui LFI, le POI, le POID, etc.). D'une tactique justifiée dans la Chine de 1920 ou l'Inde de 1930, les charlatans font une stratégie anachronique.

> *La formule de l'assemblée constituante n'est qu'une abstraction vide de sens et souvent charlatanesque si on ne dit pas qui la convoquera et sur quel programme.* (Lev Trotsky, « La révolution chinoise et les thèses de Staline », 17 mai 1927, dans Pierre Broué, *La Question chinoise dans l'Internationale communiste*, EDI, 1976, p. 194)

Même dans une colonie ou un régime fasciste, un tel mot d'ordre devrait être employé en accompagnement au mot d'ordre démocratique radical d'armement du peuple, absent du programme du PTS et de PO.

> *L'abrogation de toutes les lois qui restreignent la liberté de parole, de conscience, de réunion, de la presse, d'association, de grève… Ce programme doit comporter la réunion d'une assemblée constituante s'appuyant sur le peuple libre et armé.* (Vladimir Lénine, « Nos tâches », novembre 1905, *Œuvres*, Progrès, t. 10, p. 17)

Même face à un régime despotique, le mot d'ordre d'assemblée constituante reste tactique, soumis à la stratégie de la prise du pouvoir par la classe ouvrière prenant la tête de tous les exploités et opprimés.

> *Le parti doit se souvenir que, par rapport à son but principal, la conquête du pouvoir les armes à la main, les mots d'ordre démocratiques n'ont qu'un caractère secondaire, provisoire, passager, épisodique. Il doit l'expliquer.* (Lev Trotsky, « La question chinoise après le 6e congrès de l'IC », 4 octobre 1928, *L'Internationales communiste après Lénine*, PUF, 1969, t. 2, p. 426)

En 2019, le FIT propose en vain de s'ouvrir à *« toutes les organisations de gauche »*. Un des partis pressentis rétorque :

> *Les directions des partis qui composent le FIT ne les conduisent pas à des actions unitaires mais à une confrontation quotidienne agressive entre eux, à l'exception de l'unité qu'ils réalisent lors des campagnes électorales.* (*Autodeterminación y Liberta*, 9 mai 2019)

En 1983, le programme du PO se prononce pour l'assemblée constituante et comme le PTS, le PO avance ce mot d'ordre lors de la crise révolutionnaire de décembre 2001.

En effet, le pacte électoral FIT permanent, loin de faciliter l'unité d'action, la gêne, l'entrave. Les petites bureaucraties se mettent des bâtons dans les roues et se disputent mesquinement sur des questions secondaires, étant d'accord pour refuser l'autodéfense, pour ne pas mettre en cause l'État bourgeois, pour semer des illusions sur les élections.

Dans les faits, le FIT reste composé d'organisations qui se réclament toutes de Lénine et de Trotsky. Vu l'expérience de la « sale guerre » menée par l'armée professionnelle de la bourgeoisie contre la classe ouvrière, vu la répression quotidienne opérée par la police de la bourgeoisie, on pourrait s'attendre à ce que le FIT mette clairement en cause l'État bourgeois, se donne pour but sa destruction et revendique explicitement l'armement du peuple.

Il n'en est rien. Bien sûr, on trouve un certain nombre de revendications utiles dans la « déclaration programmatique » du bloc électoral mais elle oublie l'essentiel. Elle ne dit pas que pour les arracher, il faut constituer un parti ouvrier révolutionnaire, qu'il faut la grève générale, des soviets, l'autodéfense des luttes et des organisations ouvrières…

L'obtention de sièges de député dans les provinces et à l'échelle fédérale accentue la pression de la bourgeoisie sur des organisations qui refusaient déjà de défendre

l'armement, l'insurrection, la destruction de l'État bourgeois, le pouvoir des conseils ouvriers et populaires et qu'on peut donc qualifier à bon escient de centristes.
Pour se défendre, la classe ouvrière a besoin du front unique ouvrier de l'unité, dans la lutte effective, des organisations ouvrières. Pour s'affirmer comme classe, déjouer les trahisons, prendre le pouvoir, elle a besoin d'un parti communiste révolutionnaire de masse. Rien de bon ne sort des prétendus « fronts des révolutionnaires » et encore moins de fronts électoraux de partis « de gauche ».

> *L'idée de présenter à l'élection présidentielle un candidat du front unique ouvrier est fondamentalement erronée. Le parti (communiste) n'a pas le droit de renoncer à mobilier ses partisans et à compter ses forces lors des élections. Une candidature du parti qui s'oppose à toutes les autres en peut en aucun cas constituer un obstacle à un accord avec d'autres organisations pour les objectifs immédiats de la lutte.* (Lev Trotsky, « La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne », 27 janvier 1932, *Comment vaincre le fascisme*, Buchet-Chastel, p. 163)

Révolutionnaires en parole, réformiste en pratique, les petits appareils du PO, du PTS, de l'IS, du MST, sans parler du NMAS, sèment l'illusion de replâtrer l'État bourgeois avec leur assemblée constituante qui n'a aucun sens progressiste dans un pays d'élections au suffrage universelle et de pluripartisme.
Lors d'un récent débat télévisé, le dirigeant du PTS Castillo s'est prononcé pour la restriction du droit d'avoir des armes.

S'extirper du marais centriste

Les chefs du PTS, du PO et compagnie savent parfaitement que jamais la 4e Internationale n'a avancé, de 1933 à 1940, le front uni anti-impérialiste.
Ils connaissent le programme de 1938 et le manifeste de 1940 rédigés par l'ancien chef de l'Armée rouge et adoptés par la 4e Internationale du temps où elle était bolchevik-léniniste.

> *À l'occasion de chaque grève et de chaque manifestation de rue, il faut propager l'idée de la nécessité de détachements ouvriers d'autodéfense.* (*L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale*, 1938, GMI, p. 18-19)
>
> *Les travailleurs ne doivent pas avoir peur des armes ; au contraire, ils doivent apprendre à s'en servir.* (*La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, 1940, GMI, p. 37)

Contre la subordination directe des partis réformistes au péronisme, contre la capitulation de fait des organisations centristes devant l'appareil répressif de l'État bourgeois, il faut regrouper les groupes, fractions et militants communistes sur la base suivante :

1. En toute occasion, les communistes combattent pour la rupture des syndicats de travailleurs salariés avec tous les partis bourgeois, en particulier le PJ. En toute occasion, ils se battent pour le front unique des organisations ouvrières contre les attaques économiques et politiques du capital. Ils tentent de déboucher sur des organes démocratiques du front unique, des soviets
2. Les attaques que suscitent les exploiteurs, leurs représentants politiques, leurs policiers et leurs militaires professionnels sont à distinguer clairement de la répression que subissent les exploités et les opprimés.
3. Une agression contre une dirigeante politique de la bourgeoisie ne constitue pas en tant que telle une attaque contre les libertés. Tout au plus, un attentat peut éventuellement servir de prétexte à une loi ou un décret restreignant les droits démocratiques. Dans ce cas, c'est cette mesure qu'il convient de combattre, avec les méthodes de la lutte de classe. Cela n'a pas été le cas.
4. Pour l'instant, aucune fraction significative de la bourgeoisie argentine n'a fait le choix du fascisme. Elle mise encore sur les illusions démocratiques.
5. Défendre les libertés est indispensable. Cette lutte ne peut pas être menée en votant des motions de partis bourgeois « démocratiques » ou en manifestant à l'appel de partis bourgeois « démocratiques » (spécialement avec le PJ qui a historiquement pratiqué la violence à grande échelle contre le mouvement ouvrier révolutionnaire).
6. La défense des droits démocratiques et la lutte contre le fascisme ne se réduisent pas à des déclarations au parlement et sur des sites. Elle exige le front unique ouvrier, la mobilisation des organisations ouvrières contre les gouvernements qui restreignent les libertés, contre la police et contre les nervis des bureaucrates syndicaux et des groupes fascistes.
7. Pour en finir avec la violence capitaliste, il faut supprimer le capitalisme. Il faut exproprier le capital et détruire l'État bourgeois. Cela passe par l'autodéfense, par la création de conseils de travailleurs par l'armement du prolétariat, par la préparation de l'insurrection. Cela ne peut pas être dissimulé au prolétariat.
8. Dans le programme prolétarien, la lutte pour le pouvoir des travailleurs en Argentine est inséparable de l'extension de la révolution socialiste, du mot d'ordre des États-Unis socialistes d'Amérique et de la République mondiale des conseils.
9. Pour débarrasser la classe ouvrière du péronisme, pour imposer un gouvernement ouvrier et paysan désigné par les soviets et reposant sur l'armement du peuple, il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire dont le programme peut se résumer en deux mots : dictature du prolétariat.

C'est à cette tâche de clarification que le Collectif révolution permanente est prêt à contribuer.

2 novembre 2022
Groupe marxiste internationaliste

Bibliographie

Nahuel Moreno (Hugo Bressano), *La Revolución Latinoamericana*. Buenos Aires, 1962. Après avoir enfourché le cheval du nationalisme bourgeois dans son pays, ce caméléon coutumier des zigzags s'adapte à la vague d'enthousiasme pour la révolution cubaine qui traverse l'Amérique latine, avec quelques formulations orthodoxes pour protéger ses arrières. Pas traduit.

Nahuel Moreno, « Dos métodos frente a la revolución latinoamericana. ¿Lucha guerrillera o lucha obrera y de masas? », *Estrategia* n° 2, septembre 1964. Il appuie Castro contre Guevara à l'occasion d'une critique des écrits de ce dernier présenté comme « gauchiste » au sein du « mouvement castriste » dans lequel Moreno s'inscrit pleinement. Ce dernier affirme que « l'inévitable lutte armée » dépend de l'analyse et du programme de chaque pays (d'Amérique latine). Le rôle dirigeant du prolétariat n'est même pas mentionné. Pas traduit.

Nahuel Moreno, *Un document scandaleux*, 1973. Il était castriste, mais pas question d'appliquer la guérilla en Argentine, comme le réclame la direction pabliste du SUQI dont Moreno fait partie ! Tout d'un coup, Moreno redécouvre la nécessité du parti révolutionnaire. La critique est étendue à la LC/France. Traduction en français par la « 4e Internationale » pablistemandélienne (disponible sur le site *Archives internet du marxisme*).

Etienne Laurent (François Chesnais) & Catherine Tavernier, « Argentine, pour un bilan du péronisme », *La Vérité* n° 574, décembre 1976. En 1969, Chesnais est envoyé plusieurs mois en Argentine par son employeur, l'OCDE. Il en profite pour se rendre en Bolivie où il rencontre Guillermo Lora. Il noue les liens entre le POR/Bolivie, PO/Argentine et le POMR/Pérou avec l'OCI/France de Lambert. En 1972, il va au Chili avec Just pour une rencontre avec Lora et Filemón Escobar du POR, Jorge Altamira et d'autres dirigeants de PO. L'article est instructif mais il présente la lubie lambertiste solon laquelle la CGT n'est plus une organisation ouvrière depuis qu'elle est contrôlée par le PJ. En 1979, Lambert et Just excluent le POR et PO du CORQI. Lors du rapprochement entre Lambert et Moreno en 1979, Just et Chesnais sont marginalisés et le travail international du PCI est confié par Lambert à Luis Favre, le frère d'Altamira. Le POR/Bolivie s'isole et le PO/Argentine construit ultérieurement une éclectique Coordination pour la refondation de la 4e Internationale.

Ernesto Boada, « Péronisme et trotskysme », *Quatrième Internationale* n° 106, mars 1983, l'organe de la « 4e Internationale » lambertiste-varguiste, disparue depuis. Repris dans le livre de Gérard Laffont, *Nouvelle étape,* LOR/France, 1985. La LOR a rejoint la LCR, puis ses dirigeants ont eu des postes au PS.

SL, *Moreno Truth Kit,* 1980. Recueil des articles des robertsonistes publiés dans *Workers Vanguard* de 1973 à 1979. Outre la polémique contre l'opportunisme, la SL relève plusieurs malversations financières dont s'est rendu coupable Moreno. Pas traduit en français.

Nahuel Moreno, *Escuela de cuadros*, PST, 1984. Sûr de son autorité sur le PST et la LIT-QI, Moreno renouvèle sa critique de la révolution permanente des années 1950, remet en selle la révolution par étapes des mencheviks et des staliniens, justifie les alliances avec la bourgeoisie « anti-impérialiste » des pays dominés... Souvent réédité en espagnol, la dernière fois par l'IS en 2015.

LICR (aujourd'hui L5I), *La Ligue internationale des travailleurs 1982-1992,* 1992. Mesuré et globalement pertinent, quoique affaibli par le fait que la L5I défend le front uni anti-impérialiste. Publié en français en 2001 par PO/France, dispoaru depuis (certains sont allés à la LCR, d'autres à LO).

Jean-Philippe Divès, *Éléments pour un bilan de la LIT et du morénisme,* LST, 1999. Par un ex-LCR/France, puis de la LCI/France en 1979, exclu bureaucratiquement de l'OCI en 1981 avec 36 autres militants, fondateur de la LST moréniste (LIT-QI). La majorité de la LST a rejoint plus tard VdT (exclu de LO) qui est rentrée dans la LCR. Si bien que Divès s'est retrouvé dans la LCR. Pour lui, Moreno était... un trotskyste trop orthodoxe ! Il est actuellement à RP. Il n'a pas changé puisqu'il s'oppose au mot d'ordre de gouvernement ouvrier.

Osvaldo Coggiola, *Historia del trotskismo en Argentina*, 1984-1986, réédité par RyR en 2006, avec dans le même volume *Historia del trotskismo en América Latina,* 1984. Point de vue du PO/Argentine, accablant pour le courant moréniste. Mais le PO a convergé ensuite avec lui (légalisme, assemblée constituante, adaptation au péronisme...). Pas traduite en français.

Osvaldo Garmendia (Rolando Astarita), *Critica a Nahuel Moreno,* LM/Argentine, 1991. Un ancien ouvrier devenu économiste, il rompt avec le PTS, puis fonde la LM en 1993, renommée LC et dissoute depuis. Ne se réclame plus du trotskysme. Pas traduite en français.

Manolo Romano, « Polemica con la LIT y el legado de Nahuel Moreno », *Estrategia Internacional*, décembre 1993. Une critique vigoureuse mais bornée à la dernière période de Moreno, dans les années 1980, quand il a renouvelé ouvertement en 1984 son attaque contre la révolution permanente et sa défense de la révolution par étapes. L'article tente d'accréditer l'idée, qui ne résiste pas à l'examen, que Moreno était auparavant un adversaire conséquent du révisionnisme. En fait, en bon manoeuvrier, il était à l'occasion capable de s'en prendre à d'autres centristes (en l'occurrence Mandel et Lambert). Pas traduite en français.

Ernesto González, *El trotskismo obrero e internacionalista en la Argentina,* t. 1, t. 2, t. 3 Antídoto, 1999 ; t. 4, Pluma, 2006. Oeuvre collective monumentale qui détaille l'intervention et la vie du courant de Moreno de 1943 à 1981. Pas traduit en français.

Christian Castillo & Fredy Lizarrague, « Los momentos de giro historico del movimiento obrero argentino », *Estrategia Internacional*, février 2002. Le point de vue de deux dirigeants du PTS. Traduction française dans les *Cahiers Léon Trotsky,* avril 2002.

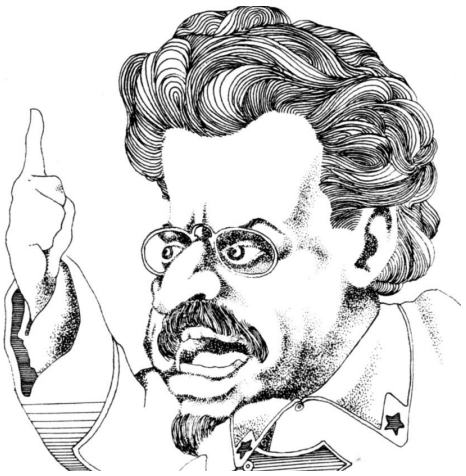
Sergio Bravo, *Contribución a un balance del Morenismo*, LM/Pérou, alors membre du CoReP, juin 2007. Bonne synthèse mais qui se borne à la période de la LITQI. Pas traduite en français.

Ricardo de Titto, *Historia del PST*, CEHuS, t. 1, 2016 ; t. 2, 2018. Pas traduite en français.

CoReP, *Lettre à la LCT,* 2 mars 2017. Réfute toutes les scories morénistes trimbalées par la LCT/Argentine, restée sans réponse. Existe en espagnol.

POR/Argentine, *Crisis del centrismo en Argentina*, 2019. Recueil des articles de 2011 à 2019 d'un groupe lié au POR/Bolivie et séparé de PO/Argentine en 1989. Détaillé et accablant mais parfois sectaire. Pas traduit en français.

Antonio Bormida, « El PTS en un frente democrático con CFK », *La Causa Obrera*, PCO/Argentine, 3 octobre 2022.



GMI

Critique du texte sur la situation internationale de RP (FTQI)

21 décembre

Des textes de congrès après les discussions préparatoires ?

Le 28 novembre, la scission du NPA de 2021 (site Révolution permanente) annonçait :

> *Ces deux dernières semaines, les assemblées de préparation du congrès de fondation d'une nouvelle organisation révolutionnaire ont commencé partout en France. Elles ont réuni 400 personnes et permis d'échanger et débattre sur la situation politique internationale et nationale […] Au programme de ces réunions : trois discussions portant sur la situation internationale, la situation nationale et la nouvelle organisation.*

Outre qu'il est douteux qu'il y ait eu *« des assemblées de préparation dans toute la France »,* les trois textes préparatoires à ces discussions sont datés des 3 et 4 décembre et ne sont parus sur le site Révolution permanente que le 4 décembre, ce qui signifie que les *« assemblées préparatoires »* se sont réunies et ont débattu sans les textes préparatoires au congrès et que dans le meilleur des cas, les militants et délégués n'ont disposé ainsi que de 12 jours pour préparer, textes à l'appui, un congrès de fondation d'une nouvelle organisation révolutionnaire. C'est un peu court pour un objectif aussi grand…

Le document international préparatoire au congrès intitulé « *La guerre en Ukraine et l'accélération des tendances aux crises, guerres et révolutions* » porte donc la date du 3 décembre 2022. Ce texte est pour l'essentiel la reprise du document international pour le 19e congrès de la maison-mère du CCR-RP, le PTS argentin, de juin dernier.

À cela il n'y aurait en soi rien de répréhensible, si ce n'est que les travers et déviations morénistes du PTS sont donc intégralement repris par le CCR-RP pour poser les fondations de sa nouvelle organisation révolutionnaire. On aurait pu rêver à de meilleures fées penchées sur le berceau de cette nouvelle organisation que ces quelques vielles sorcières affublées des vieux habits troués des révisionnistes des enseignements de Lénine et de Trotsky. Car ce document n'est pas marxiste, son analyse de la situation internationale est au mieux impressionniste, au pire fausse, et les perspectives qu'il ouvre pour l'avant-garde ne sortent pas des vieilles ornières de toutes les organisations centristes à la remorque des appareils bureaucratiques qui gangrènent le mouvement ouvrier.

Marxisme ou « sciences politiques » à la petite semaine ?

Ce document n'est pas marxiste car il utilise largement les concepts, la phraséologie, de la pensée dominante, c'est-à-dire de l'idéologie bourgeoise, pour analyser la situation au lieu des catégories établies et précisées par les communistes depuis 180 ans. Nul « purisme » déplacé ici, mais le constat d'un affaiblissement considérable de la pensée. On trouve ainsi dès la première page :

> *La guerre en Ukraine confirme qu'avec la crise capitaliste de 2008, qui a mis fin à l'hégémonie néolibérale prolongée, aggravée par la pandémie et la crise écologique, s'est ouverte une période dans laquelle les tendances profondes de l'époque impérialiste – tendances aux guerres, crises et révolutions -sont à nouveau à l'ordre du jour.*

Quand est née « l'hégémonie néolibérale » mondiale ? En quoi consistait-elle ? Qu'est-ce qui a causé sa fin ? Comment « l'hégémonie libérale » a-t-elle été capable de suspendre les caractéristiques de l'impérialisme jusqu'en 2008 ?

La crise financière puis économique de 2007 2008 n'est jamais qu'une des multiples crises qui jalonnent l'histoire du capitalisme. Elle ne marque nullement un retour de l'impérialisme, qui a mis depuis la fin du 19e siècle sous

sa coupe l'ensemble de la planète. Depuis, le capitalisme en déclin et les États bourgeois alternent, voire conjuguent, le protectionnisme avec le libre-échange, le soutien massif aux banques et à l'industrie ou les privatisations, les concessions aux masses et l'austérité, selon la conjoncture économique et politique, selon la place dans la chaine impérialiste mondial, sans que jamais les « politiques économiques » (qu'elles soient d'inspiration keynésiennes ou néoclassique) mettent un terme aux crises économiques. Les guerres et les crises révolutionnaires n'ont jamais cessé non plus.

La crise de 2007 2008 n'est en rien une rupture dans le mode de production capitaliste au stade impérialiste, ni dans sa manière de fonctionner. Le stade impérialiste a même ceci de particulier que, alors que la surproduction et la baisse du taux de profit le guette à chaque instant, il limite au maximum la destruction de capital sous toutes ses formes dans chacune de ses crises économiques, amoindrissant ainsi les conditions de la reprise et précipitant l'arrivée de la prochaine crise.

On apprend d'ailleurs un peu plus loin dans le même texte que :

> *Ainsi, si le cycle néolibéral s'était déjà essoufflé depuis la crise de 2008/9, ces interventions étatiques massives et le rôle de la Chine comme moteur de l'économie mondiale au début de la dernière décennie ont permis que se poursuive la mondialisation néolibérale – même si la perte de soutien politique à ce modèle s'aggravait profondément, comme le montre de la façon la plus radicale le trumpisme aux États-Unis (pour citer le nouveau phénomène politique le plus important) et l'augmentation des tensions géopolitiques et protectionnistes et de guerre commerciale*

Donc, après la « *fin de l'hégémonie néolibérale* », la « *mondialisation néolibérale* » se poursuit, comprenne qui pourra… Pourquoi ne pas dire tout simplement que les tendances protectionnistes s'accroissent à mesure qu'approche la prochaine crise mondiale et en précipitent l'échéance. Ce charabia sur « *l'hégémonie néolibérale* » obscurcit et dissimule la réalité. Il appartient plus aux discours convenus des doctes professeurs de « sciences politiques » qu'aux communistes révolutionnaires.

On trouve aussi d'autres poncifs de l'analyse bourgeoise et petite-bourgeoise comme :

> *La tentative des États-Unis de recréer le clivage Est/Ouest datant de la Guerre Froide a une portée limitée au-delà de la scène européenne, comme l'illustre la grande ligne de fracture entre le Nord et le Sud que la guerre en Ukraine a exposé ouvertement.*

Le « clivage Est/Ouest », la « Guerre froide », la « fracture Nord/Sud » sont autant de concepts de l'idéologie bourgeoise visant à masquer la réalité de la lutte de classes internationale. Le « clivage Est/Ouest » ou la « Guerre froide » servaient à cacher sous une apparence de confrontation de deux blocs d'un côté la pression continue, économique et militaire, de l'impérialisme pour venir à bout de l'État ouvrier dégénéré de l'URSS et de l'autre côté la politique liquidatrice des possibilités révolutionnaires de la bureaucratie stalinienne usurpatrice des conquêtes de la révolution d'octobre 1917. La « fracture Nord/Sud » est une duperie qui fait flores dans les forums sociaux mondiaux qui consiste à diviser le monde entre pays riches au Nord et pays pauvres au Sud en escamotant la lutte de classes dans chacun de ces pays, en substituant à l'analyse de l'impérialisme un vague concept pseudo-géographique. Il n'y aurait donc plus que des « riches » au Nord et des « pauvres » au Sud.

Elle masque aussi que dans les pays dits du « Sud », l'impérialisme chinois caracole loin devant, que des États comme l'Inde, la Turquie, etc. aspirent au rang de puissances impérialistes, que bon nombre de ces pays sont eux-mêmes dirigés par des bourgeoisies plus ou moins compradores qui exploitent et répriment férocement leur population.

Pour le CCR-RP, la Russie n'est pas un impérialisme

Le document affirme d'emblée que « *La guerre de la Russie contre l'Ukraine/OTAN est le centre de gravité de la situation internationale et le restera pour la période à venir* ». Si le texte concède que l'invasion russe de l'Ukraine a « *un caractère profondément réactionnaire* », il ne s'agit nullement de la manifestation de l'impérialisme russe, car « *en raison de l'ampleur de son économie et de son rôle dans le système mondial, la Russie n'est pas une puissance impérialiste* ».

Mais quelle est la nature de la Russie pour le CCR-RP ? Pays capitaliste ? État ouvrier dégénéré ? On peine à s'y retrouver car si le CCR-RP reconnait que le capitalisme a été réintroduit après la chute de l'URSS, on apprend qu'une « *caste dirigeante parasitaire [qui] s'est emparée du butin de l'ex-URSS en accord avec les oligarques privés* ». Donc ce ne sont pas les oligarques qui se sont emparés du butin de l'ex-URSS, mais une caste parasitaire, ce qui rappelle curieusement la bureaucratie stalinienne. Quelle est la base sociale de cette « caste dirigeante parasitaire » ? Mystère…

En réalité, le CCR-RP refuse de reconnaitre que le capitalisme a pleinement été restauré en Russie, que le gouvernement russe est un gouvernement bourgeois qui défend le capitalisme russe et que la Russie est bel et bien un impérialisme aujourd'hui, même s'il est de bien moindre force que l'impérialisme américain ou chinois. C'est un impérialisme émergent qui maintient par la force la Tchétchénie en 1994-1996 puis en 1999-2000, dispute aux impérialismes occidentaux le contrôle de son voisinage : intervention militaire en Moldavie en 1991-1992, en Géorgie en 2008, contre l'Ukraine en annexant la Crimée et en s'emparant d'une partie du Donbass en 2014, soutien au despote biélorusse Loukachenko contre les manifestations à l'automne 2020, au Kazakhstan en soutien au despote Tokaïev contre les puissantes manifestations ouvrières

en janvier 2022. Au-delà de l'Europe, en Syrie au côté du dictateur sanglant El Assad (où la Russie obtenu une base militaire), en Libye en soutien au satrape Haftar via les mercenaires du groupe capitaliste russe Wagner qui agissent également en Centrafrique, au Tchad et au Mali, au Mozambique, au Soudan… Le colonel à la tête des mercenaires de Wagner, Outkine, qui a ses entrées au Kremlin, est un nazi avéré et les journalistes russes qui enquêtaient sur ses agissements ont été assassinés.

Le capitalisme russe n'est qu'au 12e rang mondial par son PIB, mais il comprend des groupes capitalistes d'envergure (armements, énergie, distribution, automobile, transport aérien). En son sein, il opprime des minorités nationales (Tchétchènes…) et il possède un important arsenal nucléaire, des capacités de guerre cybernétique parmi les plus développées. Il est à la tête de gigantesques gisements de pétrole et de gaz, il est le premier exportateur mondial de céréales, le premier producteur de nickel et de palladium, le troisième exportateur d'acier…

Les impérialismes émergents (Russie, Chine…) remettent forcément en cause l'ancien partage du monde. Ils ne peuvent se maintenir ou s'étendre qu'au détriment des impérialismes installés (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Japon…). Pour l'État russe, la priorité accordée par l'État américain à la lutte contre le capitalisme chinois en plein essor, son désengagement relatif des pays d'Europe, d'Asie de l'Ouest, son retrait désordonné d'Afghanistan, offrent l'occasion de desserrer l'étau économique et militaire de ses rivaux occidentaux. Ceux-ci ayant fait savoir qu'ils n'interviendraient pas militairement, Poutine a lancé ses troupes dans l'objectif d'annexer totalement l'Ukraine ou d'y installer un gouvernement fantoche à sa botte.

> *L'Ukraine n'est pas une nation, mais une invention de Lénine et des bolcheviks. Staline a tenté de remédier à cette « invention folle » mais il n'y est pas parvenu.* (Vladimir Poutine, 21 février)

Cela indique d'ailleurs parfaitement que, contrairement à ce que prétend le CCR-RP, le centre de gravité de la situation mondiale ne réside pas aujourd'hui dans l'affrontement entre la Russie et l'Ukraine, mais dans la rivalité grandissante entre l'impérialisme américain et l'impérialisme chinois, et que l'agression de l'impérialisme russe contre l'Ukraine n'est qu'un épiphénomène de cette situation mondiale.

Pour le CCR-RP, si d'un côté la guerre contre l'Ukraine est condamnable et si, de l'autre côté, la Russie n'est pas un impérialisme, mais seulement un pays de plus en plus menacé par les soutiens impérialistes à l'Ukraine, alors il faut rester « indépendant », à la fois contre l'invasion russe et contre l'OTAN, en oubliant au passage un simple détail, celui de l'existence de l'Ukraine !

> *À partir de cette position indépendante et anti-impérialiste, contre l'invasion russe et contre l'OTAN, nous avons polémiqué à la fois avec le secteur de la gauche « campiste », aligné sur la Russie (et la Chine) en raison de ses contradictions avec l'impérialisme américain, et avec le secteur de la gauche « libérale » qui considère que l'on se trouve face à une « guerre de libération nationale », sans voir que les États-Unis et les puissances impérialistes dans leur ensemble agissent derrière le gouvernement de Zelensky et que, par conséquent, sa victoire renforcerait l'impérialisme.*

L'Ukraine étant un enjeu entre les différents impérialismes, les impérialistes occidentaux, États-Unis en tête, cherchent dans la défaite de l'impérialisme russe l'occasion de renforcer leurs positions, tout comme la victoire de l'impérialisme russe renforcerait sa position au détriment des autres impérialismes. Malgré le soutien massif indéniable des impérialismes occidentaux à l'Ukraine, la guerre reste encore celle d'un impérialisme, le russe, contre un pays dominé, l'Ukraine, et n'a pas -ou pas encore- basculé dans un affrontement inter impérialiste direct. De ce fait, les communistes internationalistes défendent inconditionnellement l'Ukraine contre l'agression impérialiste russe, sans apporter un quelconque soutien au régime bourgeois réactionnaire et corrompu de Zelensky.

Les communistes internationalistes sont résolument du côté du pays dominé contre l'agression d'une puissance impérialiste, comme l'ont toujours défendu Lénine et Trotsky. Le renforcement de la pression de l'OTAN sur la Russie par le développement de ses bases militaires est indiscutable, mais les rivalités entre puissances ne justifient en aucun cas que l'existence même de l'Ukraine soit mise en cause. Et la tâche du prolétariat ukrainien comme du prolétariat mondial consiste à défendre, sur une base d'indépendance de classe, ce droit à l'indépendance tout en combattant pour la révolution socialiste en Ukraine, pour l'internationalisme, pour la fédération des Etats-Unis socialistes d'Europe.

La victoire de l'Ukraine « *renforcerait l'impérialisme* » prétend le CCR-RP.

Les communistes internationalistes sont pour la défaite de l'impérialisme russe en Ukraine. L'Ukraine a le droit de se procurer des armes pour se défendre, même si les impérialismes états-uniens et européens qui les lui fournissent poursuivent leurs propres objectifs, qui sont au moins de garder l'Ukraine sous leur influence. La défaite de l'Ukraine signifierait l'écrasement du prolétariat ukrainien, le renforcement de l'impérialisme russe et de la dictature de Poutine sur le prolétariat russe. À l'inverse, la défaite de l'impérialisme russe ouvrirait la voie au soulèvement du prolétariat russe tout en permettant au prolétariat ukrainien de s'organiser et de se battre pour son propre compte ! Voilà notre perspective !

Voilà pourquoi le CCR-RP tourne le dos au prolétariat ukrainien comme au prolétariat russe.

> *Contrairement à d'autres guerres qui avaient clairement un caractère impérialiste, comme la guerre en Irak, cette fois-ci aucun mouvement anti-guerre n'a émergé.*

Effectivement, la confusion du CCR-RP sur cette question, identique à celle de nombre d'organisations, n'aide pas à la mobilisation sur une base de classe internationaliste. Et pourtant, dans les pires difficultés, un mouvement anti-guerre a tenté de s'organiser en Russie contre Poutine. Loin de lui venir en aide, la position du CCR-RP renvoie le prolétariat russe sous la coupe du dictateur.

Pour le CCR-RP, la Chine n'est pas un impérialisme

Voici comment le CCR-RP analyse la nature de la Chine :

> *Pendant des décennies, la Chine a connu une période de croissance économique spectaculaire et s'est hissée au rang de puissance régionale et mondiale. Mais, en raison de la crise de la mondialisation néolibérale, de la politique extérieure de plus en plus agressive des États-Unis, et sur le plan intérieur, en raison des difficultés croissantes à assurer la transition vers un nouveau modèle économique (accentuées par la politique du zéro COVID qui a généré des tensions avec la classe moyenne, principale base de soutien réactionnaire du régime), les marges de manœuvre historiques de la bureaucratie restaurationniste de Pékin se réduisent considérablement.*

La bureaucratie restaurationniste serait donc toujours à l'œuvre à Pékin ? La réintroduction du capitalisme serait toujours en cours, mais sans que la quantité ne se soit transformée en qualité, sans que le capitalisme ait été restauré délibérément et consciemment en 1991 après des réformes pro-capitalistes entamées dès 1978 ? Décidément, après la Russie, la Chine, il se confirme que le CCR-RP a du retard à l'allumage ! S'obstiner à prétendre que la Chine reste un État ouvrier est absurde, 30 ans après le rétablissement d'un « marché du travail », de la transformation de la force de travail en marchandise achetable par le capital. Pire, ne pas comprendre que l'économie chinoise est capitaliste empêche d'aider le prolétariat en Chine et interdit de comprendre le repartage en cours du monde entre grandes puissances capitalistes

Faut-il rappeler au CCR-RP que :

- L'État chinois opprime des minorités nationales au sein de ses frontières (un critère d'État impérialiste pour Lénine et Trotsky).

Stocks d'IDE sortants par État / site OCDE consulté le 21 décembre 2022

- La Chine est la base de 136 entreprises (« monopoles » dans le vocabulaire de Lénine) parmi les 500 premières mondiales en fonction du chiffre d'affaires selon le classement Fortune du 3 aout 2022 contre 124 pour les États-Unis, 47 pour le Japon…

- La Chine est la base de 19 des 100 plus grandes banques du monde en fonction des actifs détenus selon le classement Fxssi du 28 juillet 2022 contre 11 aux EU, 8 au Japon…

- Selon les dernières données disponibles de l'OCDE, en décembre 2022, les firmes chinoises ont investi dans des filiales à l'étranger 2 600 milliards de dollars (stock d'IDE sortant en 2021, de « l'exportation de capital » dans le vocabulaire de Lénine) contre 9 800 pour les groupes américaines, 2 200 pour les groupes allemands…

- Le budget militaire de la Chine, selon le classement SIPRI du 25 avril 2022, est le 2e du monde (293 milliards de dollars en 2021), loin derrière les EU (800), mais loin devant la Russie (66), la France (57), l'Allemagne (56), le Japon (54)…La Chine a établi des bases militaires à Djibouti et au Tadjikistan.

Aveuglé par une analyse aussi déficiente, le CCR-RP ne prend pas position pour la révolution sociale. Certes, à ses yeux, la bureaucratie a bien des défauts :

> *D'autant plus que la bureaucratie de Pékin, malgré son nouveau discours sur la « prospérité commune » vite mis au second plan, refuse de stimuler la consommation par une redistribution massive des revenus aux ménages moyens. Malgré des années de discours sur le « rééquilibrage », le gouvernement chinois n'a jamais eu pour objectif d'augmenter la part de la consommation dans le PIB, ce qui changerait fondamen-*

Rang		Dépenses (mds USD)		Variation (%)		Dépenses en % PIBb		Part mondiale
2021	2020[a]	Pays	2021	2020-21	2012-21	2021	2012	(%), 2021
1	1	États-Unis	801	-1,4	-6,1	3,5	4,5	38
2	2	Chine	[293]	4,7	72	[1,7]	[1,7]	[14]
3	3	Inde	76,6	0,9	33	2,7	2,6	3,6
4	6	Royaume-Uni	68,4	3,0	3,7	2,2	2,4	3,2
5	5	Russie	65,9	2,9	11	4,1	3,7	3,1

GRIP, *Dépenses militaires,* novembre 2022, p. 11

talement les bases du modèle chinois fondé sur la surexploitation de la main-d'œuvre.

Ce qui ne laisse pas d'autre choix ni d'autre perspective au prolétariat, à moins qu'il ne s'agisse des « *ménages moyens* » que de lutter, non pas pour la révolution, mais pour une meilleure répartition du revenu national !

En réalité, un changement radical dans la distribution du revenu national ne peut être imposé que par une lutte qui vienne d'en bas

Minable horizon réformiste ! Alors même que le mot d'ordre de « XI démission » est apparu dans les récentes manifestations en Chine.

Quand le CCR-RP additionne des choux et des raves

Pour RP, pas moins de deux vagues révolutionnaires ont parcouru la planète depuis 2008, et la deuxième est toujours en cours.

Depuis la crise capitaliste de 2008, il y a eu deux grandes vagues de lutte de classe, qui se sont étendues au niveau international avec des inégalités. La première, en réponse directe aux effets de la Grande Récession, a connu son point culminant avec le Printemps arabe, une rébellion généralisée contre les dictatures arabes pro-américaines, déclenchée par rien de moins que la hausse du prix du pain. Cette vague a trouvé son expression en Europe avec le mouvement des Indignados en Espagne et les dizaines de grèves générales en Grèce, capitalisées surtout par les organisations néo-réformistes comme Podemos et Syriza.

La deuxième vague a commencé en France en 2018 avec la mobilisation des gilets jaunes contre la hausse des carburants, qui s'est transformée en une rébellion majeure contre le gouvernement Macron. Cette vague a atteint l'Amérique latine avec le soulèvement en Équateur (contre la hausse du prix des carburants ordonnée par le FMI), les protestations et grèves nationales en Colombie et la révolte au Chili en octobre 2019, qui aurait pu ouvrir la voie à la révolution mais n'a pas dépassé le caractère de révolte, canalisée par la Constituante puis par le gouvernement Boric.

Cette vague s'est interrompue à cause de la pandémie de coronavirus, mais après les premiers confinements, la lutte des classes est revenue en force, aux États-Unis notamment, avec le déclenchement du mouvement Black Lives Matter, un processus de mobilisations en réponse au meurtre de George Floyd, un Afro-américain tué par la police, auquel plus de 25 millions de personnes ont participé.

Le moins que l'on puisse dire est que d'une part ces vagues sont faites de bric et de broc et que d'autre part, bien loin d'un mouvement continu qui s'amplifierait, tous les mouvements cités par le CCR-RP se sont cassés les dents à cause des trahisons des directions ouvrières, secondées par les organisations centristes.

Les mouvements révolutionnaires en Tunisie, Égypte et Syrie (laquelle était et reste une dictature, mais certainement pas « *pro-américaine* ») ont tous été défaits, faute d'une direction révolutionnaire, ce que le texte du CCR- RP ne dit pas, soit grâce au replâtrage de l'État bourgeois organisé à partir de l'assemblée constituante en Tunisie, soit par la répression féroce en Égypte, soit par la répression et les massacres en Syrie, doublés par la mainmise progressive de l'islamisme fasciste sur la résistance à Assad. D'ailleurs combien d'organisations soi-disant révolutionnaires, voire soi-disant trotskystes, ont soit soutenu Assad au nom de l'anti-impérialisme, soit se sont rangées sous la bannière des islamistes ? Voilà les obstacles décisifs qui se sont opposés au développement de ces mouvements révolutionnaires, dont le CCR-RP ne dit mot, feignant de croire à la montée continue de la révolution dans le monde.

L'assemblée constituante dans des pays de démocratie bourgeoise ?

Quelle est la position exacte du CCR-RP sur le mot d'ordre d'assemblée constituante avancé en Argentine par ses grands frères du PTS durant la crise révolutionnaire de 2001, tout comme il le fut au Chili ou en Tunisie et qui a conduit à dévoyer le mouvement des masses dans les palabres parlementaristes ? Pour le Chili, le CCR-RP préconise toujours une bonne constituante.

La canalisation électorale de l'explosion sociale a mis fin au mouvement des masses dans la rue et a transformé la Convention en une Constituante truquée, où l'utopie de mettre fin pacifiquement au Chili de la transition post dictature, en laquelle beaucoup plaçaient leurs espoirs, s'est écrasée contre un mur.

En Argentine, c'est toujours la ligne du front électoral quasi-réformiste du PTS avec le PO, l'IS et le MST.

18) Pour la défaite du pacte Macri-FMI et des gouverneurs. Pour une Assemblée constituante libre et souveraine qui discute et résout les mesures d'urgence nécessaires pour répondre aux besoins urgents de la population active et promouvoir une transformation du pays sur de nouvelles bases sociales. (*Plateforme en 20 points*, FIT-Unitad)

Et le PTS va jusqu'à voter le 3 septembre, au parlement de Buenos-Aires (la Legislatura), une motion avec des partis bourgeois (comme son ancêtre le PST avait signé une déclaration commune avec des partis bourgeois le 21 mars 1974).

Les mouvements révolutionnaires bien réels en Tunisie, Égypte ou Syrie n'avaient pas grand-chose à voir avec les Indignés en Espagne, mouvement pacifiste préempté dès le départ par des organisations petites-bourgeoises qui n'a jamais pris ni le caractère ni la dimension d'un mouvement révolutionnaire. Enfin il n'y a jamais eu en Grèce des « *dizaines de grèves générales* », mais des dizaines de journées d'action interprofessionnelles, justement pour empêcher la grève générale, soigneusement encadrées par les appareils syndicaux et les organisations soi-disant révolutionnaires, mais RP confond volontairement l'un et l'autre, pour mieux se couler, tout comme LO ou le NPA, dans les dispositifs des bureaucrates.

En plein été, la mobilisation contre le pass sanitaire s'étend depuis le 14 juillet

Samedi dernier, les mobilisations contre le pass sanitaire ont réuni plus de 200.000 personnes en France d'après le Ministère de l'Intérieur. Un chiffre qui exprime une dynamique d'élargissement continu du mouvement depuis le 14 juillet. En France, 200 rassemblements et manifestations ont ainsi eu lieu. Dans le même temps, le mouvement

6 aout 2021, RP se réjouit du succès d'une campagne obscurantiste et réactionnaire

L'apologie des Gilets jaunes et des antivaccins

Quant à la « deuxième vague révolutionnaire » mondiale, la faire débuter avec le mouvement des gilets jaunes en France est pour le moins hardi. Certes, le mouvement des gilets jaunes, malgré une taille réduite, est parvenu à déstabiliser le pouvoir exécutif et le parlement. Il a révélé la fragilité du parti du président. Il était inattendu, incontrôlé par les partis « réformistes » et les bureaucraties syndicales, il s'en prenait frontalement à Macron. Composé majoritairement de chômeurs, de retraités et de salariés de petites entreprises, dont de nombreuses femmes, il attirait la sympathie de la grande majorité de la population exaspérée par le style de Macron, le chômage de masse, la difficulté à se loger dans les grandes villes, la dégradation des services sociaux dans les petites villes et l'injustice fiscale. Mais c'est un mouvement très confus politiquement, alliant l'exigence du référendum d'initiative citoyenne, la baisse des taxes sur les carburants, quelques revendications ouvrières, etc. dirigé plus par des petits-patrons adeptes de *La Marseillaise* que par des prolétaires. C'est pourquoi il a toujours arboré le drapeau tricolore.

Fortement réprimé par la police, le mouvement des gilets jaunes a définitivement sombré dans le « grand débat » mis en place par Macron avec la complicité des organisations ouvrières. Lors de la dernière élection présidentielle, plusieurs figures des GJ ont d'ailleurs rejoint l'état-major du fascisant Zemmour.

Le mouvement des gilets jaunes ne s'est pas transformé en rébellion majeure contre Macron, à cause précisément de la politique des organisations ouvrières en soutien à Macron et de l'hégémonie de la petite bourgeoisie traditionnelle(indépendants) en son sein. Faire comme si, c'est mentir… et dédouaner les directions traitres du mouvement ouvrier.

Le mouvement du prolétariat pour défendre les retraites fin 2019, n'a jamais pris la dimension d'un mouvement révolutionnaire, car il n'a pas abouti non plus, à cause du refus des directions d'appeler à la grève générale, refus soutenu par les organisations centristes comme LO ou le NPA, qui jamais n'ont combattu sur ce mot d'ordre. LO se contentant de suivre les journées d'action, le NPA substituant volontairement le mot d'ordre de « grève reconductible » ou d'« extension de la grève » site par site au mot d'ordre politique de grève générale pouvant centraliser toute la classe ouvrière contre le gouvernement.

L'opportunisme de la direction du CCR-RP s'est confirmé avec son soutien aux manifestations réactionnaires des anti-masques et des antivaccins, dont les partis fascisants et les groupes fascistes ont naturellement pris la tête.

« L'avant-garde » des sociaux-démocrates du parti de Biden

Voilà ce qu'il en est de la soi-disant vague révolutionnaire pour la France. Pour ce qui concerne le mouvement contre les violences policières aux Etats-Unis qui a rassemblé indéniablement des centaines de milliers de travailleurs et d'étudiants noirs, « hispanos » et « blancs », il a mis à jour la guerre policière menée contre les Noirs au nom de la lutte contre la drogue et posé à grande échelle la question de l'autodéfense (une question que le PTS et le CCR-RP ne posent jamais !).

Cependant, il a été au bout du compte dévié par des nationalistes bourgeois noirs (l'organisation BLM) et absorbé, « digéré » dans la campagne présidentielle du candidat Biden pour le compte du Parti démocrate, parti impérialiste, faut-il le rappeler.

La « gauche » du Parti démocrate, Sanders et les DSA, ont été à la manœuvre pour empêcher toute radicalisation révolutionnaire en détournant la lutte anti-policière vers les urnes et sous l'aile du parti bourgeois, auquel ils servent de « rabatteurs ». Voici d'ailleurs comment les DSA présentaient la solution, alors que les Noirs sont victimes de la répression policière et cherchent à s'en défendre :

> *Nous croyons fermement que des communautés fortes et dotées de ressources suffisantes n'ont pas besoin de recourir à la répression et, par extension, à des institutions répressives pour maintenir la paix lorsqu'il y a la justice.* (DSA, *Communiqué*, 28 mai 2020)

Mais de cela, le CCR-RP ne dit rien, du moment qu'il y a mouvement, c'est donc que la révolution est en marche ! On trouve même dans le texte du CCR-RP

Révolution Permanente

International | Racisme et violences d'État | Genre et Sexualités | Écologie | Jeunesse | Culture

CONSTRUISONS LA RIPOSTE

Le 4 février tous dans la rue contre Macron et les grands patrons, pour un plan de bataille à la hauteur !

Ce jeudi la CGT, la FSU, Solidaires et l'UNEF appellent à une journée nationale de mobilisation et de grève interprofessionnelle. L'occasion pour les secteurs du monde du travail et de la jeunesse qui subissent la crise de se retrouver dans la rue et d'exiger un vrai plan de bataille face au patronat et au gouvernement, au-delà des dates de mobilisation isolées.

RP appuie la « journée d'action » bidon appelée par les bureaucrates syndicaux le 4 février 2021, dans des termes identiques à ceux de LO et du NPA

une certaine sympathie pour cette « gauche » du Parti démocrate puisque, évoquant le mouvement pour construire des syndicats aux Etats-Unis, il parle de :

> *L'émergence de ce que l'on appelle la « génération U » (pour Union-union) aux États-Unis, qui est celle qui a mené le processus de syndicalisation et qui, comme nous l'avons dit plus haut, est passée par l'expérience du BLM. Il s'agit d'une avant-garde qui, dans une large mesure, a été à la base du « phénomène Sanders », particulièrement organisé dans la DSA, et qui a une préférence politico-idéologique pour le « socialisme ».*

Sans dire que les porteurs de cette « *préférence politico-idéologique pour le socialisme* » ne cherchent en rien à construire un parti révolutionnaire mais restent dans la grande famille d'un parti bourgeois, le Parti démocrate.

Pour RP comme pour Bernstein, le but n'est rien, le mouvement est tout...

Emporté par son élan, le CCR-RP vole d'une révolution à l'autre, ou presque, la vague révolutionnaire impétueuse ne connaissant que quelques regrettables et dérisoires anicroches, à peine mentionnées. Ainsi :

> *Au Sri Lanka, après plus de quatre mois de manifestations, avec une énergie et un état d'esprit similaire à ceux du Printemps arabe, les masses ont chassé le président Gotabaya Rajapaksa. Des milliers de manifestants ont pénétré dans le palais présidentiel, offrant des scènes qui ont suscité l'enthousiasme des travailleurs et des pauvres du monde entier. Initié par un soulèvement étudiant, le mouvement a ensuite été suivi par les syndicats de travailleurs et même par des secteurs importants des classes moyennes, qui manifestaient rarement et s'opposaient généralement aux étudiants, dans une révolte générale qui s'est concentrée sur la revendication politique de « Gota Go Home ! »*

Ce qui est parfaitement exact. Mais c'est la suite qui montre toutes les limites de l'analyse du CCR- RP.

> *Cependant, cette révolte a manqué d'une direction et d'une stratégie claires, qui auraient lié cette revendication juste à une issue économique et sociale des travailleurs pour résoudre la crise du pays. Cela a permis qu'elle soit manipulée pour le moment par d'autres forces d'opposition et que le parlement, complètement discrédité, puisse secrètement voter en faveur de l'ancien premier ministre Ranil Wickremesinghe, lui aussi détesté, qui mise sur une répression accrue tout en essayant de négocier un accord avec le FMI qui impliquera de nouvelles attaques contre les conditions de vie des Sri Lankais.*

Il n'y avait pas de direction révolutionnaire au Sri Lanka, pas même un embryon de parti révolutionnaire capable d'avancer la perspective du gouvernement ouvrier et paysan au mouvement des masses, et non pas une bien vague « *issue économique et sociale des travailleurs pour résoudre la crise du pays* », mais pour RP, c'est un détail sans grande importance : « *Cela a permis qu'elle soit manipulée pour le moment par d'autres forces d'opposition…* ». Pour le moment ? Et par quel miracle le mouvement des masses pourrait-il se défaire, de lui-même, sans parti révolutionnaire, de l'emprise des forces liées au maintien de la bourgeoisie ? La réponse est qu'il n'y a pas eu de miracle et que la bourgeoisie a retrouvé le contrôle de la situation. Mais le CCR-RP se grise tout seul et écrit :

> *Mais le Sri Lanka pourrait n'être que le premier domino à tomber.*

Eh bien non, le Sri Lanka n'est pas tombé, comme un premier domino, à cause de l'absence d'une organisation révolutionnaire. Qu'à cela ne tienne, le CCR-RP est déjà parti voir ailleurs, il survole désormais, mais à grande vitesse et vu de très loin, le Pakistan, Haïti, puis l'Iran où, curieusement, il ne voit que :

> *Cette vague de révoltes contre les lois morales oppressives du régime cristallise le rejet de l'oppression, de la corruption et de la pauvreté imposées par l'État capitaliste et théocratique des ayatollahs.*

Le PTS passe sous silence que son ancêtre, le PST, avec la même méthode mouvementiste et suiviste (si ça bouge, c'est bon) été incapable de comprendre en 1978-1979 le danger de l'islamisme et la contrerévolution menée par les ayatollahs.

Aujourd'hui, le PTS et le CCR-RP ne se donnent pas la peine d'ouvrir une quelconque perspective révolutionnaire pour les masses iraniennes, sans indiquer ni quelle forme ni quel chemin doit prendre le mouvement révolutionnaire en Iran pour vaincre le régime, ni par quoi remplacer la dictature islamiste.

Enfin, le CCR-RP aborde dans un bouquet final la situation en France, puis en Grande-Bretagne, qui dévoile la supercherie : le CCR-RP se coule, tout comme le NPA, LO, le POI ou le POID dans le moule de la politique des appareils, avec ses journées d'actions et ses grèves reconductibles sans perspectives.

> *Parallèlement à la poursuite des révoltes, ce qui est nou-*

veau comme forme de protestation, c'est l'entrée de secteurs de plus en plus importants de la classe ouvrière avec leurs méthodes traditionnelles de lutte, les grèves et les piquets. C'est le cas de la grève des raffineries françaises, qui a provoqué un grave problème de pénurie de carburant qui affecte de plus en plus l'ensemble de l'économie et a mis la question des salaires ainsi que des profits extraordinaires des grands groupes au centre de la politique nationale, ce qui n'était pas arrivé depuis des décennies. Ce mouvement de grève a mis le gouvernement sur la défensive, car il ne s'y attendait pas et a réagi tardivement en contre-attaquant avec une énorme perte de crédibilité dans l'opinion publique, comme dans les premiers moments de la crise du COVID (en minimisant les problèmes) au moment où il préparait sa contre-réforme des retraites. Mais surtout, il a remonté le moral du mouvement ouvrier, qui, dans de nombreux secteurs, est aujourd'hui en grève ou vote des actions pour se mettre en grève dans les prochains jours. Cette situation de menace d'extension de la grève dans les raffineries a contraint la direction de Total à négocier, ce qu'elle refusait de faire si les grévistes ne stoppaient pas la grève au préalable.

Encore une fois, pas un mot sur la dislocation organisée par les chefs syndicaux aux moyens des journées d'action, pas un mot sur le combat de front unique pour imposer le grève générale alors que la question de l'indexation immédiate des salaires sur l'inflation se pose pour toute la classe ouvrière, mais l'apologie de l'extension de la grève site par site, vieille tactique employée déjà depuis longtemps, notamment par le NPA, pour seconder les bureaucrates en épuisant les travailleurs les plus combattifs dans une lutte sans perspective.

En outre, alors que les grèves pour les salaires des derniers mois étaient restées isolées, de courte durée, et centrées autour d'un programme limité, celle des raffineurs a remis sur le devant de la scène la grève reconductible, la possibilité de revendiquer des augmentations ambitieuses et la nécessité de l'extension. (Révolution permanente, 20 octobre)

Au bout du compte, dans les raffineries où le CCR-RP a joué un rôle sur cette funeste orientation, les travailleurs n'ont pas obtenu autre chose après leurs grèves que les 5 % d'augmentation scandaleusement insuffisants que la CFDT avait signé avant les grèves…

En Grande-Bretagne, les syndicats sont sur le devant de la scène depuis des mois. Dans de nombreux secteurs de l'économie, les grèves se sont multipliées depuis l'été, atteignant un niveau jamais vu depuis l'offensive thatchérienne d'il y a 40 ans. Les cheminots, les dockers, les travailleurs d'Amazon, les enseignants, les postiers, les chauffeurs de bus, les infirmières du NHS, les éboueurs, les avocats, etc. se mobilisent pour réclamer des augmentations de salaire. L'irruption médiatique de Mick Lynch et Eddie Dempsey, dirigeants du RMT (syndicat des travailleurs du rail, des docks et des transports), inconnus jusqu'à récemment et devenus de véritables stars de la télévision, montre le retournement de situation par rapport aux années 1980.

Révolution Permanente

International | Racisme et violences d'État | Genre et Sexualités | Écologie | Jeunesse | Culture

GÉNÉRALISER LA GRÈVE

Malgré les coups, les raffineurs tiennent bon : construire la jonction le 18 octobre, reconduire ensuite

Total et le gouvernement ont joué toutes leurs cartes, mais malgré les pressions, les raffineurs de Total tiennent bon. Alors que la grève pourrait se répandre dans des secteurs stratégiques, il est possible de construire la jonction le 18 octobre pour une grève reconductible.

Damien Bernard | 14 octobre 2022

RP appuie la « journée d'action » du 18 octobre 2022 et appelle à « reconduire » dans un secteur isolé par les bureaucrates

Certes, il faut relever ce regain de combattivité de la classe ouvrière anglaise. Mais sur quoi une organisation révolutionnaire doit-elle mettre l'accent dans cette affaire pour aider les travailleurs ? Sur la trahison des directions syndicales qui hachent menu la mobilisation des travailleurs en mille et une journées d'actions, corporation après corporation, chacun son tour, sans jamais appeler à la grève générale pour vaincre le gouvernement. Mais le CCR-RP s'extasie sur les mobilisations sans rien dire.

Quelle organisation révolutionnaire RP prétend-elle construire ?

Pour le CCR-RP, « *ces processus s'inscrivent dans le contexte de la profonde polarisation politique qui se poursuit.* » D'un côté le développement de différents courants qui abritent différents degrés de bonapartisme, mais ne peuvent théoriquement être qualifiés de fascistes, en tous cas pas encore, comme Trump, Bolsonaro, Meloni, Le Pen, etc., ce qui est exact.

A l'autre pôle, les phénomènes politiques de la « gauche radicale » (à la gauche du réformisme traditionnel) continuent à se développer, qui dans de nombreux cas ont des points de contact avec les processus de lutte et d'organisation (comme aux Etats-Unis). Le dernier phénomène a avoir suscité la sympathie internationale est le nouveau gouvernement de Gabriel Boric au Chili.

Le gouvernement Boric est un gouvernement de front populaire dont le rôle est de servir de rempart à l'Etat bourgeois. La « *sympathie internationale* » dont parle RP n'est que la couverture des directions traitres à cette opération. Pourtant le CCR-RP met en garde à juste titre contre la politique d'alliance avec la bourgeoisie au nom de l'antifascisme que prône cette « *nouvelle gauche* » *aux cotés des réformistes :*

De même, contre la montée de l'extrême droite, que ce soit du côté de cette nouvelle gauche ou de celui de la gauche plus traditionnelle comme le Parti des Travail-

leurs au Brésil, on promeut des « fronts antifascistes », cherchant en général une expression électorale de ces derniers. Loin de devenir un outil pour arrêter l'avancée de ces mouvements réactionnaires, ennemis de toute la classe ouvrière, de femmes, de Noirs, d'indigènes et de la communauté LGBT, ces courants se transforment en leur contraire et génèrent la désillusion des forces prolétariennes et des opprimés, en désarmant les masses par leur pacifisme et en retournant la lutte de classe contre eux.

> *Contre cette politique de conciliation et l'idée qu'il y aurait urgence à utiliser les urnes et le vote comme une arme antifasciste efficace (le soi-disant vote antifasciste tactique), extrayant la confrontation avec le fascisme du terrain de la lutte physique entre les classes et l'insérant dans les canaux normaux de domination de la bourgeoisie en « temps de paix », la lutte contre le fascisme ne peut se faire que par la lutte des classes, avec une politique hégémonique de la classe ouvrière et indépendante de toutes les ailes de la bourgeoisie.*

Tout cela est juste, mais hélas, RP s'arrête là où tout commence. Le texte n'avance aucune perspective politique, aucun mot d'ordre, ne serait-ce que sur les situations les plus brûlantes de la lutte de classe mondiale, rien sur l'Iran, rien sur la Grande-Bretagne, rien sur la Chine, etc. Au contraire, il se conclut sur de bien pauvres souhaits franco-français :

> *Aujourd'hui, alors les multinationales qui réalisent des profits records se refusent d'accorder le moindre réajustement salarial en accordant, tout au plus, des « bonus » et des augmentations inférieures à l'inflation, cette lutte n'est pas seulement une lutte distributive de plus. Si elle devait se généraliser, elle prendrait un caractère politique d'affrontement avec l'ensemble de la classe capitaliste, son État et les gouvernements en place*

Le CCR-RP peut bien affirmer ;

> *C'est en ce sens, également, qu'il est urgent de s'atteler à la construction de partis révolutionnaires ayant une claire orientation stratégique et programmatique*

On n'en saura pas plus. Mettre au centre du programme la construction d'une internationale ouvrière, de partis révolutionnaires pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière, la destruction de l'Etat bourgeois, le gouvernement ouvrier appuyé sur les conseils, l'armement du prolétariat, le front unique pour imposer la grève générale ?

Rien de tout cela. Le texte se conclut ainsi :

> *Dans ce contexte, plus que jamais, une politique audacieuse est nécessaire pour briser le poids conservateur des différents secteurs de la bureaucratie syndicale, qui, comme au début de l'offensive néolibérale, prennent une part active aux attaques, comme c'est le cas de la CFDT, ou, pour les secteurs plus contestataires, se relocalisent sous pression de leur base et mènent quelques actions, mais sans rompre la logique de conciliation de classe qui les unit au régime bourgeois.*
>
> *Dans ce cadre, seule une tactique d'interpellation et de front unique avec les organisations ouvrières pour qu'elles appellent à la lutte, en même temps qu'une politique active au sein des syndicats pour les arracher des mains de leurs bureaucraties tout en développant les tendances à l'auto-organisation de tous les exploités, syndiqués ou non, peut offrir une perspective aux secteurs appauvris des classes moyennes et les empêcher d'être gagnés par l'impasse que représente l'extrême droite qui fait des immigrés les boucs émissaires de la crise.*

Mais toutes les directions syndicales, et pas seulement celle de la CFDT, prennent une part active aux attaques du gouvernement en participant systématiquement à toutes les négociations concertations sur les contreréformes ! Où est par exemple le mot d'ordre évident de front unique « Directions des syndicats, quittez immédiatement la table des concertations sur la prochaine contreréforme des retraites » ? Comment le CCR-RP peut-il prétendre arracher les syndicats des mains des bureaucrates sans combattre bec et oncles sur ce mot d'ordre ? Comment peut-il prétendre le faire s'il ne lance pas le mot d'ordre de front unique « Directions des syndicats, assez des actions disloquées, appelez à la grève générale pour vaincre le gouvernement » et non pas un vague « *qu'elles appellent à la lutte* » qui couvrent toutes les manœuvres et les trahisons ? Comment le CCR-RP peut-il prétendre développer les tendances à l'auto-organisation des masses si précisément il ne cherche pas à organiser les masses contre les directions traitres ?

Le Groupe marxiste internationaliste, quand le CCR-RP a expliqué qu'il voulait faire mieux que le NPA et LO, a proposé de participer au projet.

Alors que certains membres de base avaient compris l'intérêt d'intégrer l'expérience du GMI au projet, la direction n'a pas répondu et elle a même donné pour consigne de cacher les « réunions préparatoires ». On comprend pourquoi en étudiant ses documents remis si tardivement aux militants.

Le CCR-RP avait quitté le NPA pour, disait-il, construire une véritable organisation révolutionnaire. En réalité, il aurait tout aussi bien pu y rester. Sur le fond, c'est la même ligne politique, courir après tout ce qui bouge, ne pas affronter les bureaucraties syndicales. Pour ajouter une perle au collier international du PTS, le CCR-RP a créé une organisation centriste supplémentaire en France, sans aucune raison stratégique, sans rapport avec les besoins criants du prolétariat.

21 décembre 2022

Groupe marxiste internationaliste

GMI
Rosa Luxemburg (1871-1919)
30 mars

> *Il arrive aux aigles de descendre plus bas que les poules, mais jamais les poules ne pourront s'élever aussi haut que les aigles. Rosa Luxemburg était un aigle.* (Lénine, « Note d'un journaliste », février 1922, *Œuvres* t. 33, p. 212)

Rosa Luxemburg est née en le 5 mars 1871 en Pologne, alors territoire de l'empire russe, à Zamość (près de la frontière de l'actuelle Ukraine), dans une famille juive relativement aisée. Liée dès le lycée à l'organisation révolutionnaire clandestine Proletariat, elle se rend en Suisse en 1889, à la fois en raison du climat politique et du régime répressif du tsar et parce que c'est un des rares pays permettant aux femmes d'accéder à l'université.

En 1893, elle participe avec Jogiches, Marchlewski et Warshawski à la fondation de la Social-démocratie de Pologne (SDKP, à l'époque, les communistes s'appelaient sociaux-démocrates, sur le modèle du SPD allemand) qui s'affilie à l'Internationale ouvrière (IO). Après l'obtention en 1897 d'un doctorat portant sur le développement industriel de la Pologne et, défendant une lutte commune entre le mouvement ouvrier polonais et le mouvement ouvrier russe, elle part pour Berlin à l'été 1898 militer au plus grand parti ouvrier de l'époque, le SPD, tout en restant dirigeante de la SDKP.

Malgré un handicap physique, grâce à ses qualités d'oratrice, d'écrivaine et de théoricienne, elle développe une activité d'agitation politique dans le SPD, à l'occasion des élections, de la rédaction d'un journal, de la polémique contre la « révision du marxisme » opérée à partir de 1897 par Bernstein, qu'elle qualifiait de révisionniste, de renégat et d'adversaire du socialisme.

Cela lui a permis d'affuter ses armes théoriques et a donné lieu à la publication de *Réforme et révolution*, sous forme de cinq articles publiés en 1898-1899. Elle jugeait que la révolution socialiste n'était pas à l'ordre du jour en 1905 en Russie, en raison à la fois de l'isolement du pays et des conditions matérielles insuffisamment développées, avant de soutenir la révolution de 1917. Elle fut assassinée le 15 janvier 1919 par l'armée allemande sur ordre de la direction du SPD alors au gouvernement « des conseils » avec l'USPD, peu avant son ancien compagnon Leo Jogiches.

Rosa Luxemburg était à la fois une révolutionnaire et une théoricienne, une militante communiste et une internationaliste, une économiste et une anti-impérialiste. Elle est parfois présentée par des sociaux-démocrates, des anarchistes et des gauchistes comme une alternative à Lénine. Or, s'il est vrai que les controverses entre eux étaient nombreuses (sur la question nationale, sur le rôle du parti), la distance qui les sépare a toujours été infiniment plus courte que celle entre les révolutionnaires et les réformistes, notamment ceux de l'Internationale ouvrière qui a failli tels que Kautsky ou Plekhanov, ou les révisionnistes tels que Bernstein, contre qui elle a participé à la défense du programme communiste.

Une théoricienne marxiste

Rosa Luxemburg joua un rôle majeur dans la formation économique du mouvement ouvrier allemand, elle fut formatrice dans l'école du parti (SPD) créée en 1906 où, sur proposition de Bebel, elle remplaça Hilferding, interdit de séjour. Elle enseigna l'histoire économique et l'économie nationale quatre heures par semaine, ce qui donna lieu à trois ouvrages publiés de son vivant (*L'Accumulation du capital*, *Anticritique*, *Introduction à l'économie politique*) et à un recueil posthume (*À l'école du socialisme*).

> *Malgré toutes les embrouilles, je ne voudrais pas avoir à me passer de cette personne dans le parti. À l'école du parti, les radicaux, les révisionnistes et les syndicalistes la vénèrent tout autant, car elle était la meilleure enseignante. (*August Bebel, « Lettre à Victor Adler », 1910, citée par Georges Haupt dans *Luxemburg, Vive la lutte !*, p. 30)

Elle contribua ainsi au débat économique, avec notamment la reprise des schémas de reproduction du *Capital*, les notions de sous-consommation (plutôt que de surproduction) et de suraccumulation. Sa contribution majeure fut d'établir que la clé de la théorie de Marx est le dévoilement du caractère éphémère du capitalisme, en insistant sur la différence entre Marx et Ricardo. Elle juge néanmoins que *Le Capital* est resté inachevé, qu'aucun progrès n'a été réalisé depuis la mort d'Engels et que le matérialisme historique est resté insuffisamment élaboré. Elle parle malheureusement bien peu de dialectique, elle reste peu explicative sur sa méthode, semble accorder peu d'importance au fétichisme de la marchandise ou à la loi de la baisse tendancielle du taux de profit comme tous les marxistes de son époque (en 1929, Henryk Grossmann, un militant du Parti communiste polonais, sortit cette théorie de l'oubli).

Une dirigeante révolutionnaire

Rosa Luxemburg était convaincue que le pouvoir ouvrier était la clé de l'émancipation de l'humanité, toutefois elle était inquiète sur la capacité de se maintenir au pouvoir en constituant une minorité de la population. La majorité paysanne rendait plus probable une monarchie constitutionnelle en alliance avec les propriétaires fonciers, ce qui était loin de satisfaire Luxemburg, tant elle était convaincue que toute question politique et sociale doit être interrogée au regard des intérêts de la classe ouvrière.

Ses premiers textes politiques furent rédigés en 1893. Elle fut la principale dirigeante de la SDKP, une scission du PPS (Parti socialiste polonais, affilié à l'IO) empreint de nationalisme. Même si le PPS était plus large car la force d'un parti ne tient pas à la quantité de ses militants mais à leur qualité, leur compatibilité, leur cohérence. À 23 ans, elle intervint au 3e congrès socialiste international (à Zurich), en présence d'Engels, pour s'opposer au mot d'ordre d'indépendance de la Pologne. En 1896, la SDKP fut admise dans l'IO au congrès de Londres, aux côtés du PPS. Luxemburg ne cessa jamais de participer à la direction de la SDKP. Comme représentante de la SDKP, Luxemburg fut active de 1904 à 1914 au sein du Bureau socialiste international (l'organe de coordination de l'IO).

Rosa Luxemburg contribua à la création du Parti communiste allemand (KPD) à la suite de la révolution qui a provoqué en novembre 1918 le renversement de Guillaume II, la fin de la participation de l'impérialisme allemand à la guerre mondiale, le renversement des officiers par les soldats, l'occupation des entreprises par les ouvriers, la mise en place de conseils de soldats et d'ouvriers. 127 délégués communistes entrèrent à la chambre des députés le 30 décembre 1918 ou le 1er janvier 1919.

Le KPD résulta de la fusion de deux courants ayant quitté le SPD, qui avait voté les crédits de guerre : la ligue Spartakus (avec Liebknecht, Luxemburg, Mehring, Zetkin…) partisane d'une « realpolitik » révolutionnaire, un terme que Luxemburg associe à Marx et qui vise à associer les luttes immédiates à la perspective du dépassement révolutionnaire de ces luttes, et l'IKD (avec Radek, Knief, Frölich…) à penchant gauchiste. Luxemburg rédigea le programme. Les courants s'opposaient notamment sur les élections parlementaires et sur le rapport aux syndicats. Les spartakistes étaient favorables à une participation aux élections et à une action dans les syndicats, alors que l'IKD s'opposait à la participation aux élections par crainte du réformisme et souhaitait créer des organisations ouvrières « rouges » aux côtés des syndicats. Rosa Luxemburg n'a jamais versé dans le gauchisme mais se trouva en minorité dans le KPD, y compris contre Liebknecht, quand le parti déclencha une insurrection prématurée, sans avoir conquis une majorité dans les conseils d'ouvriers et de soldats. La fin de la vague révolutionnaire fut également celle de la ligne révolutionnaire du KPD, rapidement stalinisé.

Surprise comme beaucoup par l'irruption de la révolution en Russie en 1905, tant ce pays est arriéré et répressif, elle s'interrogea sur la voie à tracer, qui n'est pas celle des réformes ni celle des actions putschistes à l'écart des masses. Elle n'était pas convaincue que la Russie puisse accomplir la transition vers socialisme faute de l'existence des conditions préalables (le prolétariat était minoritaire, la Russie étant composée à 85 % de paysans sensibles à la propriété privée de la terre) et elle était partisane d'un renversement préalable du tsar par la classe ouvrière, en vue du développement d'une république démocratique à même de développer les conditions bourgeoises préalables au socialisme, à savoir une longue période d'industrialisation capitaliste. Elle avait beau critiquer le déterminisme des mencheviks, elle se situait plutôt dans une position intermédiaire entre mencheviks et bolcheviks.

Sa position a toutefois évolué avec la dynamique révolutionnaire. En 1904, dans *Questions d'organisation de la social-démocratie russe*, elle qualifiait de blanquiste la position que défendait Lénine dans *Un pas en avant, deux pas en arrière* en faveur d'un parti d'avant-garde, au sens où elle le jugeait détaché des masses. Pourtant en 1906, dans un texte sur la scission de la social-démocratie russe (« Blanquisme et social-démocratie »), elle était aux côtés des bolcheviks lorsque Plekhanov les qualifiait de blanquistes.

Reste que des divergences persistaient avec le Parti bolchevik, puisqu'elle n'était pas favorable à une alliance entre le prolétariat et la paysannerie, en raison du caractère dispersé de celle-ci. Elle s'opposait égale-

ment à la théorie de la révolution permanente de Trotsky, au sens où elle jugeait les obstacles objectifs trop importants pour être surmontés par des forces subjectives, en l'espèce un parti d'avant-garde centralisé et discipliné. Elle insistait sur l'absolue nécessité d'un soutien majoritaire des masses exploitées, d'autant qu'elle jugeait la classe ouvrière spontanément démocratique et socialiste.

Après la révolution d'octobre 1917, elle critiqua également le Parti bolchevik pour transformer la dictature du prolétariat en une dictature sur les masses dans son ouvrage écrit en prison en 1918, *La Révolution russe*, publié après sa mort. Cette position sera ensuite utilisée par les adversaires de la révolution russe pour faire du stalinisme le fils légitime du bolchévisme. Elle critiqua aussi Lénine et Trotsky pour avoir autorisé les minorités nationales à se séparer, avoir donné la terre aux paysans, avoir dissous l'Assemblée constituante et avoir signé la paix avec l'empire allemand. Mais, au feu de la révolution allemande de 1918-1919, Luxemburg comprit qu'une assemblée constituante pouvait servir à la contrerévolution.

Une internationaliste

Elle s'opposait fermement aux persécutions du tsarisme envers la langue polonaise. Elle était juive mais se préoccupait peu des spécificités de la population juive, elle était critique à l'égard du séparatisme du Bund, plus encore à l'égard du sionisme.

Son internationalisme était intransigeant. Contre Bernstein qui défendait l'égalité des droits des impérialismes (France, Angleterre, Allemagne, Espagne) sur le Maroc, elle était en faveur du droit à l'indépendance. Dans « La question polonaise et le mouvement socialiste » (1905) elle distinguait le droit légitime à l'indépendance et la désirabilité de l'indépendance ; dans ses notes sur la révolution russe « La tragédie russe » (1918), elle qualifiait le droit des nations à l'autodétermination de phraséologie creuse et petite-bourgeoise. Elle rejetait par exemple le soutien du POSDR au droit de la Pologne (qui était alors partagée entre Russie, Autriche et Allemagne) à créer son propre État au sens où il s'agit d'exigences de l'aristocratie ou de certaines couches de la petite-bourgeoisie.

Reste qu'après la déflagration du 4 aout 1914 elle appela à la constitution d'une nouvelle internationale ouvrière, contre Kautsky pour qui l'Internationale ne vaut pas pour des temps de guerre. Elle réunit Mehring, Marchlewski, Meyer, Hermann, Dunker, Pieck, puis Zetkin et Liebknecht à Berlin le soir du 4 aout, ce qui donna lieu à la publication de *Die Internationale*, qui sans ambigüité évoque un effondrement historique.

Convaincue que seul le socialisme international peut préserver la paix, elle était favorable à une internationale centralisée, et fut pour cette raison critiquée par Liebknecht, dans des termes ironiquement similaires à ceux qu'elle adressait à Lénine dix ans plus tôt (trop de centralisme et de discipline, pas assez de spontanéité).

Elle était farouchement opposée à la guerre des bourgeois, qu'elle concevait comme un trait de l'incapacité pour le capitalisme de fonctionner sans parasiter (et donc détruire) les autres modes de production. Pour elle les guerres servent à transformer les pays non capitalistes produisant leur propre subsistance afin qu'ils puissent constituer des débouchés et donc des profits pour les capitalistes. L'annexion des terres (colonisation) permet ainsi de détruire les formes collectivistes traditionnelles (communisme primitif, économie de subsistance, les peuples indigènes constituant un obstacle à la pénétration du capitalisme) en faveur de la propriété privée et de l'économie de marché afin d'extraire la plus-value. Aussi elle s'opposait au colonialisme dans les Antilles, à Madagascar, en Afrique du sud, à la guerre de l'opium en Chine…

Rosa Luxemburg, qui parlait yidiche, polonais, russe, allemand et français, a toujours combattu l'opportunisme du belge Vandervelde [voir *Cahier révolution communiste* n° 24] et du français Jaurès à cause de ses concessions à la 3e république et à l'état-major lors de l'affaire Dreyfus de 1894 à 1906, de son soutien à la participation du « socialiste » Millerand à un gouvernement bourgeois de 1899 à 1902, de son patriotisme sur la question de l'armée en 1911 [voir le recueil *Le Socialisme en France,* Agone & Smolny].

Elle était fidèle aux résolutions de l'IO contre la guerre impérialiste : *« Si on nous demande de prendre les armes contre nos frères français ou contre nos frères d'autres pays, nous déclarerons : Non et non nous ne ferons pas cela »* (novembre 1913). Accusée par le procureur public d'appel à la désobéissance, elle fut condamnée à un an de prison à la suite d'un procès (février 1914) au cours duquel elle dénonça le militarisme et défendit la nécessité d'appeler à la grève générale.

C'est en prison, en 1915, qu'elle rédigea la *Brochure de Junius*, dans laquelle elle conçoit la guerre mondiale comme un prolongement de la violence coloniale. C'est dans ce texte que sa position évolue en faveur du socialisme et de l'inévitable effondrement du capitalisme, l'alternative étant « socialisme ou barbarie ». D'où son enthousiasme pour la révolution russe de 1917.

> *Tout ce qu'un parti peut apporter, en un moment historique, en fait de courage, d'énergie, de compréhension révolutionnaire et de conséquence, les Lénine, Trotsky et leurs camarades l'ont réalisé pleinement. L'honneur et la capacité d'action révolutionnaire, qui ont fait à tel point défaut à la social-démocratie, c'est chez eux qu'on les a trouvés. En ce sens, leur insurrection d'Octobre n'a pas sauvé seulement la révolution russe, mais aussi l'honneur du socialisme international.* (*La Révolution russe,* 1918)

20 novembre 2022

Groupe marxiste internationaliste

GMI
Algérie : le mouvement ouvrier français à l'épreuve du colonialisme (1827-1962)
24 octobre

La conquête par les monarchies

Au début du 19e siècle, ce qui deviendra l'Algérie, peuplé majoritairement d'Arabes, minoritairement de Kabyles (Berbères) et de Juifs, est encore une province de l'empire ottoman.

> *Pour se protéger des émeutes, les Turcs fondèrent des colonies militaires… Leur superficie grandit avec chaque génération à la suite e de confiscations de biens appartenant à des tribus rebelles… En même temps, le gouvernement turc favorisa grandement la concentration de la propriété privée entre les mains d'institutions religieuses ou de bienfaisance.* (Karl Marx, « Notes sur le livre de Kovalevski », 1879, *Sur les sociétés précapitalistes*, ES, 1978, p. p. 388-389)

Le colonialisme s'inscrit dans la phase d'ascension du mode de production capitaliste, comme élément décisif de son renforcement en Europe et de son extension à l'échelle mondiale. En 1827, se saisissant d'un prétexte, la France entame le blocus de la Régence d'Alger. Puis, le 14 juin 1830, la monarchie débarque des troupes. Le 3 juillet 1830, la flotte française entreprend de bombarder la ville. Alger est prise le 5 juillet et le Dey d'Alger signe la reddition. Mais la capitulation ne marque pas la fin des combats. Jusqu'en 1871, le colonialisme français va mener une politique d'extermination des cadres économiques et politiques traditionnels, une politique de spoliation et de déplacement des populations.

> *Là où il y a de l'eau fraiche et des terres fertiles, il faut placer des colons, sans se préoccuper de savoir à qui ces terres appartiennent.* (Général Bugeaud, massacreur de l'insurrection parisienne de 1834, *Discours à la Chambre*, 1840)

La colonisation brutale se heurte à l'insoumission des « indigènes » pour conserver leurs terres et s'opposer à l'expropriation, en particulier l'insurrection conduite par Abd El-Kader de 1834 à 1848 que le général Bugeaud est chargé de mater.

> *Depuis la première occupation de l'Algérie par les Français et jusqu'à présent, ce pays malheureux a été l'arène d'incessantes effusions de sang, de rapines et de violences. Chaque ville, grande et petite, a été conquise successivement au prix d'immenses sacrifices. Les tribus arabes et kabyles qui apprécient l'indépendance par-dessus tout et pour qui la haine de la domination étrangère est un principe plus cher que la vie elle-même ont été écrasées par de terribles razzias, au cours desquelles leurs habitations et leurs biens ont été brulés et démolis, les récoltes détruites sur pied et les malheureux survivants massacrés ou livrés à toutes les horreurs de la débauche et de la brutalité… Les bulletins et les journaux français abondent en affirmations concernant la paix et la prospérité en Algérie. Ce n'est cependant qu'un tribut à la vanité nationale. Les régions intérieures du pays ne sont pas colonisées jusqu'à présent. La domination française est parfaitement illusoire, sauf sur le littoral et à la proximité des villes. Les tribus manifestent toujours leur indépendance et leur haine du régime français, et le système atroce des razzias n'a pas été abandonné.* (Friedrich Engels, « Algérie », *New American Encyclopaedia,* 1857)

En 1870, le second Empire accorde la pleine nationalité aux « indigènes » de religion israélite. Cela permet aux autorités françaises d'introduire la division au sein de la population.

La République poursuit la colonisation

La 3e République bourgeoise née de l'écrasement de 1ae République ouvrière, la Commune de Paris, prend le relais des monarchies et octroie aux colons le domaine forestier, les surfaces non cultivées ainsi que les terres confisquées à titre punitif comme celles qui seront volées aux Kabyles en représailles de leur révolte de 1871.

> *La France avait entrepris la conquête de l'Algérie en proclamant les mots d'ordre de la lutte contre l'esclavage et de l'instauration de la civilisation. La pratique allait bientôt montrer ce qui se cachait derrière ces phrases. On sait qu'au cours des quarante années écoulées depuis la conquête de l'Algérie, aucun État européen n'a changé aussi souvent de régime politique que la France. À la Restauration avait succédé la révolution de Juillet et la royauté bourgeoise, celle-ci fut chassée par la révolution de Février qui fut suivie de la seconde République, du second Empire, enfin de la débâcle de 1870 et de la troisième République. La noblesse, la haute finance, la petite bourgeoisie, les larges couches de la moyenne bourgeoisie se cédaient successivement le pouvoir politique. Mais la politique française en Algérie demeura immuable à travers ces vicissitudes… La destruction et le partage systématiques et conscients de la propriété collective, voilà le but et le pôle d'orientation de la politique coloniale française pendant un demi-siècle, quels que fussent les orages qui secouèrent la vie politique intérieure… Il fallait détruire la propriété collective surtout pour abattre la puissance des familles arabes comme organisations sociales, et briser ainsi la résistance opiniâtre contre la domination française ; cette résistance se manifestait, malgré la supériorité de la puissance militaire française, par de constantes insurrections de tribus, ce qui entrainait un état de guerre permanent dans la colonie. En outre, la ruine de la propriété collective était la condition préalable à la domination économique du pays conquis ; il fallait en effet arracher aux Arabes les terres qu'ils possédaient depuis un millénaire pour les confier aux mains des capitalistes français.* (Rosa Luxemburg, *L'Accumulation du capital*, 1913, Maspero, *Œuvres* t. 4, p. 50)

En 1889, la 3e République donne sans restriction la nationalité française aux paysans pauvres espagnols et italiens qu'elle installe au détriment des Arabes et des Berbères.

Par contre, ces derniers n'ont pas les mêmes droits. Les colonisés « musulmans » restent justiciables de dispositions d'exception. Le *Code de l'indigénat* de 1881 de l'État bourgeois français qui s'affirme le phare de la démocratie dans le monde, interdit les réunions sans autorisation, les déplacements sans permis de voyage, etc. Aux peines individuelles, peuvent s'ajouter des peines ou amendes collectives infligées aux tribus ou aux douars.

La colonisation de peuplement en Algérie aboutit, contrairement aux protectorats du Maroc, de la Tunisie et de la Syrie-Liban (où la domination française s'appuie sur les classes dominantes locales et l'appareil d'État hérité de l'empire ottoman), à la liquidation de l'appareil étatique précapitaliste arabo-turc et à l'affaiblissement des propriétaires fonciers, de la bourgeoisie commerciale et usuraire, du clergé musulman qui leur est lié.

> *La colonisation et la décolonisation de l'Algérie ont emprunté une tout autre voie : la conquête militaire puis la politique « d'assimilation » à la métropole devaient conduire à la destruction complète des structures étatiques de la régence turque et au dépérissement des chefferies indigènes. L'appareil de domination coloniale fut ainsi construit de toutes pièces tandis que s'effondraient grandes familles et classes moyennes traditionnelles : lettrés, cadis, marchands.* (Kader Ammour, Christian Leucate, Jean-Jacques Moulin, *La Voie algérienne*, Maspero, 1974, p. 136)

La possibilité que la classe ouvrière prenne la tête de la lutte pour l'émancipation nationale n'en était que plus grande. Mais cette possibilité qui aurait ouvert la voie du socialisme sur les deux rives de la Méditerranée nécessitait un parti pour qui la solidarité des travailleurs français avec les travailleurs algériens était primordiale. Pour les « réformistes » d'avant 1914 (PS-SFIO) et pour les staliniens d'après 1934 (PCF), la soumission à la bourgeoisie française l'emportait.

La division du socialisme sur le colonialisme

Parmi les multiples organisations socialistes de la fin du 19e siècle, seuls les révolutionnaires, en France le Parti ouvrier (PO) marxiste dirigé par Guesde et Lafargue et le Comité révolutionnaire central (CRC) blanquiste dirigé par Vaillant condamnent toute forme de colonisation. Ainsi, le Congrès du PO de Romilly (1895), adopte à l'unanimité une motion qui considère la politique coloniale comme « *une des pires formes de l'exploitation capitaliste ; elle tend exclusivement à élargir le champ des profits de la classe possédante, en privant de ressources, en vidant de son sang le prolétariat producteur* », explique que les expéditions coloniales « *entreprises sous prétexte de civilisation et d'honneur national aboutissent à la corruption et à la destruction des populations primitives et déchainent sur la nation colonisatrice elle-même toute espèce de fléaux* ».

Par contre, les courants réformistes comme la Fédération des travailleurs socialistes de France dirigée par l'ancien bakouniniste Paul Brousse justifient le colonialisme.

> *Nous sommes de ceux qui pensent que la colonisation, garantissant aux populations indigènes de sérieuses conditions d'existence, de développement intellectuel et moral, et bénéficiant d'autre part, au peuple travailleur de la métropole, donnerait une impulsion puissante au progrès de la vraie civilisation, à la diffusion internationale des idées de travail et de justice.* (cité par Mahmoud Faroua, *La Gauche en France et la colonisation de la Tunisie*, L'Harmatan, 2013, p. 159)

6me Année (4e Série) N° 24 PARAISSANT LE DIMANCHE 15 Septembre 1895.

LE SOCIALISTE

ORGANE CENTRAL DU PARTI OUVRIER

ABONNEMENTS
Trois Mois, 1 fr. 50 ; Six Mois, 3 fr. ; Un an, 6 fr.
10 Centimes le Numéro

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
au Siège du Conseil National
PARIS. — 132, RUE MONTMARTRE, 132, — PARIS

Adresser demandes et mandats
à l'administrateur délégué
RENÉ CHAUVIN

CONGRÈS NATIONAL DE ROMILLY

La politique coloniale

Considérant que la politique coloniale est une des pires formes de l'exploitation capitaliste, qu'elle tend exclusivement à élargir le *champ des produits* de la classe possédante en épuisant de sang et d'argent le prolétariat producteur ;

Considérant que ces expéditions entreprises sous prétexte de civilisation et d'honneur national aboutissent à la corruption et à la destruction des populations primitives et déchaînent sur la nation colonisatrice elle-même toute espèce de fléaux (absinthisme rapporté d'Algérie, généraux de coups d'Etat et de massacres civils, étiolement et dégénérescence de la race, etc.) ;

Considérant que dans Madagascar annexé après le Tonkin et le Congo, la petite France capitaliste n'a vu et cherché que l'écoulement fructueux de produits de leur travail, volés aux travailleurs de France et une nouvelle source de tripotages financiers.

Considérant que la seule façon réellement humaine d'assurer des débouchés à la production mécanique moderne est de supprimer la barrière des classes et de permettre aux producteurs, maîtres sous la forme sociale des moyens de production, de consommer eux-mêmes les richesses sorties de leur activité manuelle et individuelle.

Le XIIIe Congrès national du Parti ouvrier français s'élève de toutes ses forces contre les flibusteries coloniales pour lesquelles aucun socialiste conscient ne votera jamais ni un homme ni un sou.

(Voté à l'unanimité).

Le réformiste Jean Jaurès s'y associe.

> *L'Empire nous a fait perdre 2 provinces, la République nous a donné 2 colonies* (*Avenir du Tarn*, 27 octobre 1885)

Hélas, dès le début du 20e siècle, le POF (issu du PO) et le PSR (issu du CRC) régressent vers le réformisme et le patriotisme. Si bien que l'unification en 1905 de tous les courants socialistes -sous la pression de l'Internationale ouvrière ne profite guère à l'internationalisme. Le Parti socialiste-SFIO est aussi ambigu que son chef Jaurès. Il ne se réclame pas du marxisme et il ne récuse pas le colonialisme.

> *Si la plupart des socialistes sont opposés aux « aventures coloniales », c'est-à-dire à l'acquisition de colonies nouvelles, il n'en est pas un pour demander sérieusement l'abandon des vieilles colonies. Un tel abandon nuirait certainement à la métropole et il ne profiterait pas aux indigènes, qui, incapables de défendre leur indépendance, tomberaient sous une autre domination, probablement plus dure. En outre, si notre doctrine nous oblige à respecter le droit des indigènes, elle nous commande aussi la mise en valeur de toutes les formes naturelles du globe… La politique socialiste, tenant compte à la fois des principes et des réalités serait une politique de tutelle ; elle verra dans les indigènes des mineurs et elle s'efforcera de les préserver des maux que tend à entrainer pour eux l'introduction nécessaire et légitime de l'économie civilisée dans leur domaine ; en même temps elle les initiera patiemment et modestement à la civilisation du côté où elle leur est accessible.* (*La Revue socialiste*, janvier 1912)

La Première Guerre mondiale et la chair à canon indigène

Longtemps contenus, les antagonismes entre puissances impérialistes conduisent à la Première guerre mondiale à l'été 1914. Le 2 aout, balayant toutes les résolutions antérieures, Vaillant déclare : *« en présence de l'agression, les socialistes accompliront tous leur devoir pour la patrie »*. Le 4 aout, les députés SFIO votent les crédits de guerre, et le 26 aout, Guesde prend place dans le gouvernement d'union sacrée. La CGT fondée par les anarchistes rejoint, elle aussi, l'Union sacrée.

Dès lors, il n'est plus question pour les sociaux-patriotes de s'opposer au colonialisme de leur bourgeoisie. Les colonies ne doivent pas tomber aux mains de l'ennemi.

Sans vergogne, la 3e République et ses ministres « socialistes » embrigadent 172 000 jeunes algériens dans l'armée et en déportent 100 000 autres en France pour remplacer la main d'œuvre partie au front. La boucherie impérialiste fera 25 711 tués, 72 035 blessés dans les régiments indigènes.

Au sortir de la guerre, les « élites » d'Afrique du nord, représentées par le Mouvement des jeunes algériens, qui avaient cru aux 14 points du président américain Wilson concernant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sont déçues. Loin d'accorder l'indépendance aux pays colonisés, les impérialismes vainqueurs se partagent les colonies allemandes.

Le Code de l'indigénat, qui avait été suspendu par l'Assemblée nationale, en juillet 1914, est reconduit en aout 1920, par la chambre « bleu horizon » élue en novembre 1919, sonnant le glas des espoirs du courant de l'assimilation dans cet « impôt du sang » pour obtenir des droits politiques en échange.

Par contre, le premier pas de la révolution socialiste en Russie engendre de grands espoirs dans la classe ouvrière du monde entier, notamment dans le prolétariat immigré au sein des métropoles.

L'Internationale communiste contre le colonialisme

Grâce au regroupement des internationalistes en 1915 (la Gauche de Zimmerwald animée par Lénine, Zinoviev et Radek) et au pouvoir des soviets issu de la Révolution d'octobre 1917, une nouvelle internationale ouvrière nait

en 1919. La 3e Internationale rompt fermement avec le colonialisme.

> *Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la 3e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de « ses » impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.* (2e congrès de l'IC, « Conditions d'admission des partis dans l'Internationale communiste », juillet 1920, *Quatre premiers congrès de l'Internationale communiste*, Maspero, 1969, p. 40)

Certes, le Parti socialiste qui (à l'exception d'une minorité qui conserve le nom de PS-SFIO) adhère à l'IC lors du Congrès de Tours en 1920 n'en a pas pour autant fini avec son passé réformiste et social-impérialiste. Ainsi, au Congrès de Marseille (1921), il adopte la résolution suivante :

> *Une autre difficulté réside dans l'inaptitude à peu près générale des indigènes à s'émanciper eux-mêmes. Ils n'ont pas de pensée révolutionnaire ; dans beaucoup de colonies, ils sont habitués à la servitude et ne conçoivent pas encore la possibilité de s'en délivrer.* (*Bulletin communiste*, 14 février 1922)

En Algérie, une section du Parti communiste va encore plus loin.

> *Considérant que les indigènes de l'Afrique du Nord sont composés en majeure partie d'arabes réfractaires à l'évolution économique, sociale, intellectuelle et morale indispensable aux individus pour former un État autonome, capable d'atteindre la perfection…* (« Motion de Sidi-Bel-Abbès », 22 avril 1921, *La Lutte sociale*, mai 1921)

Le parti est rappelé à l'ordre par l'internationale.

> *La section de Sidi-Bel-Abbès ne peut pas admettre la révolte, et surtout la révolte victorieuse des indigènes dans les colonies parce que s'ils commettent cette bêtise de se libérer de la domination bourgeoise française, ils retourneront à la féodalité, et les communistes français d'Algérie ne peuvent pas tolérer qu'à la suite d'une émeute révolutionnaire, les pauvres indigènes se libèrent de la bourgeoisie française et retombent dans la féodalité ! Quant à nous, nous ne pouvons tolérer deux heures, ni deux minutes, des camarades qui ont une mentalité de possesseurs d'esclaves.* (Léon Trotsky, « Rapport au 4e congrès », 1 décembre 1922, *Le Mouvement communiste en France*, Minuit, 1967, p. 256)

PS-SFIO et PC-SFIC face à la Guerre du Rif

La section française de la 3e Internationale va, pour une brève période, appliquer effectivement une politique internationaliste. Au sein de l'émigration, parmi les ou-

COMITÉ D'ACTION
PARTI COMMUNISTE — C. G. T. U. — A. R. A. C. — JEUNESSES COMMUNISTES

Aux Travailleurs!
Aux Soldats!

Le Bloc des Gauches avait promis la paix et il déclanche une grande offensive contre les Riffains.

C'est la Guerre !

Guerre voulue et préparée par l'impérialisme français :

POUR *s'emparer des richesses minières du Rif, permettre à la Banque de Paris et des Pays-Bas de réaliser de nouveaux et scandaleux profits, satisfaire les ambitions militaires du sondard Lyautey et de sa clique.*

Des complications internationales menacent d'élargir le conflit et d'entraîner les peuples vers un massacre général, comme en 1914. — La classe ouvrière ne se battra plus pour les financiers et les industriels.

Elle est contre cette nouvelle Guerre coloniale

Des soldats français et coloniaux sont tués chaque jour sur le front marocain. La maladie, les fatigues, le soleil d'Afrique aggravent encore les conditions de guerre.

L'occupation du Maroc a déjà coûté aux ouvriers et aux paysans de France :

12.000 Morts & 4 Milliards de francs!

ASSEZ DE SANG !

PAIX IMMÉDIATE AVEC LE RIFF !

Les démocrates et les « chefs » socialistes qui prétendent défendre le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », qui se réclament de la tradition de Jaurès, lequel dénonça toujours avec force le "guépier marocain", vont-ils se contenter de simples déclarations verbales ?

Les socialistes qui se sont d'abord abstenus sur le vote des crédits de guerre pour le Maroc, n'élèvent aujourd'hui aucune protestation.

Vont-ils continuer à se rendre complices des Lyautey, Painleve et Caillaux qui font assassiner vos enfants et vos frères pour spolier le peuple Riffain ?

Qu'attendent-ils pour exiger la PAIX AU MAROC ?

AVEC NOUS, les ouvriers et les paysans SOCIALISTES & SYNDICALISTES REFORMISTES réclameront :

L'évacuation immédiate du Maroc !
La reconnaissance de la République du Riff !

LE MAROC AUX MAROCAINS!

CAMARADES SOLDATS !

On vous envoie criminellement contre les Riffains pour servir les intérêts des ploutocrates et des généraux au service de la Haute Finance.

Contre ceux qui vous poussent au massacre!

FRATERNISEZ AVEC LES RIFFAINS !

A BAS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS !
VIVE L'INDÉPENDANCE DES PEUPLES COLONIAUX !

(*Spécialité d'affiches*) LA COOPTYPOGRAPHIE (Société Ouvrière d'Imprimerie), 11, rue de Metz, Courbevoie 20232

vriers restés, après la guerre, dans les usines et les mines du Nord, de la Lorraine, de la région parisienne, de Lyon et de Marseille, le Parti communiste recrute les premiers militants magrébins (essentiellement algériens). Le 7 décembre 1924, se tient, à l'initiative du PC, le Premier Congrès des travailleurs nord-africains. 150 travailleurs des usines de la région parisienne y adoptent un *Programme de revendications politiques et économiques* qui, pour la première fois, se prononce *« pour l'indépendance des colonies »*.

En 1924, le gouvernement du Bloc national de Poincaré (FR, AD, AL…) décide de soutenir l'Espagne dans sa lutte contre les Kabyles du Rif. Mais alors qu'il est battu au cours de cette même année par le Cartel des gauches (PR, PS-SFIO…), la politique coloniale française ne change pas. Le PS-SFIO se prononce pour la *« paix pour le Rif »* tout en participant au gouvernement qui envoie les maréchaux Lyautey et Pétain conduire la guerre contre Abd-El-Krim au Maroc.

Seul le PC-SFIC mène une lutte contre le colonialisme français. Il soutient le mouvement qui s'est créé en Algérie autour de l'émir Khaled et gagne ainsi de l'influence parmi les travailleurs algériens en France. Il incite à *« la fraternisation entre les soldats français et l'armée du Rif »* et se prononce pour « *l'évacuation complète du Maroc par la France »*. Le Parti communiste organise des grèves de dockers, fait de la propagande antimilitariste dans la jeunesse, organise des manifestations dans toute la France contre la guerre.

Pourtant, l'accent est déjà mis plus sur la « paix pour le Rif » que sur le droit à l'indépendance des colonies. En 1925, l'Opposition de gauche a été défaite en URSS et la bureaucratie qui a pris le contrôle de l'État ouvrier proclame le « socialisme dans un seul pays ». À sa

tête, Staline, Zinoviev et Boukharine cherchent à passer des alliances avec les bourgeoisies nationales. L'IC abandonne la révolution prolétarienne mondiale pour constituer des « blocs nationaux-révolutionnaires » dans les pays dominés, comme le Guomindang en Chine. En France, le PC présente l'émir Khaled, un représentant de la bourgeoisie algérienne, comme un héros au même titre qu'Abd El Krim.

La création de l'Étoile nord-africaine par l'Internationale communiste

Début 1926, après la campagne contre la guerre du Rif, le comité directeur du PC fonde une organisation de travailleurs magrébins : l'Étoile nord-africaine. Son influence s'exerce avant tout sur les ouvriers algériens dans la mouvance du PC. À sa fondation, elle est laïque et réclame *« le droit à l'électorat et à l'éligibilité à toutes les assemblées, y compris le Parlement, au même titre que les autres citoyens français »*. La première assemblée générale désigne le Comité central. Messali est nommé secrétaire général, Ali Abdelkader président et l'émir Khaled président d'honneur.

> *L'Étoile nord-africaine émane à la fois de l'Union intercoloniale qui rassemble à Paris les coloniaux sympathisants communistes ou communistes et de cet autre milieu qui ne s'en distingue pas entièrement, qui est celui du groupement des immigrés coloniaux dans la CGTU… À sa naissance, l'ENA se trouve en concordance, bien plus qu'avec le Parti communiste, avec le noyau anticolonialiste et avec l'Internationale communiste…* (René Galissot, « Le socialisme dans le domaine arabe », *Histoire générale du socialisme*, PUF, 1977, t. 3, p. 576)

L'Étoile nord-africaine est un possible embryon d'un parti ouvrier révolutionnaire du Maghreb. Mais la bureaucratisation de l'URSS, la stalinisation de l'IC et la régression sociale-patriote du PC vont rejeter l'ENA vers le nationalisme et le cléricalisme. Son dirigeant Messali Hadj, faute de choisir la classe ouvrière mondiale et d'adopter le marxisme défendu par l'Opposition de gauche de l'IC, sera l'artisan cette évolution.

En 1927, Chadly Khairallah, un bourgeois tunisien, est nommé président de l'ENA. L'IC convoque un « Congrès antiimpérialiste », qui se tient à Bruxelles le 12 février 1927 auquel participe, entre autres, le Guomindang de Chiang. À cette occasion, Messali revendique l'indépendance de l'Algérie, réclame le retrait total des troupes d'occupation, une assemblée constituante élue au suffrage universel et l'instruction gratuite obligatoire à tous les degrés en langue arabe. Mais il s'adresse déjà à *« tous les Algériens »*, fait référence à la religion et proclame son respect de la propriété privée.

Au printemps 1927, le Guomindang écrase la révolution chinoise. En 1928, affolé par les risques de restauration capitaliste en URSS, Staline rompt avec Boukharine et décide une collectivisation féroce des campagnes. L'IC abandonne brutalement le « front uni antiimpérialiste » au profit de la ligne « classe contre classe » et dénonce les organisations « nationales révolutionnaires ». C'est la « troisième période d'erreurs de l'Internationale communiste ». L'IC demande au PC de veiller *« à ce que l'Étoile nord-africaine ne se développe pas sous la forme d'un parti »*. Par conséquent, en 1928, le PC suspend son aide matérielle à l'ENA. En Algérie même, le PC-SFIC stalinisé est encore plus incapable d'œuvrer à l'émergence d'un parti ouvrier révolutionnaire qui rassemble travailleurs arabes, berbères, juifs et européens.

La dégénérescence de l'ENA en organisation nationaliste et cléricale

La répression impitoyable, qu'aucun changement de gouvernement ni même de République n'interrompt durablement, empêche l'intégration des organisations nationalistes des colonies au capitalisme français et à l'État bourgeois qui le protège.

L'Étoile nord-africaine se construit d'abord en France, à partir d'une base d'immigrés, petits commerçants et surtout salariés laissés sans perspective propre à cause de l'abandon par l'IC de son programme internationaliste initial. Messali utilise les méthodes d'organisation autoritaires copiées de l'IC dirigée par Zinoviev puis Staline pour empêcher que la base ouvrière contrôle l'organisation. Les ouvriers venus d'Algérie sont séparés de leurs camarades français et immigrés des autres pays, mis au service d'un appareil petit-bourgeois qui a vocation à devenir la classe dominante d'un État algérien capitaliste indépendant.

L'Étoile nord-africaine élit Messali président en 1933. Le congrès adopte un programme qui avance, à juste titre, des mots d'ordre démocratiques : amnistie, abolition du code de l'indigénat, libertés de presse, de réunion, de grève, droit de voyager, égalité juridique, Assemblée algérienne élue au suffrage universel (une revendication qui est scandaleusement rejetée par le PS-SFIO et abandonnée par le PC-SFIC). Cependant, il ne détermine pas les forces sociales capables de réaliser un programme démocratique conséquent. Il n'est à aucun moment question des classes sociales, ni en France, ni en Algérie. Le congrès interdit l'appartenance au PC.

En matière de propriété, le programme de l'ENA se borne à réclamer la remise au futur État algérien des banques, des mines, des infrastructures et la restitution des terres confisquées aux paysans. Explicitement, il respecte non seulement la petite, mais *« la moyenne propriété »* foncière.

Pour assurer la réussite de ce projet bourgeois et de cette manipulation de la base majoritairement ouvrière, le chef de l'ENA, Ahmed Messali (qui se fait appeler « El Hadj », une appellation religieuse), recourt aux idéologies qui assurent la cohérence des sociétés précapitalistes (la religion) et capitalistes (le nationalisme).

> *Pour se libérer du joug, les musulmans doivent s'organiser. L'Étoile nord-africaine est là pour les guider et les conduire à la victoire.* (Ahmed Messali, 23 décembre 1933, cité par Benjamin Stora, *Messali Hadj*, Le Sycomore, 1982, p. 109)

Or, toutes les religions défendent le patriarcat et la propriété privée. Contre l'indépendance de la classe ouvrière, contre l'internationale ouvrière, contre le marxisme, Messali décide que l'obscurantisme sera inculqué aux membres de l'ENA (Stora, p. 110). Le vocabulaire religieux imprègne tous ses discours (p. 111).

À partir de 1935, l'identité visuelle de l'ENA (qui préfigure le drapeau algérien actuel) recourt aux couleurs et aux symboles de l'islam, écartant les chrétiens, les athées et les israélites, nombreux à se révolter contre le colonialisme.

L'implantation de l'ENA en Algérie à partir de 1936 lui procurera une base sociale de commerçants, de propriétaires fonciers, de fonctionnaires subalternes et de prêtres musulmans qui conforteront l'orientation nationaliste bourgeoise tracée par Messali. Dès lors, leurs fils fourniront l'encadrement qui soumettra la base paysanne (en Algérie) et ouvrière (en France) au projet capitaliste de la petite-bourgeoisie urbaine.

En 1935, Staline subordonne le prolétariat à la bourgeoisie

De nombreux travailleurs immigrés et l'Étoile nord-africaine participent à la manifestation organisée contre l'attaque de l'Assemblée nationale menée par les ligues fascistes en février 1934. Le gouvernement d'Union nationale de Doumergue interdit l'ENA et fait condamner Messali à un an de prison ferme.

Après la victoire de Hitler à laquelle il a tant contribué par l'orientation du « social-fascisme » et face la menace que le militarisme allemand représente désormais pour l'URSS, Staline décide un tournant de la diplomatie de l'URSS. Ainsi, un pacte franco soviétique est signé en 1935 à Paris.

> *MM. Staline, Molotov, Litvinov et M. Pierre Laval ont été pleinement d'accord pour reconnaitre, dans l'état actuel de la situation internationale, les obligations qui s'imposent aux États sincèrement attachés à la sauvegarde de la paix et qui ont clairement manifesté cette volonté de paix par leur participation à toute recherche de garanties mutuelles. Le devoir tout d'abord leur incombe dans l'intérêt même du maintien de la paix de ne laisser affaiblir en rien les moyens de leur défense nationale. À cet égard, M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité.* (Communiqué, 8 mai 1935)

L'Internationale communiste va, comme l'IS, pratiquer l'alliance avec la bourgeoisie « nationale » ou « démocratique ». Le PCF modifie sa position vis-à-vis de la « défense nationale », mais aussi à propos des colonies. Au prétexte qu'elles pourraient tomber aux mains d'Hitler et de Mussolini, le PCF s'oppose à l'indépendance.

Que l'Allemagne du Kaiser encourageât l'insurrection irlandaise contre la Grande-Bretagne en 1916 n'avait pourtant pas empêché les internationalistes de soutenir le droit à l'indépendance de l'Irlande.

> *Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, être exploitée par une autre « grande » puissance dans ses propres buts également impérialistes, ne peut pas plus obliger la social-démocratie à renoncer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes, que les nombreux exemples d'utilisation par la bourgeoisie des mots d'ordre républicains dans un but de duperie politique et de pillage financier, par exemple dans les pays latins, ne peuvent obliger les sociaux-démocrates à renier leur républicanisme.* (Vladimir Lénine, « Sur la révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », 1916, *Œuvres* t. 22, Progrès, 1973, p. 161)

Le PCF rejoint le PS-SFIO dans le social-impérialisme

L'Internationale communiste, conçue pour mener la révolution socialiste mondiale, mais passée sous la direction de Staline, après avoir facilité la victoire de Hitler en 1933 par la division forcenée des rangs ouvriers, adopte brutalement en 1934 le social-patriotisme.

> *Après la catastrophe allemande, l'IC a certes substitué la politique capitularde du front unique à tout prix à la politique aventuriste de la « troisième période ». Néanmoins, l'expérience de la France démontre que l'IC parvient à conserver son rôle de frein de la révolution prolétarienne, en refusant la création d'une milice ouvrière contre le danger fasciste… La dernière pirouette opportuniste de l'IC est étroitement liée au tournant de la politique extérieure de l'URSS vers la Société des nations et l'alliance militaire avec l'impérialisme français… Ainsi, la 3e Internationale, qui n'a pas connue de congrès presque 7 années, est officiellement passée de la positon internationaliste à celle du social-patriotisme.* (RSAP/Hollande, WPUS/ États-Unis, LCI-BL, GBL/ rance, WPC/Canada, « Pour la 4e Internationale », juin 1935, *Les Congrès de la 4e Internationale*, La Brèche, t. 1, 1978, p. 112-113)

À partir de la rencontre entre Laval et Staline, le 15 mai 1935, le PCF abandonne la lutte pour l'indépendance de l'Algérie.

> *En donnant pour raison que les colonies pourraient tomber entre les mains de Hitler et de Mussolini, le PCF s'opposa à l'indépendance des colonies. (*Jacob Moneta, *Le PCF et la question coloniale,* Maspero, 1971, p. 106)

L'argument est fallacieux car le mouvement révolutionnaire des peuples opprimés des colonies britanniques, françaises, belges, néerlandaises, japonaises, portugaises… auraient au contraire fragilisé la domination coloniale de la Libye par l'Italie, gêné la conquête de l'Éthiopie par Mussolini en 1935-1936, l'invasion de la Chine par le Japon en 1937, le coup militaire mené en Espagne en juillet 1936 à partir du Maroc…

Désormais, au sein du mouvement ouvrier, seul la

Ligue communiste (section française de la 4e Internationale) réclame le droit à l'indépendance des peuples colonisés.

> *La bourgeoisie française n'opprime pas seulement indirectement toute une partie de l'Europe : elle écrase et ruine aussi des colonies immenses. Pour tous les peuples opprimés par les grands capitalistes français, par les de Wendel et les Michelin, les banques de Paris et autres, pour les Alsaciens-Lorrains aussi bien que pour les Indochinois, les Marocains et les Malgaches, nous réclamons le droit à disposer entièrement d'eux-mêmes, jusques et y compris la séparation s'ils le veulent.* (LC, *Programme d'action*, 1934)

La 4e Internationale s'oppose aux « fronts populaires » de l'IC stalinisée qui soumet à partir de 1935 le prolétariat à la bourgeoisie, ce qui va conduire les révolutions française et espagnole à la défaite et ainsi prolonger la mainmise de l'impérialisme (espagnol, italien et français) sur le Maghreb.

L'ENA rejoint le Front populaire en 1935

Le programme de janvier 1935 du « Rassemblement populaire » constitué par le PS-SFIO, le PCF et le Parti radical ne comprend qu'un seul passage sur les colonies... qui omet soigneusement l'indépendance.

> *Constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation politique, économique et morale dans les territoires français d'outre-mer, notamment dans l'Afrique du Nord et l'Indochine.* (Georges Lefranc, *Histoire du Front populaire*, Payot, 1974, p. 477)

Néanmoins, l'ENA participe au Front populaire.

> *L'Etoile nord-africaine se joignait en France au mouvement de Front populaire ; elle obtenait au printemps 1935 sa reconnaissance légale et, le 1er mai, Messali était libéré.* (René Galissot, dans *Histoire générale du socialisme*, PUF, 1977, t. 3, p. 588)

De même, le programme électoral du PCF de mai 1936 ne mentionne que : « *l'application et le respect du droit syndical pour tous, y compris les indigènes des colonies* ».

Le 14 juillet 1935, pour la première fois le cortège du PCF mêle les drapeaux tricolores des colonisateurs et des Versaillais et au drapeau rouge du prolétariat. Sous l'égide de l'ENA, 7 000 travailleurs arabes participent à la manifestation.

En décembre 1935, Messali Hadj fréquente Chekib Arskan, idéologue panarabe et islamiste. L'ENA renforce encore le cléricalisme qu'elle avait adopté dès sa refondation en 1933. Son biographe lambertiste (depuis reconverti en conseiller du président Macron pour la politique algérienne de l'impérialisme français) se contorsionne pour en attribuer la responsabilité… aux travailleurs algériens.

> *Pour Messali, placer la démonstration sur le plan religieux, c'est la situer exactement là où elle a le plus de chance d'être comprise. Il sent qu'il doit adapter ses méthodes aux populations auxquelles il veut s'adresser.* (Benjamin Stora, *Messali Hadj*, Le Sycomore, 1982, p. 138)

Les travailleurs « indigènes » dans la grève générale de 1936

La grève générale déferle sur la France, malgré la bureaucratie de la CGT réunifiée. De nombreux travailleurs arabes et kabyles y prennent part, ce qui oblige l'ENA à soutenir le mouvement de grève et d'occupation. Les travailleurs d'Afrique du Nord se lancent aussi dans l'action révolutionnaire.

> *En Afrique du Nord, les travailleurs européens ne suivirent pas seuls les mots d'ordre de grève ; la grève atteignit aussi les mineurs et les ouvriers agricoles indigènes. Cela conduisit à des heurts avec la police, la gendarmerie et la troupe. De durs combats éclatèrent dans la région de Constantine, dans les mines de Ouenza le 29 juin, à Alger, Mostaganem, Oran le 30 Juin, à Geryville le 3 juillet… ces grèves ne furent presque nulle part organisées ni dirigées par les syndicats, mais eurent un caractère spontané.* (Jacob Moneta, *Le PCF et la question coloniale*, Maspero, 1971, p. 106)

Pour bloquer toute perspective prolétarienne en Algérie, le Parti communiste algérien récemment constitué participe, du 15 mai au 5 juillet 1936, au « Congrès musulman » avec la Fédération des élus indigènes et l'Association des oulémas (les dignitaires religieux sunnites).

> *Nous communistes algériens, nous ne permettrons à quiconque de dresser les militants contre les Élus, les Élus contre les Oulémas ou réciproquement. Et nous considérons comme un crime de vouloir détacher, de cette union une partie du peuple.* (*La Lutte sociale*, 8 aout 1936)

Une délégation composée de Ben Badis (pour les oulémas) et de Ferhat Abbas (pour les élus) est reçue par le président du conseil Léon Blum (PS), le 23 juillet, à Paris, sans rien obtenir.

L'ENA capitule devant le gouvernement de Front populaire

Dans un premier temps, l'ENA soutient le gouvernement Blum.

> *L'Etoile nord-africaine a, à l'occasion de l'avènement du gouvernement du Front populaire, adapté sa politique aux circonstances nouvelles dans le but de faciliter la tâche du gouvernement à l'intérieur et à l'extérieur. C'est ainsi que le 26 juin 1936, j'ai eu l'honneur de prononcer un discours pour préciser notre attitude à l'égard du gouvernement, qui a été très apprécié à la présidence du Conseil et à l'Intérieur.* (Messali Hadj, « La dissolution de l'Etoile Nord-africaine », *La Gauche révolutionnaire*, 1 mars 1937)

L'ENA dépose respectueusement à l'Assemblée nationale française un cahier de revendications modérées dont la plus hardie concerne l'abolition du code de l'indigénat. Elle participe aux défilés du FP du 14 juillet 1936. Ses cortèges regroupent 35 000 travailleurs à Paris, 5 000 à Lyon. Le 31 juillet 1936, l'ENA tient un meeting à Paris avec 6 000 travailleurs.

Messali Hadj se rend en aout 1936 en Algérie. Comme l'ENA est la seule à défendre l'indépendance, contre le

PS-SFIO, le PCF et le PCA, c'est le début de l'implantation du parti nationaliste et clérical sur le territoire algérien, jusqu'à présent limitée à l'émigration petite-bourgeoise et surtout ouvrière en France.

En guise de réponse aux attentes algériennes, le gouvernement de Front populaire se contente d'un projet minimaliste d'assimilation. Le 30 décembre 1936, est publié au *Journal officiel* un projet de loi Blum-Viollette qui prévoit d'accorder la citoyenneté française et le droit de vote à 25 000 « indigènes », anciens gradés, soldats décorés, diplômés, fonctionnaires, élus et responsables syndicaux. Devant la pression de la presse réactionnaire, des partis fascistes comme le PPF et des colons, Blum retire son timide projet d'aménagement du colonialisme et reprend la politique de tous les gouvernements bourgeois précédents.

> *Le Front populaire, une fois au pouvoir, une nouvelle vague de répressions, emprisonnements, dissolution de mouvements, fusillades, s'abattit sur les colonisés.* (Daniel Guérin, *Front populaire, révolution manquée*, 1963, Maspero, 1970, p. 170)

Le gouvernement du Front populaire réprime les nationalistes algériens

Le gouvernement Blum dissout l'Etoile nord-africaine en janvier 1937, le Comité d'action marocaine en mars 1937 et poursuit leurs dirigeants en utilisant la loi qui a été adoptée prétendument contre les « ligues fascistes ». Le PCF et le PCA soutiennent la répression. Messali Hadj fonde le Parti du peuple algérien. Le PPA se contente de l'autonomie de l'Algérie au sein de la République française et renonce à l'indépendance.

> *Le Parti du peuple algérien travaillera pour l'émancipation totale de l'Algérie, sans pour cela se séparer de la France.* (*El Ouma*, avril 1937)

Le 27 aout 1937, Messali est arrêté avec d'autres dirigeants du PPA. Le PCF et le PCA approuvent. Il est condamné à deux ans de prison pour *« reconstitution de ligue dissoute, provocation des indigènes à des désordres, manifestation contre la souveraineté française »*. Seuls protestent la GR du PS-SFIO, des anarchistes et le Parti ouvrier internationaliste (section de la 4e Internationale).

Après avoir empêché avec l'aide du PCF la révolution en France, Blum est chassé du gouvernement par le Parti radical le 8 novembre 1938. Il n'y a plus de Front populaire puisque le PR rompt avec le PS-SFIO et le PCF. Celui-ci ne change pas pour autant d'orientation.

> *Si la question décisive du moment c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme et placer par exemple l'Algérie, la Tunisie et le Maroc sous le joug de Mussolini et d'Hitler… Créer les conditions de cette union libre, confiante et fraternelle des peuples coloniaux avec notre peuple, n'est-ce pas, là encore, travailler à remplir la mission de la France à travers le monde ?* (Maurice Thorez, *Discours au congrès du PCF*, décembre 1937)

Avec le pacte germano-soviétique d'aout 1939, le PCF redevient, brièvement, anticolonialiste. En juillet 1939, le gouvernement Daladier (Parti radical) interdit le PPA. En septembre, il interdit le PCF.

Les peuples colonisés constatent que l'impérialisme français n'est pas invincible. En mai 1940, les troupes allemandes envahissent la France. Le maréchal Pétain reçoit le 10 juillet 1940 les pleins pouvoirs de l'Assemblée nationale issue des élections de 1936. Le 17 mars 1941, Messali Hadj est condamné à 16 ans de travaux forcés par le régime de Vichy.

En 1944, le PS-SFIO et le PCF se rallient à de Gaulle et repoussent l'indépendance

Après l'invasion de l'URSS par l'Allemagne nazie, le 22 juin 1941, le PCF se met au service, comme le PS-SFIO et la CGT, de la fraction de la bourgeoisie française qui, autour du général de Gaulle, a fait le choix de maintenir l'alliance avec la bourgeoisie britannique.

Pétain et de Gaulle se disputent les colonies françaises. En novembre 1942, les troupes anglo-américaines débarquent en Afrique du Nord et infligent une défaite aux forces françaises fidèles au régime de Vichy. Les deux branches du mouvement nationaliste algérien, Messali Hadj (PPA) et Ferhat Abbas (UPA), proposent ensemble un *Manifeste du peuple algérien*, en mai 1943, qui prévoit un gouvernement présidé par l'envoyé du général de Gaulle et composé de *« quatre Français et de quatre musulmans »*. Le général Catroux refuse.

En mars 1944, le Conseil national de la résistance (CNR) signé par la SFIO, le PCF et la CGT se tait sur l'indépendance des colonies et se contente de *« l'extension des droits politiques, sociaux et économiques de la population indigène et coloniale »*. Seuls le Parti

Numéro 8 Samedi 15 Aout 1936 Prix : 0.30

Prolétaires de tous les Pays, unissez-vous !

La Lutte Ouvrière

15, Passage Dubail, Paris X — Compte Chèque Postal Danaffe 1891.14 Paris

Organe du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevick-Léniniste) — Section Française de la 4e Internationale

Abonnements : 1 an ..... 12 francs — 6 mois ..... 6 francs

Pour l'Indépendance de l'Algérie et du Maroc
Solidarité des Travailleurs d'Europe et d'Afrique !

communiste internationaliste (PCI, section française de la 4e Internationale) et le groupe UC (qui disparaitra en 1954) se prononcent pour l'indépendance de l'Algérie et des autres colonies françaises.
Le 14 mars 1944, Ferhat Abbas crée l'Association des amis du manifeste et de la liberté (AML) avec l'Association des oulémas et le PPA. L'AML se prononce pour une Algérie autonome fédérée à la France.

En 1945, le gouvernement MRP-SFIO-PCF écrase la révolte de Sétif

Le gouvernement MRP-SFIO-PCF présidé par de Gaulle, entreprend de désarmer les travailleurs, de reconstruire l'État bourgeois, de mettre fin aux grèves et de recouvrer les colonies en Asie et en Afrique. Le 23 avril 1945, il arrête Messali Hadj et le déporte à Brazzaville au Congo. Le 8 mai 1945, à Sétif, une manifestation organisée par le PPA tourne à l'émeute lorsque la police cherche à enlever les drapeaux algériens et les pancartes réclamant la libération de Messali Hadj. La répression qui dure jusqu'au 24 mai est secondée par des milices composées de colons. Alors que les émeutes font 102 morts parmi les colons, 15 000 à 45 000 Arabes sont massacrés entre mai et juin 1945.

> *Le 10 mai, une délégation du PCF et du PCA se rendit chez le gouverneur général pour lui désigner du doigt les responsables : le PPA et les Amis du manifeste. La délégation « s'est entretenue des provocations des agents hitlériens du PPA et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques » dit le compte rendu de l'audience tel que le publia le quotidien Alger Républicain, le 12 mai 1945. Les délégués avaient réclamé « le châtiment rapide et impitoyable des provocateurs ».* (Grégoire Madjarian, *La Question coloniale et la politique du Parti communiste français*, Maspero, 1977, p. 106-107)

> *Ce qu'il faut, c'est punir comme ils le méritent les meneurs hitlériens ayant participé aux évènements du 8 mai et les chefs pseudo-nationalistes qui ont essayé de tromper les masses musulmanes, faisant aussi le jeu des 100 seigneurs dans leur tentative de rupture entre les populations algériennes et le peuple de France.* (*L'Humanité*, 19 mai 1945)

En 1946, Abbas fonde l'UDMA et Messali Hadj fonde le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Avec le retournement de l'impérialisme américain contre l'URSS, le PCF est chassé du gouvernement par Ramadier (PS-SFIO).
Le PS-SFIO participe aux gouvernements de « guerre froide » qui suivent. En aout 1947, le ministre PS Depreux rédige un statut pour l'Algérie qui instaure deux collèges électoraux : le premier comprend les « citoyens français de plein droit » et 58 000 « citoyens de statut local » parmi les « musulmans » ; le second réunit 1 300 000 « musulmans » qui élisent une Assemblée algérienne. Une voix d'Européen vaut ainsi huit voix d'Arabes. Le PCF s'abstient.

> *Dans le moment présent, « l'indépendance » de l'Algérie constituerait à la fois un leurre et une consolidation des bases de l'impérialisme en Algérie et dans le monde : les communistes condamnent cette position fausse… Nous sommes en effet convaincus que l'Union française, malgré toutes les imperfections… donne actuellement aux peuples d'Outre-mer la seule possibilité de marcher surement à la conquête de la liberté et de la démocratie.* (Léon Feix, « Quelques vues sur le problème algérien », *Cahiers du communisme*, septembre 1947)

Le premier mai 1949, la direction stalinienne de la CGT interdit physiquement aux ouvriers algériens de manifester sous la banderole du MLTD.

Le PCF et le PS sont hostiles à l'indépendance

Le 12 mai 1952, le gouvernement Pinay assigne Messali Hadj à résidence à Niort (Deux-Sèvres). En mars 1953, des jeunes membres du MTLD inspirés par l'exemple des guérillas staliniennes constituent le Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA). Le 14 juillet 1953, à Paris, la police de la République disperse dans le sang une manifestation pacifique des travailleurs algériens.
Six mois après la défaite de l'armée coloniale française à Dien Bien-Phu, le CRUA estime que l'heure de l'action est venue. Dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954, une soixantaine d'attentats sont perpétrés en différents points du territoire algérien contre des objectifs militaires. Le CRUA se renomme Front de libération nationale (FLN). Il fixe comme objectif à la lutte armée *« la restauration de l'État algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques »*. Le 3 novembre, le PCA laisse la revendication de l'indépendance au FLN.

> *La meilleure façon d'éviter les effusions de sang et d'instaurer un climat d'entente et de paix consiste à faire droit aux revendications algériennes par la recherche d'une solution démocratique qui respecterait les intérêts de tous les habitants de l'Algérie sans distinction de race ni de religion, et qui tiendrait compte des intérêts de la France…*

Le parti stalinien fait une déclaration qu'il invoquera fréquemment plus tard pour montrer qu'il a sans cesse défendu les Algériens. En réalité, elle refuse toujours l'indépendance et insinue même que le FLN fait le jeu des colonialistes.

> *Le Parti communiste français qui ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux, assure le peuple algérien de la solidarité de la classe ouvrière française dans sa lutte de masse contre la répression et pour la défense de ses droits.* (PCF, « Déclaration sur la situation en Algérie », 8 novembre 1954, *Cahier du communisme*, novembre 1954)

Le 12 novembre 1954, le président du conseil Mendès-France (Parti radical) décide la répression.

> *À la volonté criminelle de quelques hommes doit répondre une répression sans faiblesse. Qu'on n'attende de*

nous aucun ménagement à l'égard de la sédition, aucun compromis avec elle. On ne transige pas lorsqu'il s'agit de défendre la paix intérieure de la Nation et l'intégrité de la République.

Mitterrand (UDSR) l'appuie sans réserve : *« L'Algérie, c'est la France »*. La République bourgeoise saisit *La Vérité* et *Libertaire*.

La FCL et les deux PCI sauvent l'honneur du mouvement ouvrier français

Face à l'insurrection, les anarchistes se divisent. La Fédération anarchiste reste neutre. La Fédération communiste libertaire, défend vigoureusement le droit à l'indépendance du peuple algérien.

La section française de la 4e Internationale, qui s'appelle Parti ouvrier internationaliste puis le Parti communiste internationaliste prend position pour l'indépendance des colonies et pour que le prolétariat y prenne la tête de la lutte contre l'impérialisme français.

Mais, en 1951, la 4e Internationale dirigée par Pablo et Mandel renie son programme pour revenir à la réforme de la bureaucratie stalinienne (malgré l'opposition de quelques sections) et au front uni antiimpérialiste, c'est-à-dire à la subordination à la bourgeoisie nationale dans les pays dominés (sans aucune opposition). Cela entraine l'exclusion de la section française (PCI) et l'explosion de l'internationale en 1953.

Les deux fractions s'engagent pour l'indépendance de l'Algérie, mais sans tenter de construire un parti ouvrier algérien. Le PCI majorité (l'ancêtre du POI et du POID) s'aligne en 1954 sur le MNA tandis que le PCI minorité (l'ancêtre du NPA et d'Ensemble) capitule devant le FLN.

En 1956, sans aucun lien avec la 4e Internationale du temps de Trotsky, Hardy fonde un groupe « trotskyste » purement français, VO (l'ancêtre de LO). VO étant satellisée par le PCF, elle trouve comme lui que la guerre coute trop cher aux travailleurs français.

Le retrait du corps expéditionnaire d'Algérie, le respect du droit des peuples d'Afrique du Nord à disposer d'eux-mêmes, viennent en tête de toutes les revendications car cette guerre en est arrivée à un point où sa poursuite entraine automatiquement une forte baisse du niveau de vie de la classe ouvrière métropolitaine.

(*Lutte de classe*, 2 décembre 1956)

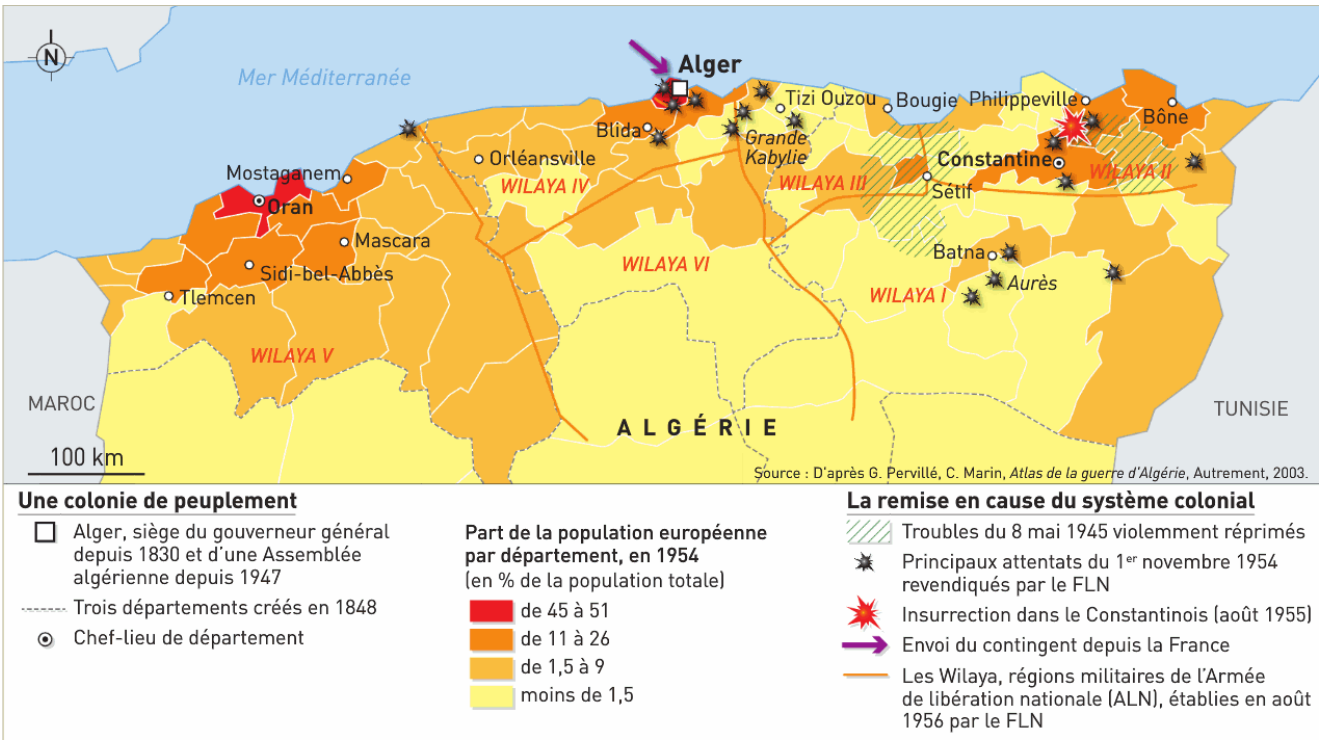
VO ne se prononcera pour l'indépendance qu'en septembre 1958 quand le PCF aura tourné. Contrairement aux deux fractions du PCI et au FCL qui sont réprimés, la FA et VO ne sont jamais inquiétées par la police.

En 1956, le PS-SFIO et le PCF votent « les pouvoirs spéciaux »

Hier et aujourd'hui, engagés et appelés, s'exposaient et parfois mouraient pour la paix, pour la France, pour l'ONU… mais toujours pour le peuple français.

(Jean-Luc Mélenchon, *Libération*, 27 avril 2000)

En fait, les appelés, pour la plupart des travailleurs, sont livrés jusqu'à deux ans à la hiérarchie militaire gaulliste et fasciste pour réprimer en Algérie d'autres travailleurs dans l'intérêt des grands propriétaires fonciers locaux et des groupes capitalistes impérialistes. Ils tentent de résister.



LA GUERRE D'ALGERIE

coûte 2 milliards par jour

Elle a amené en 1957 :

- L'INFLATION (500 milliards de francs supplémentaires de billets en circulation).
- LA DEVALUATION du franc de 20 %.
- 400 MILLIARDS D'IMPOTS NOUVEAUX.
- La hausse vertigineuse du coût de la vie.

C'est la course à la catastrophe.

Il faut négocier la Paix !

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

En aout-septembre-octobre 1955, dans un effort spontané pour se libérer des objectifs bourgeois du PS et du PCF, la classe ouvrière de ce pays tend toute son énergie pour « déborder » les appareils traditionnels. Saint-Nazaire, Nantes et, à leur suite, Rouen, Albi, la RATP, etc., retentissent comme l'appel à la grève générale. En écho, les rappelés dans les casernes, dans les trains, dans les ports, sur les bateaux, lancent le mot d'ordre : les civils avec nous ! Mais le prolétariat sera tenu en échec non par la force de l'État bourgeois mais par la volonté de deux forces ouvrières traditionnelles d'enserrer son combat dans le carcan du parlementarisme bourgeois. Leur élan est brisé par la force contrerévolutionnaire des appareils traditionnels du mouvement ouvrier qui canalisent la lutte des masses et des soldats dans le système de la démocratie parlementaire. Les ouvriers reprennent le travail, tandis que les rappelés débarquent à Alger, isolés, impuissants, démoralisés et sont lancés dans la guerre contrerévolutionnaire. (Robert Langlade, *Comment de Gaulle a pris le pouvoir*, OCI, 1958, p. 4)

Le 31 janvier 1956, jour de l'investiture du gouvernement colonialiste incluant le PS-SFIO, les deux partis sociaux-impérialistes se prononcent contre l'indépendance.

L'objectif de la France, la volonté du gouvernement, c'est maintenir et renforcer l'union indissoluble entre l'Algérie et la France métropolitaine. (Guy Mollet, PS-SFIO)

Sur la base de la reconnaissance des revendications nationales du peuple algérien, il est possible d'en faire un ami et un allié de la France au sein d'une véritable Union française… Ainsi et ainsi seulement, pourront être déjoués les plans de certains de nos alliés atlantiques, qui aspirent à imposer leur domination en Afrique du Nord, et bénéficient de l'appui de milieux colonialistes français, ne reculant nullement devant le séparatisme pour conserver leur situation privilégiée… (Jacques Duclos, PCF)

Le 12 mars 1956, les députés PCF et PS-SFIO votent les pouvoirs spéciaux. Cela suspend les garanties et libertés individuelles en Algérie, l'exercice des pouvoirs de la police et de la justice passe aux mains de l'armée. La torture est généralisée.

Des militants du PCI majorité et de la FCL sont arrêtés. Le meeting commun du PCI et de la FCL prévu le 21 décembre est interdit. Il faut attendre le 29 juillet 1956 pour que les députés PCF votent contre les crédits militaires.

En 1959, au Congrès confédéral de la CGT, un des responsables de la fédération de France du FLN, ouvrier chez Renault, met en cause l'attitude des directions syndicales.

Au lieu d'amener les travailleurs à prendre position contre la guerre d'Algérie tout simplement parce que la guerre, surtout coloniale, se trouve en contradiction flagrante avec les principes de la classe ouvrière. Non. Les travailleurs, face au problème, ont été habitués à prendre une position déterminée avant tout par intérêt. Puisque le slogan « la guerre d'Algérie coute cher » passe en premier, ils sont appelés à lutter contre cette guerre parce qu'elle menace leur niveau de vie… (Aboubekr Belkaïd, « Intervention au congrès de la CGT métallurgie », 1959, cité par Nicolas Hatzfeld, *Les Syndicats de l'automobile aux congrès fédéraux 1948-1963*, PUR, 2005, p. 38)

En 1958, l'armée française porte de Gaulle au pouvoir

Malgré la supériorité militaire et l'usage généralisé de la torture, l'armée n'arrive pas à vaincre à cause du soutien grandissant de la population au FLN.

Les généraux, en lien avec les réseaux gaullistes, se soulèvent contre le régime parlementaire de la 4e République et prennent le pouvoir à Alger. Le 15 mai 1958, de Gaulle fait savoir qu'il se tient prêt à « *assumer les pouvoirs de la République* ». Le 16 mai, l'Assemblée vote l'état d'urgence pour 3 mois par 461 voix (dont celles du PS-SFIO et du PCF) contre 114. Le 20 mai, à l'unanimité (PS-SFIO et PCF compris), l'Assemblée « *se fait un devoir d'exprimer à nos soldats et à leurs chefs la profonde reconnaissance de la nation pour les services déjà rendus à l'unité de la patrie et au drapeau de la République qui, dans la légalité, sortiront vainqueurs de l'épreuve actuelle* ».

Le bonaparte forme sans attendre un gouvernement de rassemblement incluant Mollet (PS-SFIO). Le 28 mai, contre la prise du pouvoir appuyée par l'armée, un million de travailleurs protestent dans toute la France à l'appel de la CGT, de nombreuses organisations syndicales FO, CFTC et FEN.

Le 6 juin 1958, Messali Hadj capitule.

Je considère que tout cela signifie que, dans la pensée du général de Gaulle, il y a des ouvertures susceptibles

de permettre la création de l'État algérien, pour aller ensuite à un Commonwealth, du type anglais, France-Maghreb et France-Afrique. (*Bulletin d'information du MNA*, 15 juin 1958)

Le 19 septembre 1958, le FLN proclame le gouvernement provisoire de la République algérienne présidé par Abbas.

En France, une minorité du PS-SFIO hostile à de Gaulle et favorable à l'indépendance scissionne et fonde le PSA qui devient PSU en 1960.

En 1961, de Gaulle massacre les ouvriers algériens à Paris

Les fractions déterminantes de la bourgeoisie française savent que le colonialisme direct est périmé. Le général de Gaulle change de cap. Le 11 avril 1961, lors d'une conférence de presse, il évoque un État algérien souverain.

Une fraction de l'état-major, appuyée par la majorité de la population algérienne d'origine européenne, déclenche un nouveau coup d'État le 21 et 22 avril à Alger. Le 24 avril, dix millions de travailleurs font grève en France pour s'y opposer. De nombreux appelés refusent d'obéir aux ordres ou de les retransmettre. Le putsch échoue.

Le 17 octobre 1961, le FLN organise, à Paris, une manifestation contre le couvre-feu imposé aux Algériens par le préfet de police Papon. La manifestation interdite est sauvagement réprimée par de Gaulle.

Seul le syndicat étudiant UNEF appelle à manifester : 10 000 étudiants défilent à Paris le 18 novembre.

L'histoire n'est jamais écrite d'avance

La décolonisation était inévitable. Mais qui allait la mener en Algérie et en France a dépendu de la crise de direction du prolétariat mondial.

Aucune organisation française n'a tenté de construire un parti ouvrier révolutionnaire en Algérie :

- majoritaires, le PCF et le PS-SFIO se sont opposées au sentiment national d'un peuple opprimé,
- minoritaires, les organisations « trotskystes » se sont calquées sur le PCF et n'ont pas soutenu le mouvement national (VO de Hardy) ou bien ont capitulé devant sa direction bourgeoise, soit sa branche MNA (le PCI majorité de Lambert), soit sa branche FLN (le PCI minorité de Frank et Krivine).

Le 5 juillet 1962, au prix de centaines de milliers de morts arabes, l'indépendance de l'Algérie est proclamée. La révolution algérienne naissante est étouffée par l'appareil du FLN qui mue en bourgeoisie nationale qui reste dépendante de l'impérialisme mondial et oppresseuse de son propre peuple..

24 octobre 2022

Groupe marxiste internationaliste

Cahiers révolution communiste

n° 30 Denis, *Les marxistes et l'émancipation des femmes*, 1976

n° 29 Slaughter, *Lénine sur la dialectique*, 1963

n° 28 GMI, *La révolution hongroise de 1956*, 2016

n° 27 GMI, *La république des conseils de Hongrie de 1919*, 2019

n° 26 GMI, *Les marxistes et l'écologie*, 2021

n° 25 Marx, *La guerre civile en France*, 1871

n° 24 Luxemburg, *La grève générale en Belgique*, compilation 1902-1913

n° 23 Lukács, *Lénine*, 1924

n° 22 CoReP, *Pour les États-Unis socialistes d'Europe*, 2005-2019

n° 21 Trotsky, *La grève générale en France*, compilation 1936

n° 20 Trotsky, *Contre le Front populaire*, compilation 1935

n° 19 Trotsky, *Face à la menace fasciste en France*, compilation 1934

n° 18 CoReP, *Plateforme internationale*, 2017

n° 17 GMI, *Programme pour la France*, 2017

n° 16 GMI, *La mobilisation contre la loi travail*, 2016

n° 15 Lénine, *L'État et la révolution*, 1917

n° 14 Casanova, *L'Espagne livrée*, 1939

n° 13 Marx, *Manifeste du parti communiste*, 1847

n° 12 Trotsky, *La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, 1940

n° 11 Comité, *En défense des retraites*, 1995

n° 10 Marx, *Salaire, prix et profit*, 1865

n° 9 GMI, *Bolchevisme contre lambertisme*, 2016

n° 8 *L'Ukraine déchirée par les impérialismes*, 2015

n° 7 Lénine & Zinoviev, *Le socialisme et la guerre*, 1915

n° 6 Marx, *La crise*, compilation 1847-1875

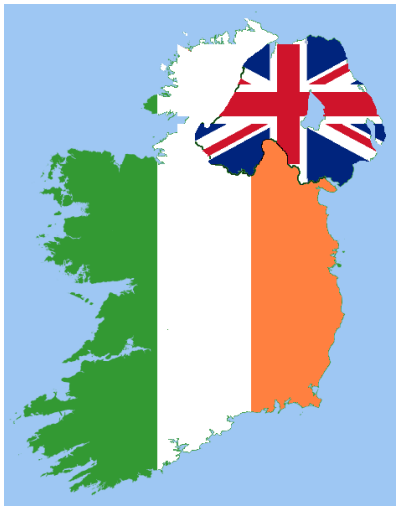
n° 5 Trotsky, *L'agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale*, 1938

n° 4 GMI, *M&R/VdT et la guerre mondiale*, 2015

n° 3 GB, *Chili 1970-1973*, 2004

n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky, *Armer le peuple*, compilation 1911-1934

n° 1 GMI, *Plateforme pour le communisme*, 2013



GMI
La partition de l'Irlande en 1922
2 novembre

Les communistes aux côtés des Irlandais opprimés

Après avoir pensé que la question de l'indépendance de l'Irlande n'était pas prioritaire, que la libération du pays serait une conséquence de la révolution prolétarienne en Grande-Bretagne, Marx a changé d'opinion, sous l'influence d'Engels, qui avait visité en 1856 le pays de Mary Burns, l'ouvrière qui partageait sa vie.

> *Longtemps, j'ai pensé qu'il était possible de renverser le régime actuel de l'Irlande grâce à la montée de la classe ouvrière anglaise… Or, une analyse plus approfondie m'a convaincu du contraire. La classe ouvrière anglaise ne fera rien tant qu'elle ne sera pas défaite de l'Irlande. C'est en Irlande qu'il faut placer le levier.* (Marx, « Lettre à Engels », 10 décembre 1869)

Lénine de son côté incluait la question coloniale et la lutte contre l'oppression des minorités nationales dans sa stratégie pour la révolution mondiale.

> *La dialectique de l'histoire fait que les petites nations, impuissantes en tant que facteur indépendant dans la lutte contre l'impérialisme, jouent le rôle d'un des ferments, d'un des bacilles, qui favorisent l'entrée en scène de la force véritablement capable de lutter contre l'impérialisme, à savoir le prolétariat socialiste.* (Lénine, « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », juillet 1916)

Et c'est bien parce que les forces ouvrières ont pu prendre la tête du mouvement national irlandais contre l'oppression coloniale en 1916, que des revendications ont pu être satisfaites, même si la révolution n'a pas été victorieuse, à un moment où le prolétariat européen était désorienté par la trahison de l'Internationale ouvrière en aout 1914.

> *Le malheur des Irlandais est qu'ils se sont insurgés dans un moment inopportun, alors que l'insurrection du prolétariat européen n'était pas encore mûre.* (Lénine, idem)

La lutte pour l'indépendance

C'est à la fin de XVe siècle que la monarchie anglaise a commencé à exercer formellement sa domination sur l'Irlande. La loi Poynings (1494) énonçait « *qu'aucune loi votée par un Parlement Irlandais ne sera valable si elle ne porte pas le sceau du roi d'Angleterre en son conseil* ». En 1541 le roi d'Angleterre (Henri VIII) devint roi d'Irlande. Des mouvements éclatèrent, notamment en 1641 où la révolte fut écrasée (des milliers de morts) sous les ordres d'Oliver Cromwell, un chef militaire. Des lois établies par le roi Guillaume II d'Orange en 1695 interdirent l'enseignement en gaélique (la langue irlandais) et exclurent les catholiques de l'administration, de l'enseignement, des écoles, les empêchèrent de devenir propriétaires terriens ou d'exercer des professions libérales. C'est en 1798 qu'eut lieu le premier soulèvement armé qui donna lieu à la brève république du Connaught (30 000 Irlandais furent tués).

Depuis lors les masses irlandaises ne cessèrent de lutter pour leur indépendance politique, mais aussi pour des droits sociaux et économiques, notamment le droit à la terre. C'est après l'Acte d'union (1801) que l'Irlande fit légalement partie du Royaume-Uni. En 1912, sous la pression du soulèvement nationaliste mené par l'IRB (Irish Republican Brotherood, une organisation nationaliste révolutionnaire petite-bourgeoise), un projet d'autonomie sous domination britannique (Home Rull Bill) fut négocié par le Parti parlementaire irlandais (bourgeois) avec le gouvernement britannique. Face à la milice des

Volontaires d'Ulster qui intervenait pour la préservation des intérêts de la fraction protestante de la bourgeoisie locale et donc pour le maintien de la domination britannique, se constitua en novembre 1913 la milice des Volontaires irlandais pour défendre l'accord au compte de la fraction catholique de la bourgeoisie irlandaise. En mars 1914, des officiers britanniques se rebellèrent en soutien aux Volontaires d'Ulster.

L'accord fut signé mais se fracassa face à l'éclatement de la première guerre impérialiste mondiale. Au sein du mouvement nationaliste s'opposaient une fraction conciliatrice (les National Volunteers) et une fraction radicale (les Irish Volunteers) qui, avec l'ICA (Irish Citizen Army, une milice ouvrière) formèrent l'IRA en 1916. L'insurrection (Easter Rising) fut préparée à la fois par l'établissement d'un comité militaire et d'un comité anti-conscription, et le 24 avril 1916, à 12h04, Patrick Pearse lut la proclamation de la République d'Irlande dans la poste centrale de Dublin, accompagné de James Connolly, Tom Clarke, Thomas MacDonagh, Joseph Plunkett, Seán Mac Diarmada et Éamonn Ceannt, membres dirigeants de l'IRB, des Volontaires irlandais, de l'ICA et rédacteurs du texte (voir *Révolution communiste* n° 17).

> *Nous proclamons le droit du peuple d'Irlande à la propriété de l'Irlande, et au contrôle sans entraves de sa destinée ; le droit à être souverain et uni. La longue usurpation de ce droit par un peuple et un gouvernement étranger ne l'a pas supprimé, ce droit ne peut disparaître que par la destruction du peuple irlandais. À chaque génération, les Irlandais ont affirmé leur droit à la liberté et à la souveraineté nationale ; six fois durant les trois derniers siècles ils l'ont affirmé par les armes. En nous appuyant sur ce droit fondamental et en l'affirmant de nouveau par les armes à la face du monde, nous proclamons la République irlandaise, État souverain et indépendant, et nous engageons nos vies et celles de nos compagnons d'armes à la cause de sa liberté, de son bien-être, et de sa fierté parmi les nations…* (« Proclamation de la République d'Irlande », 1916)

Cette déclaration provoqua un soulèvement dans le centre de Dublin, plusieurs lieux stratégiques de la ville (poste centrale, tribunal, usines, parcs…) furent occupés par 1 600 personnes, « *les défenseurs héroïques des barricades de Dublin* » (Trotsky, « *Sur les évènements de Dublin* », 4 juillet 1916). Un gouvernement provisoire fut constitué. Le gouvernement britannique, qui comprenait trois dirigeants du Parti travailliste et du TUC (la confédération syndicale), répondit rapidement en mobilisant 16 000 militaires. L'insurrection dura six jours, les sept initiateurs se rendirent sans condition le 29 avril en ordonnant de déposer les armes « *afin d'arrêter le massacre d'une population sans défense* » (Pearse), ils furent emprisonnés. 418 insurgés furent tués, 90 personnes furent condamnées à mort, parmi lesquelles 16 furent effectivement exécutées.

La bourgeoisie nationale préfère la partition à la révolution sociale

Ce moment révolutionnaire initia un mouvement puissant de lutte pour l'indépendance, avec notamment la victoire de Sinn Féin, une organisation nationaliste bourgeoise, aux élections générales en 1918, avec 73 des 105 sièges à pourvoir (même si les unionistes restaient majoritaires en Ulster). Les députés Sinn Féin refusant de siéger à l'assemblée britannique, le parti établit en janvier 1919 un parlement irlandais (Dáil Éireann), et elle signa en 1921 un accord de partition avec l'impérialisme britannique, qui brisa la perspective socialiste de nombreux combattants de 1916. Cet accord permit au gouvernement britannique de ne pas tout perdre : « *Si nous perdons l'Irlande, nous perdons l'empire* » (Sir Henry Wilson, Chef d'état-major impérial, 30 mars 1921).

En octobre 1917, le Parti socialiste d'Irlande, qui succéda à l'ISRP (fondé par Connolly en 1896), organisait une manifestation de 10 000 personnes en soutien à la Révolution russe et en 1918, le congrès de l'ILP-TUC (Irish Labour Party-Trade Union Congress) votait une résolution pour le contrôle ouvrier des moyens de production, en soutien à la révolution d'Octobre 1917. En 1918, des grèves se déclenchèrent contre la conscription, contre le transport de fournitures à l'armée britannique, pour la libération des prisonniers républicains. Une grève générale éclata à Dublin sur la question de la semaine de travail, elle conduisit les troupes britanniques à intervenir. En avril 1919, éclata une grève générale à Limerick contre l'établissement d'une zone militaire britannique, avec la constitution d'un soviet, qui fut liquidé au bout de 12 jours par la direction de l'ILP. De nombreuses luttes ouvrières eurent lieu entre 1919 et 1921, mais elles étaient largement subordonnées à Sinn Féin, dont les dirigeants (Collins, de Valera, Griffith…) étaient des nationalistes petit-bourgeois, favorables au maintien des rapports de propriété capitalistes. Mobiliser les masses irlandaises dans une lutte révolutionnaire en lien avec la classe ouvrière britannique contre leur adversaire commun n'était pas leur programme.

Les dirigeants de Sinn Féin ont ainsi cédé et, après une séparation effective orchestrée par le Government of Ireland Act 1920, entérinée le 3 mai 1921, la majorité de l'Irlande, au sud (26 comtés), devint le 6 décembre 1922 indépendante du Royaume-Uni, alors que 6 comtés du nord de l'Irlande (sur les 9 que compte l'Ulster) restèrent attachés à la monarchie. C'est ainsi que l'État britannique a pu maintenir, avec l'aide des réactionnaires unionistes, un contrôle partiel sur l'Irlande contre le mouvement des masses en faveur de l'indépendance, et que la direction petite-bourgeoise du mouvement nationaliste a préféré céder au compromis avec l'impérialisme plutôt que développer une lutte révolutionnaire, et depuis près d'un siècle, en répu-

blique d'Irlande, deux partis nationalistes bourgeois (Fianna Fail et Fine Gael) alternent au pouvoir. Confirmant la prédiction de Connolly qu'une telle séparation déchainerait un « *carnaval de réaction* » (« Labour and the Proposed Partition of Ireland », *Irish Worker*, 14 mars 1914), le mouvement nationaliste explosa lorsque, soutenu par une fraction significative de Sinn Féin et de l'IRA qui refusent la partition, de Valera démissionna et prit la tête de l'opposition, tandis que le jeune État était soutenu par Collins, Griffith et par le clergé catholique. Une guerre civile éclata et dura jusqu'en mai 1923, occasionnant plus de 4 000 décès.

En décembre 1937, l'Irlande adopta une constitution, se proclamant république, quittant le Commonwealth et revendiquant toute l'île comme territoire de l'Irlande.

Après la seconde guerre mondiale

C'est à la fin des années 1960 que se développa une nouvelle vague de lutte des opprimés en Irlande du Nord (près de 3 500 morts entre 1969 et 1998), exprimant la nature incomplète de la révolution démocratique nationale et le caractère réactionnaire de la partition. Le 24 mars 1972, le Premier ministre britannique (Heath) suspendit le Parlement d'Irlande du Nord et la région passa sous contrôle direct de l'État britannique. C'est en 1999, avec l'entrée en vigueur de l'« *accord de paix pour l'Irlande du nord* », que l'impérialisme britannique abandonna ce contrôle direct, en même temps que l'Irlande retira de sa constitution ses revendications sur l'Irlande du nord. L'IRA, sous le nom de Sinn Fein, accepta de gouverner avec les unionistes (DUP).

Le Brexit modifia le rapport de forces puisque, même si ce n'était pas l'objectif visé, il renforça les conditions objectives de la réunification, en raison des difficultés à aboutir à un accord sur la frontière irlandaise, sachant que 55,9 % des électeurs d'Irlande du nord se sont opposés à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Cela s'ajoute à un contexte d'affaiblissement de l'économie britannique et de sa perte d'influence en Irlande du nord, comme en témoigne le résultat des dernières élections (voir *Révolution communiste* n° 50). Cela ne signifie pas pour autant que l'unification avec le sud offre une alternative progressiste. Elle remettrait le destin de la classe ouvrière entre les mains d'une bourgeoisie irlandaise profondément corrompue, agissant comme une façade pour les puissances impérialistes américaines et européennes.

Pour le droit à l'autodétermination des Irlandais ! Pour la réunification de l'Irlande par un gouvernement de la classe ouvrière irlandaise dans une fédération socialiste des Îles britanniques et les États-Unis socialistes d'Europe ! Seul un parti ouvrier révolutionnaire en Irlande, section d'une internationale ouvrière révolutionnaire, sera à même de défendre cette perspective.

2 novembre 2022
Groupe marxiste internationaliste

Dublin, la Cour suprême (Four Courts), tenue par les forces hostiles au traité avec l'impérialisme britannique, est bombardée les 28 et 29 juin par l'armée en formation de la République bourgeoise irlandaise

RÉVOLUTION PERMANENTE

Déclarations de 2022

Communiqué sur le Kazakhstan 3

Communiqué sur l'invasion de l'Ukraine par la Russie 7

Adresse du 8 mars aux femmes travailleuses 10

Adresse du premier mai 12

Résolution sur la crise mondiale de l'alimentation 15

Communiqué sur l'Iran 18

Communiqué sur l'intervention turque en Syrie 19

Rapport sur la situation au Pérou 21

Débats en 2022

Lettre à la conférence de l'OTI 22

Lettre à RP/France 24

Les organisations « trotskystes » d'Argentine (IS, MST, NMAS, PO, PTS...) et la question de la violence politique 26

Critique du texte sur la situation internationale de RP/France 36

Histoire

Rosa Luxemburg (1871-1919) 45

Le mouvement ouvrier français et l'Algérie (1827-1962) 48

La partition de l'Irlande (1922) 60

Le but de l'association est la déchéance de toutes les classes privilégiées, de soumettre ces classes à la dictature du prolétariat en maintenant la révolution en permanence jusqu'à la réalisation du communisme... **(Société universelle des communistes révolutionnaires, avril 1850)**

Le Collectif révolution permanente est un regroupement international de communistes qui se base sur les programmes de la Ligue des communistes de 1847 à 1852, du conseil général de l'Association internationale des travailleurs de 1864 à 1872, de l'aile radicale de l'Internationale ouvrière de 1889 à 1914, de la Gauche de Zimmerwald de 1915 à 1919, de l'Internationale communiste de 1919 à 1922, de l'Opposition de gauche de l'IC de 1928 à 1933 et de la 4e Internationale de 1933 à 1940.

site du collectif en allemand, anglais, catalan, espagnol, français, turc...

www.revolucionpermanente.com